

S!lence
N°322
Avril
2005
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Décroissance en mouvement

Energies
Acceptabilité de l'électricité verte

Alternatives
A fleur de terre

Culture
Pour le libre accès à la culture



Sommaire

Dossier

Décroissance

Décroissance contre développement durable
de Thierry Folliard

Décroissance des champs décroissance des villes
de Michel Bernard

Les mirages de l'effet rebond
de Michel Bernard

Sortir des pièges de l'effet rebond
de Serge Latouche

Alternatives : de quoi parle-t-on ?
de Daniel Julien

Alternatives
27 **A fleur de terre**
de Madeleine Nutchey

Energie
31 **Acceptabilité de l'électricité verte**
de Christian Maillebouis

Culture
37 **Pour un libre accès à la musique**
de Matt Mahlen

Brèves

21 Politique
22 Annonces
24 Alternatives
28 Environnement
29 Santé
30 Energies
32 Nucléaire
33 Femmes
34 Nord/Sud
35 Paix
36 Société
41 Courriers
45 Livres

VU de l'intérieur...

Avignon

Nous cherchons des bénévoles pour animer le stand de Silence à Naturavignon, les 7 et 8 mai. Prendre contact avec *Dorothée au 04 78 39 55 33 le vendredi ou le 04 77 63 00 65 les autres jours avant 21 h.*

LYON

Décroissance en mouvement

Silence vous invite à un débat dans ses locaux le vendredi 22 avril, à 18 h autour du thème de ce dossier. Vous pourrez à cette occasion découvrir le numéro de mai.
Les débats suivants auront lieu les 20 mai, 17 juin...

OUEST

Rencontres des Ami-e-s de S!lence

Suite aux rencontres de Brocéliande de l'été 2004 et avant les rencontres des Ami-e-s de *S!lence* 2005 (prévues fin juillet, début août), des rencontres préparatoires sont envisagées en Bretagne et Pays de Loire. Débats autour des idées de *S!lence* : décroissance, non-violence, alternatives, végétarisme... Les personnes intéressées pour de tels moments de convivialité peuvent prendre contact avec *Alexis et Bleuen au 02 97 93 42 92.*

2 avril Assemblée générale

L'assemblée générale de l'association *S!lence* qui gère la revue se tiendra dans nos locaux le samedi 2 avril à partir de 10 h. Elle est ouverte à nos lecteurs, mais seuls les adhérents de l'association (une vingtaine de collaborateurs réguliers) prennent part aux décisions. Le matin sera consacré aux bilans d'activité, moraux et financiers. Chacun est invité à partager ensuite un repas (chacun amène un plat). L'après-midi, en principe jusqu'à 18 h, nous aborderons le futur avec au moins cinq sujets déjà retenus : validation des changements structurels de l'année (sous-traitance de l'expédition, temps de travail des salariés) ; accueil des nouveaux bénévoles après la mise en sous-traitance de l'expédition et premier bilan des soirées qui remplacent ; avenir de la librairie par correspondance ; comment répondre aux multiples sollicitations extérieures (interventions dans des débats, participation à des campagnes comme la marche pour la décroissance, un colloque sur la désobéissance...) ; modifications possibles sur les choix d'abonnements...

Incohérences, contradictions et compromis

L'habit ne fait pas le moine et aucune panoplie du petit écolo ne fait illico de chacun un parfait écologiste. La biodiversité nous autorise, au contraire, à l'être de mille façons... Nous envisageons de réaliser un numéro sur nos propres contradictions. Il ne s'agit nullement d'émettre de jugements sur nos comportements. Pas de palmarès ni de label. Certes — et on l'a vu avec les réponses à de précédents questionnaires — nous avons en commun quelques bases solides et des refus péremptoires (énergie nucléaire, surconsommation...). Mais ce n'est pas facile tous les jours d'être en adéquation avec ses idées et ça oblige à beaucoup de compromis qui peuvent devenir déprimants. Pour éviter tout recours aux tranquillisants ou le suicide collectif à la manière des sectes ou des lemmings, nous vous proposons quelques exemples. Racontez-nous vos expériences, avec si possible beaucoup d'autodérision (c'est thérapeutique). Peut-être pourrons-nous vivre mieux nos contradictions jusqu'au moment où une société en voie de décroissance nous en libérera.
Quelques exemples : je n'ai pas de compost / je mange de la viande / j'ai une voiture / j'achète parfois en grand magasin / j'ai un compte dans une banque classique / j'achète des produits avec emballage perdu / j'ai encore des piles chez moi / j'ai voyagé en avion / je possède un téléphone portable / je travaille dans une transnationale / je suis salarié 35 h ou plus par semaine / j'ai un chauffage électrique / j'ai la climatisation / j'ai un congélateur / je ne parle pas espéranto / je mange des produits du Sud (agrumes) / je fume / j'ai un four à micro-ondes / j'ai un ordinateur à la maison / j'ai une télé...

N° 323 (mai) : clôture des articles et comité de lecture : dimanche 3 avril à 14 h
Clôture des brèves : mercredi 6 avril à 12 h.

N° 324 (juin) : clôture des articles et comité de lecture : samedi 30 avril 14 h.
Clôture des brèves : mercredi 4 mai à 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 2 mars 2005.

Bulletin d'abonnement page 47

LE MOIS DE LASSERPE

ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE DE KYOTO



LE REDOUBLEMENT, ÇA NE MARCHE PAS



LES LYCÉENS DANS LA RUE



VAGUE DE FROID



RÉFORME DES 35 HEURES : TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS



Editorial

Décroître, vite

Cinq millions deux cent mille chômeurs. On songe, dans ce pays, à créer des "jobs à un euro" (un euro l'heure). Les chômeurs sont si déboussolés qu'ils se tournent vers les néo-nazis. Oui, ce pays c'est l'Allemagne, où une économie croissante et triomphante était, il y a peu de temps, érigée en modèle.

En Chine, croissance record, ils mettent les bouchées doubles pour rattraper les économies occidentales. Là, on a l'impression de voir le film en accéléré, avec, en même temps que les effets d'annonce d'une prospérité galopante, des centaines de milliers de paysans, chassés pour implanter les complexes industriels, qui vont s'agglutiner autour des grandes villes pour y devenir des miséreux.

Chez nous, avec une croissance du PIB supérieure à 2% en 2004, on constate l'accélération de la dégradation de la qualité de vie. Un monument qui semblait indestructible, la Sécu, se lézarde, on comprime les effectifs à La Poste et la SNCF. Et si jamais la Constitution mercantile qui nous est proposée est acceptée, tout va empirer.

Mais combien faut-il de preuves de l'universelle nocivité de la croissance libérale pour que l'on s'en débarrasse ?

Nous ne sommes qu'une infime minorité à penser que les preuves suffisent, que chaque preuve se rajoutant est faite de milliers de malheureux et de dégâts supplémentaires pour la planète. Il est urgent de réagir.

Bonne nouvelle : notre nombre infime va... croissant.

Partout, de décisions individuelles en initiatives collectives, l'idée de décroissance grignote la toute-puissance économique.

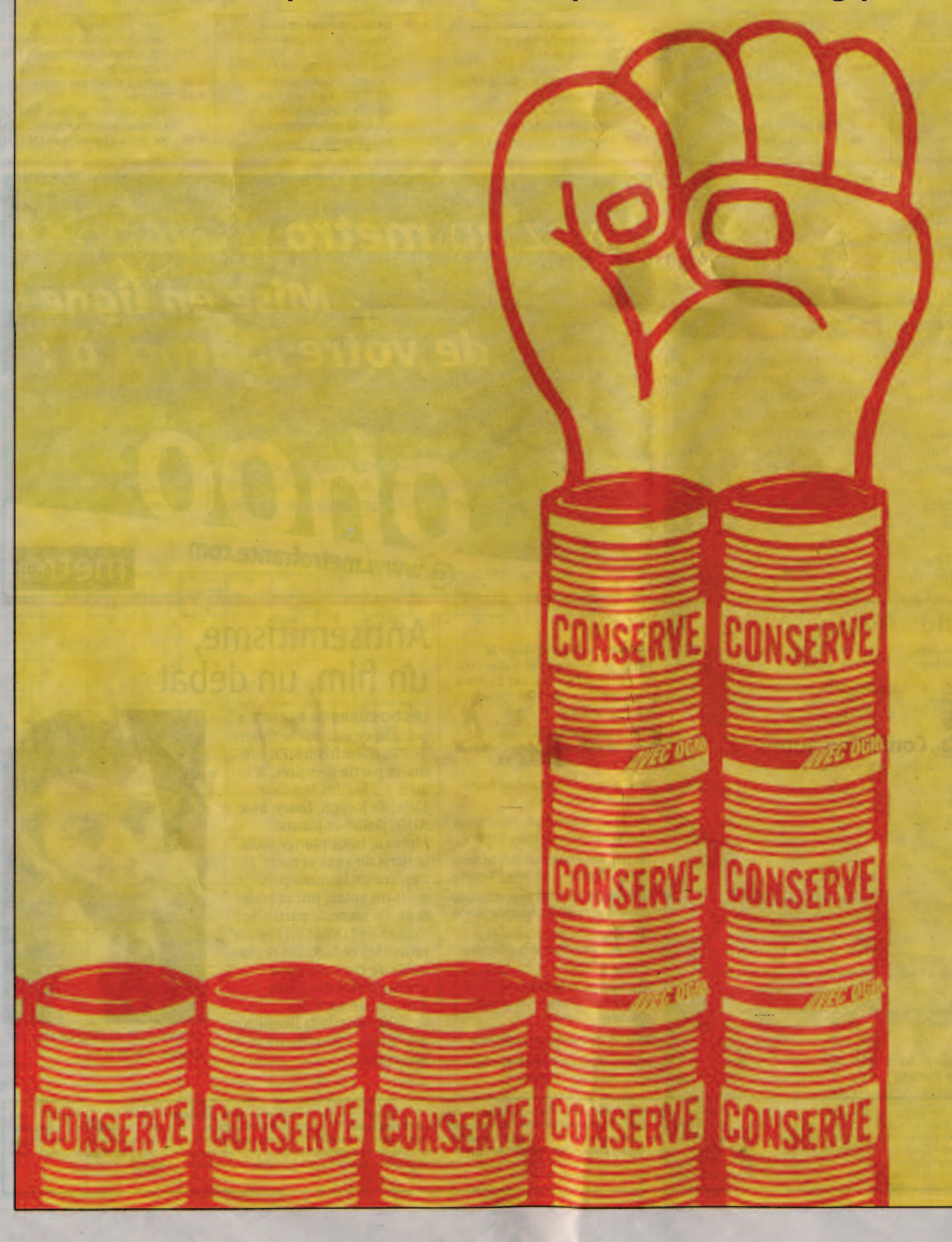
La croissance des révoltés pour cause de croissance économique est la seule acceptable.

Madeleine Nutchey ■

LA DECROISSANCE OUI SAUF CELLE DE LA CONSCIENCE !

Les experts en conviennent : à cours terme, la croissance de l'économie pousse au massacre irréversible de notre planète. En multipliant les campagnes de publicité pour essayer de soutenir toujours plus la croissance, les grandes surfaces accélèrent la destruction de notre milieu de vie. Eviter ces magasins est indispensable. Préférez les achats sur les marchés, de produits locaux , de saisons, directement aux producteurs. Luttons contre les conserves et les produits transformés de mauvaise qualité. Choisissons les produits frais et biologiques.

L'avenir de la Terre DÉPEND DE VOS REFUS D'ACHATS



La décroissance contre le développement durable

Le concept de "développement durable" n'est que la dernière version mise en place par le capitalisme pour poursuivre son œuvre : voler aux pauvres pour donner aux riches. Petits rappels…

Le terme de décroissance dérange parce qu'il est souvent ressenti comme ayant une connotation négative. Au contraire, la sacro-sainte croissance semble quant à elle faire l'unanimité à gauche comme à droite. Elle est rarement remise en question, alors que le concept de croissance zéro était évoqué par le Club de Rome dans les années 70.

En fait, le mot "croissance" est propre aux économistes, et il est associé au PIB, au produit intérieur brut, et donc aux richesses d'un pays (1). Il est donc avant tout question de croissance économique, et non de développement humain et social, bien qu'il soit toujours sous-entendu que les fruits de la croissance vont profiter à tous, sous-entendu que le niveau de vie de chacun va en être rehaussé.

Ce n'est pas totalement faux dans le sens où nombre de pays émergents ont vu naître une classe moyenne qui peut désormais entrer dans la société de consommation, moteur de l'économie libérale.

Mais cette croissance a aussi et surtout élargi considérablement le fossé qui sépare les revenus les plus élevés des revenus les plus modestes. Les riches sont de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres (2).

A qui profite la croissance ?

Permet-elle à plus d'êtres humains d'accéder à une alimentation plus saine, à l'eau, l'énergie, la santé ? Le libéralisme ne semble clairement pas avoir ces priorités.

En fait, il est intéressant de rapprocher le terme de "croissance" de la notion "d'entropie", qui en thermodynamique est synonyme de dispersion d'énergie. Intéressant, parce que la croissance économique a pour effet d'augmenter la consommation des ressources planétaires et des énergies en particulier. Elle est donc effectivement associée à des réactions thermodynamiques (3).



Diminuer de moitié notre consommation nous permettrait de disposer de deux fois plus de temps pour rechercher et développer une société qui soit renouvelable.

Un système inerte, physique, a une entropie croissante, c'est-à-dire qu'il tend vers la dispersion de son énergie, sa décomposition. C'est le second principe de la thermodynamique.

Un système vivant lutte au contraire en permanence contre l'entropie, jusqu'à sa mort. Tant qu'il est vivant et en bonne santé, l'entropie d'un organisme est en décroissance. Mais l'entropie finit par l'emporter à la mort, ou lors d'un cancer où les cellules cancéreuses fonctionnent pour leur propre compte, se développent de manière anarchique et indifférenciée, et finissent par étouffer l'organisme.

Par analogie, l'économie libérale tend par sa croissance à accroître les inégalités de répartition des richesses et à épuiser les ressources. Elle accroît son entropie.

Mais ne tend-elle pas également, lorsque l'on voit le nombre de cancers augmenter en France de 62% de 1980 à 2000, et le nombre de décès par cancer augmenter de 20% en vingt ans, à détruire notre santé, que ce soit dans les pays riches, mais également dans les pays pauvres où les entreprises délocalisent pour des normes sociales et environnementales moins contraignantes ?

La société n'est-elle pas elle-même devenue malade de son progrès et de sa croissance ?

Si l'on reste dans cette analogie thermodynamique, on peut dire que l'économie libérale est un système cancérigène voire mort, dont l'entropie va croissant, et dont les éléments que sont les transnationales fonctionnent comme des métastases cancéreuses qui rongent une humanité atteinte d'un cancer économique, social et physiologique.



Puisage de l'eau au Mali.

(1) La richesse se mesurant pour les économistes par la somme des échanges commerciaux.

(2) Les chiffres du PNUD (plan des Nations unies pour le développement) en 2003 sont malheureusement là pour le rappeler : 1% de la population mondiale la plus riche possède autant que 57% de la population mondiale la plus pauvre. Les trois plus grosses fortunes mondiales pèsent l'équivalent des PIB des 41 pays les plus pauvres.

(3) En cela Nicholas Georgescu-Roegen était un précurseur en avançant cette relation.

Partant donc de cette vision assez noire de l'évolution humaine, et prenant conscience que la sacro-sainte croissance ne peut se poursuivre éternellement sans mettre en danger non seulement la biodiversité, la pérennité des ressources, la viabilité de la planète, mais également l'avenir de l'humanité (ne serait-ce que par la baisse de la fertilité masculine), un certain nombre de chercheurs, économistes et sociologues, en particulier dans les années 1990, ont inventé le terme de décroissance soutenable.

Ces chercheurs remettent en cause la notion de développement durable : notre si chère croissance relève en effet plus de la fuite en avant que d'une réelle durabilité. Et ce que de plus en plus d'habitants de la planète partagent, ce ne sont pas les richesses, mais la pauvreté.

Le mythe du développement durable

Lorsqu'il devint évident dans les années 1990, que les activités humaines avaient un impact négatif sur l'environnement, la notion de *développement durable* est venue à point nommé pour défendre la croissance en y rajoutant un vernis d'écologie.

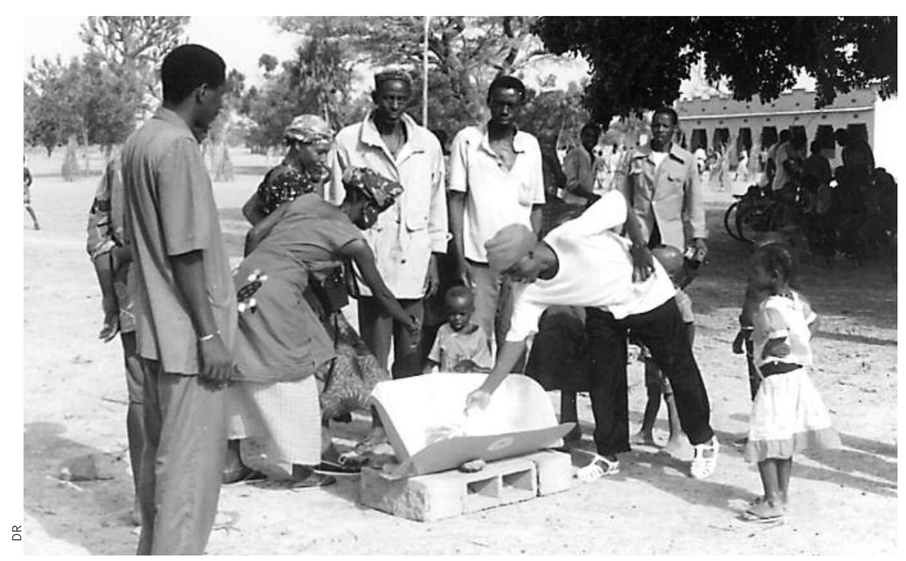
Toutes les transnationales ont aujourd'hui un service développement durable, et poursuivent dès lors sans état d'âme leur exploitation des ressources et des êtres humains.

En défendant le concept de "décroissance", ses partisans remettent donc en cause un développement qui se veut durable alors qu'il est d'ores et déjà reconnu que les réserves mondiales estimées ne nous laissent que 40 ans (officiellement) pour préparer l'après-pétrole, 70 ans pour préparer l'après-gaz, et sans doute également 40 ans pour préparer l'après-uranium dans des conditions économiquement rentables. Si 40 ans c'est "durable", de qui se moque-t-on ? Devra-t-on relancer l'exploitation du charbon pour 200 ans ?



DR

Habiter dans un carton à Washington.



DR

Cuiseurs solaires au Mali.

Ne devrait-on pas d'ores et déjà diminuer de moitié notre consommation pour nous donner 80 ans pour rechercher et développer une solution de substitution (renouvelable), ou laisser les pays dits en développement se développer… un peu ? Car il y a également dans le concept de "décroissance", l'idée de laisser une part de notre développement aux pays émergents, tout en recherchant des modèles alternatifs de production et de consommation pour tous, pays émergents ou développés. Cette approche peut nous amener à remettre en vigueur des modes de vie traditionnels, communautaires, plus en harmonie avec la nature, que certains pays ou peuples ont parfois conservé, tout en tirant parti de certains de nos acquis technologiques : énergies renouvelables, électronique de régulation, informatique, mais en ramenant leurs coûts de production au plus bas, par exemple en favorisant les solutions techniques les plus faciles à mettre en œuvre (ex : les cuiseurs solaires pour les pays d'Afrique).

Ce n'est pas avec un soupçon d'écologie que la dégradation de l'environnement et de la santé sera stoppée, ni avec un zeste de social, ou de fiscalité type "taxe Tobin", que les inégalités seront nivelées, mais une profonde remise en question de notre modèle de développement. La notion de "décroissance" ne remet pas fondamentalement en cause celle de "développement", mais celle de développement économique et libéral au profit d'une oligarchie. Le développement doit parfaitement s'intégrer dans son éco-système, sous peine d'être voué à un échec certain et d'entraîner la disparition, à plus ou moins long terme, de ses espèces. Alors, et seulement alors, ce développement pourra être regardé comme durable.

C'est Schumpeter qui fait la distinction entre croissance et développement : la croissance, c'est produire plus ; le développement, c'est produire autrement (4).

Produire, consommer, mourir

L'être humain de ce début de millénaire est assimilé à un atome d'égoïsme, un "homo economicus". Elle nous réduit à la simple action instinctive de consommer, et nous animalise, nous chosifie dans des réflexes pavloviens (5).

Derrière le terme de décroissance, il y a donc aussi une critique radicale de la société de consommation et de son modèle de "vie". "Liberté, égalité et fraternité" est remplacé par "produire, consommer mourir", et les valeurs humaines d'entraide et de solidarité sont jetées aux poubelles de l'histoire, froidement.

"Produire et mourir", nous avons vu que le nombre de cancers, et en particulier de cancers professionnels liés à l'utilisation de substances chimiques ou carcinogènes, est en hausse (chimie, agriculture, amiante, peintures, nucléaire) (6).

"Consommer et mourir", nous voyons aussi que pour soutenir l'économie "à tout prix", il nous est suggéré d'accepter les pollutions issues de l'industrie agro-alimentaire et maintenant des OGM, de l'incinération, de l'industrie chimique et pharmaceutique, de l'industrie automobile, quel qu'en soit le coût sanitaire et humain, car le consommateur est aussi victime du fléau "cancer", et sacrifié sur l'autel du progrès et de la croissance.

(4) Autrement, mais pas n'importe comment. Car le développement même durable a ses effets pervers. Méfions-nous de l'effet rebond : une voiture plus économe en carburant va inciter son conducteur à parcourir plus de kilomètres, et donc à polluer plus.

(5) Non sans d'ailleurs un profond sexisme exaltant les pulsions que la publicité attribue à chaque sexe sous un vernis de psychanalyse freudienne des plus primaires : "eros et thanatos", pulsion de vie et pulsion de mort, dont la publicité aime à jouer en particulier avec l'automobile.

(6) Je prends le cancer comme exemple parce que les statistiques sont là pour nous montrer l'ampleur de ce fléau national, mais d'autres maladies se développent, ne serait-ce que les allergies.

On peut atteindre un degré supplémentaire dans l'ignoble, lorsque l'on voit ce qui s'est passé le 1er août 2004, au Paraguay, où les vigiles ont bloqué les issues d'un supermarché en flammes, pour contraindre les clients à passer par les caisses : plus de 400 morts…

Le système semble prêt à tout pour nous faire consommer. N'est-ce pas une des finalités de la loi fascisante "Patriot Act" votée aux Etats-Unis ? : encadrer totalement les populations, et incidemment les pousser vers les caisses enregistreuses ? La première réaction des Américains après le 11 septembre 2001 n'a-t-elle pas été d'aller dans les centres commerciaux pour afficher leur patriotisme ?

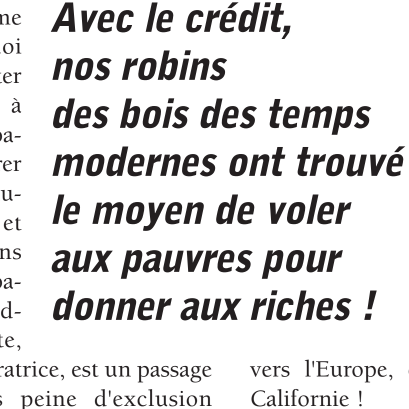
Il n'est pas jusqu'à l'ancien ministre des finances, Nicolas Sarkozy, qui invite les Français à plus consommer pour stimuler l'économie et la croissance, au risque d'attiser les frustrations de la France d'en bas.

L'objectif de la société de consommation est bien de vous faire acheter ce dont vous n'aviez pas besoin, ce à quoi vous n'auriez même pas songé auparavant, et que vous achèterez à crédit s'il le faut, quitte à vous endetter à un taux scandaleux. Et ça marche ! Avec le crédit, nos robins des bois des temps modernes ont trouvé le moyen de voler aux pauvres pour donner aux riches !

Ne pas consommer les produits "dernier cri" est souvent ressenti par l'entourage comme une marginalisation, une anormalité, et une réaction de rejet, de dénigrement, peut se faire jour, suivant des mécanismes presque tribaux. Il est courant d'entendre les jeunes dire de leurs camarades habillés en hommes-sandwichs qu'ils "ont de la marque" ! "Avoir de la marque" est comme un signe de ralliement.

Comme si cela allait de soi, on acquiert le dernier téléphone mobile, avec appareil photo intégré voire avec GPS, et on rend son fixe ; on remplace le walkman par le mini-disc, le magnétoscope par le DVD, la vieille télévision par un écran 16/9e , l'appareil photo par le dernier numérique avec tant de millions de pixels, le minitel par Internet. Le système ne sait plus quoi inventer pour inviter les consommateurs à renouveler leurs appareils ! Et pour intégrer le groupe, la communauté, conserver et entretenir ses liens sociaux, la participation à cette grand-messe consumériste, rédemptrice, et fédératrice, est un passage quasi obligé, sous peine d'exclusion sociale… Erigera-t-on un jour un bûcher pour les mauvais consommateurs ?

Ces actes de consommation à outrance sont-ils bien réfléchis ? Pas plus que lors des soldes, où l'on achète six robes au lieu d'une, parce qu'elles sont moins chères de 20%… Cela nous coûtera donc, au global, plus cher, mais un sentiment de satisfaction entretenu par le système nous donnera l'illusion d'avoir fait une bonne affaire. On est plutôt dans le mécanisme de l'achat compulsif dans une société profondément névrosée qui cherche des compensations à son mal de vivre par la consommation…



La croissance casse-t-elle les prix ?

En apparence oui, mais dans la réalité, l'industrie agro-alimentaire et l'agriculture industrielle et la grande distribution, disposent de subventions de l'Etat leur permettant de distribuer à bas prix, souvent même à l'autre bout du monde en concurrence des produits locaux ! On en arrive ainsi à une situation surréaliste où la Nouvelle-Zélande exporte ses pommes vers l'Europe, et importe les kiwis de Californie !

Non seulement ces subventions favorisent les grandes industries et anéantissent les petits commerçants et les petits fermiers (en raison aussi de normes d'hygiène plus contraignantes, et disproportionnées pour des circuits de distribution courts), mais elles concurrencent aussi la production des pays du Sud et remettent en question l'auto-suffisance alimentaire de ces pays : ainsi, l'Indonésie et les Philippines sont devenus importatrices de riz ! (7)

Une des raisons pour laquelle le bio semble plus cher est que l'agriculture industrielle dispose de subventions beaucoup plus importante que l'agriculture biologique.

De plus, le produit de supermarché n'intègre pas le coût environnemental : quand une pomme reçoit quarante traitements aux pesticides, le coût de ces traitements se retrouve dans l'augmentation du nombre de cancers et d'allergies, dans l'augmentation des dépenses de santé depuis 30 ans (médicaments, hospitalisations, examens), les malformations chez des enfants d'agriculteurs… (8)



DR

Les grandes surfaces.

(7) Voir le livre *Les gros raflent la mise,* de Steven Gorelick, éd. Ecosociété.

(8) La situation est si préoccupante que des cancérologues de renom tirent la sonnette d'alarme. Voir la conférence "ces maladies créées par l'homme" organisée par le professeur Belpomme, le 7 mai 2004, à Paris, à l'Unesco.


DR
Visite d'une maison solaire dans l'Ontario (E.U.).

Produire et consommer autrement

Il existe des solutions qui ne demandent pas forcément de revenir "à la bougie". Il s'agit déjà de questionner individuellement l'utilité et le bien fondé d'un travail, ou d'un achat, et collectivement de remettre en cause les fondements du salariat et de la consommation. Autrefois, le travail n'était pas matériellement rémunéré (à part au niveau alimentaire), mais renchérissait le lien social, et valorisait le savoir-être et non seulement le savoir-faire. Il avait une valeur symbolique de cohésion sociale : participer, c'était créer. Marx disait "A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens".

Il est aussi nécessaire d'intégrer toutes les conséquences d'une production et d'une consommation. L'agriculture biologique est une de ces solutions. Elle a dix mille ans d'histoire et connaît encore une évolution, des progrès techniques, des innovations et fait l'objet de recherches. L'agriculture industrielle n'a que 50 ans, et il faut rappeler que les engrais sont issus de la recherche sur les explosifs de 14-18 (NPK) : le nitrate d'ammonium d'AZF, à Toulouse, nous l'a cruellement rappelé… Elle demande aussi plus de main d'œuvre, pour désherber par exemple, ce qui raviverait un tissu social agricole bien effiloché aujourd'hui, étant donnée la diminution du nombre d'agriculteurs en trente ans.

Au niveau de l'industrie chimique, comme le soulignent les cancérologues comme le professeur Belpomme, nombre de substances carcinogènes ou dangereuses auraient dû déjà être étudiées voire interdites, quelles qu'en soient les conséquences économiques ! C'est théoriquement l'objet du programme européen REACH. Mais les gouvernements Blair, Schröder et Chirac se refusent à le faire : l'Union des industriels de la chimie semble un lobby particulièrement puissant…


DR
Désherbage en maraîchage biologique.

Une vraie politique d'énergies renouvelables et une réduction de nos consommations d'énergies fossiles et fissiles sont indispensables, mais là aussi les politiques se refusent à le faire. De plus, il est impossible d'augmenter de manière importante la part des renouvelables sans une réduction de notre consommation.

En ce qui concerne les déchets ménagers et industriels, le tri et le recyclage ne répondent pas au problème que représente l'augmentation de nos déchets : plus de 400 kg/habitant/an, 30 millions de tonnes par an en France, soit deux fois plus qu'il y a trente ans ! Il faut donc réduire nos déchets à la source, et donc encore une fois optimiser notre consommation, en privilégiant les produits sans emballage.

Nous pensons que des incitations fiscales auprès des entreprises et des particuliers seront insuffisantes pour inverser la tendance actuellement constatée : dégradation de la santé, catastrophes naturelles pas si naturelles que ça, épuisement des ressources, augmentation des disparités et du paupérisme, pollutions, effet de serre et réchauffement du climat, perte de la biodiversité, disparition des espèces et peut-être de l'homme par stérilité.

Nous pensons que sans une prise de conscience à la fois collective et individuelle, ces conséquences, peut-être sous-estimées, s'aggraveront. Or, il nous semble peu constructif et souhaitable de réformer la société libérale comme le défend l'association ATTAC par exemple. C'est l'effet pervers que peut engendrer le concept même de "développement durable". Grain de sable ou huile dans ses rouages n'empêcheront pas le libéralisme de continuer à tourner et à entraîner la planète vers une dégradation irrémédiable et une mise en danger même du genre humain.

Un changement de société ne pourra venir que de comportements individuels responsables se généralisant, sans sectarisme, sans violence, sans leçon donnée aux autres, mais en actes réfléchis.

Ce que l'on peut déjà faire

• Privilégier le commerce de proximité plutôt que la grande surface, en adaptant ses achats à l'augmentation de ses dépenses : moins de viande par exemple ; moins de quantité mais plus de qualité (9).
• Favoriser les produits locaux, en vérifiant leur provenance sur l'étiquette : refuser les fraises en hiver, ou les haricots verts du Maroc, même équitables, même bio (10).
• Aller au marché plutôt qu'au supermarché.
• Réduire sa consommation de produits exotiques qui doivent être considérés comme des produits de luxe : café, thé, bananes, chocolat.
• Utiliser le vélo, la marche à pied (avec un sac ou un caddy), les transports en commun.
• Se poser la question de l'utilité d'un voyage et de son coût financier et environnemental
• Se poser la question de l'utilité d'un achat : ai-je besoin d'une télévision, d'un ordinateur ? Puis-je m'en passer ? Ne vais-je pas ainsi dégager de l'argent pour des livres, ou du temps pour débattre et entretenir des liens sociaux, avec mes amis, mes voisins, ma famille, avec différentes générations, du temps pour écrire et transmettre mes écrits, du temps pour la vie associative et politique ? Cela ne me permettra-t-il pas aussi de sortir de ma bulle internet, d'un environnement virtuel, pour me confronter au réel ?

Savoir se poser les bonnes questions, c'est souvent déjà avoir ne serait-ce qu'une partie de la réponse… pour que ces initiatives, individuelles et minoritaires aujourd'hui, puissent se généraliser demain à une échelle collective.

Thierry Folliard ■

(9) L'absorption de sucres et de graisses tend à nous faire conserver la sensation de faim. Voir le film *Super size me*.
(10) Défendre la souveraineté alimentaire, ce n'est pas du poujadisme ou un repli identitaire, ce n'est pas du protectionnisme, c'est une question de survie, et cela favorise un commerce équitable français qui est tout aussi nécessaire.

Décroissants des champs, décroissants des villes

La décroissance s'exprime-t-elle mieux à la campagne ou à la ville ? La réponse n'est pas toujours aussi évidente que cela.

Pour commencer, j'aimerais redéfinir la différence que je fais entre simplicité volontaire et décroissance. La simplicité volontaire correspond à l'ensemble des actes *individuels* que je peux faire pour être en cohérence avec mes idées. La décroissance est une démarche *collective* pour aborder les questions qui se posent et que je ne peux résoudre seul. La décroissance est donc directement incluse dans le politique.

A partir de cette distinction, je vais essayer d'aborder un certain nombre de sujets et voir ce qui relève du choix individuel, du choix collectif et les ressources que m'offrent la campagne et la ville.

Pour avoir une démarche de respect de la planète, il convient d'étudier quels sont nos besoins vitaux, ceux sans lesquels on meurt, et ensuite ce qui relève de nos choix de confort, de notre culture, qui nous semble parfois tout aussi indispensable, même si leur absence n'est pas mortelle.


DR

Respirer

Le premier besoin pour vivre est de pouvoir respirer (sinon on meurt en moins de cinq minutes). La respiration selon la médecine fournit la moitié de l'énergie à notre corps. A la campagne, l'air est gratuit et généralement de bonne qualité. Il y a des exceptions : présence d'un élevage intensif (lisier de porc par exemple) ou présence d'une industrie. Le choix individuel du lieu d'habitation peut suffire à s'assurer un air de bonne qualité. La démarche de décroissance peut alors concerner une opposition collective contre les élevages intensifs (mauvais traitement aux animaux, pollution des nappes phréatiques…).

A la ville, l'air reste généralement gratuit, mais pas toujours de bonne qualité. En France, Marseille dispose du record du nombre de jours consécutifs d'alerte à la pollution avec plus de cinquante jours de suite pendant la canicule de 2003. L'air commence toutefois à être payant : air climatisé dans les magasins, dans les véhicules et même "bars à air" dans les centre-villes au Japon : moyennant finance, vous pouvez respirer un air enrichi en oxygène, ce qui vous donne une impression d'ivresse assez rapidement. En ville, les choix individuels peuvent être de plusieurs ordres : choisir de n'utiliser que la marche, le vélo et les transports en commun (réseau plus dense qu'à la campagne), choisir d'isoler son logement (ce qui limite le chauffage et donc les émissions de gaz à effet de serre)… Toutefois, l'organisation de la ville pour arriver à baisser globalement le niveau de pollution de l'air relève grandement de choix politiques : création de zones sans voitures, valorisation des modes de transports doux, réflexion pour limiter les déplacements, contrôle des industries, lutte contre l'incinération des déchets (émetteurs de dioxines)…

Pas de doute, il est plus facile de bien respirer à la campagne qu'à la ville.

S'hydrater

Ensuite, il faut boire (sans eau, on meurt en une semaine). Pendant très longtemps, l'eau a été gratuite à la campagne, mais sa raréfaction au niveau mondial fait que cela change peu à peu : la réglementation européenne oblige à compter les consommations d'eau partout, mais il s'agit là de l'eau distribuée par des tuyaux et à la campagne, il reste souvent la possibilité de se désaltérer à une source ou à un cours d'eau. Individuellement, on peut mettre en place une collecte des eaux de pluie, des toilettes sèches, une phytoépuration, creuser un puits… et s'assurer une quasi-autonomie en eau. Cela suppose toutefois de disposer d'un certain espace. Collectivement, la décroissance peut consister à proposer une phytoépuration communale, à lutter contre les consommations excessives d'eau (culture intensive par irrigation, parcours de golf, canons à neige en montagne…).

En ville, il existe encore parfois des fontaines publiques où l'eau est gratuite, mais c'est de plus en plus rare (1). L'eau coûte de plus en plus cher et les conseils pour l'économiser se multiplient. L'eau étant de plus en plus artificialisée par le traitement confié à de grandes multinationales, de plus en plus d'urbains se tournent vers l'eau en bouteille qui coûte extrêmement cher et enrichit les mêmes multinationales. Solution intermédiaire et individuelle : l'osmose ou les pots avec filtre. L'eau filtrée coûte environ dix fois plus cher que l'eau du robinet, l'eau en bouteille est cent fois plus chère. La récupération des eaux de pluie est limitée : en ville, la pluie est souvent chargée de poussières toxiques et les surfaces de toits en collectif sont insuffisantes. Pour le coup, les solutions sont d'ordre collectif : pour avoir une eau de bonne qualité en ville, l'expérience montre qu'il vaut mieux une

(1) A Lyon, il existe encore un lavoir public gratuit sur les pentes de la Croix-Rousse, montée Bonnafous.

régie communale qu'une concession à une firme privée, il faut avoir la volonté de maintenir la pureté des lieux de prélèvement de l'eau, ce qui suppose une surveillance du plan d'occupation des sols, il faut veiller au bon recyclage de l'eau, ce qui suppose de la surface si l'on veut procéder par des méthodes naturelles (2). Enfin, une politique d'économie d'eau est loin d'être évidente tant nous sommes bombardés par des publicités qui nous suggèrent des bains quotidiens, des shampoings fréquents… Au 19e siècle, la reine Victoria, en Grande-Bretagne, avait provoqué un scandale quand on s'était aperçu qu'elle avait osé prendre deux bains la même année…

Se nourrir

Ensuite, il faut manger (sans nourriture, on meurt en un peu plus d'un mois). L'essentiel de la nourriture provient de la campagne (3). Le décroissant des champs peut assurer une très grande autonomie dans ce domaine. Des expériences menées dans le cadre des *oasis en tous lieux* par le mouvement autour de Pierre Rabhi ou par des écovillages montrent que l'on peut quasiment être autonome si l'on dispose d'au moins une centaine de mètres carrés par personne. Dans une démarche de cohérence en simplicité volontaire, c'est souvent par là que l'on commence. Des démarches collectives sont intéressantes lorsque l'on envisage d'être autonomes pour certaines cultures comme les céréales. Par le biais d'un système comme les SEL (4), il est tout à fait possible de se mettre d'accord pour se partager les productions. Une bonne connaissance des plantes sauvages peut largement diminuer le travail de jardinage et apporter en plus des solutions gratuites dans le domaine de la santé. Pour bénéficier des plantes sauvages, il faut toutefois habiter dans une zone peu dense, en montagne le plus souvent, car en plaine, l'agriculture intensive et les villes ont tendance à occuper tout l'espace.

Pour la nourriture, le citadin qui reste sur le plan individuel est franchement défavorisé. Même s'il existe des zones de jardinage en ville, cette dernière est fortement importatrice de nourriture et cela coûte cher. Le manque d'espace dans la ville actuelle ne permet aucune solution, même si l'on peut faire pousser quelques tomates sur le bord d'une fenêtre. La démarche collective de décroissance peut alors proposer de très nombreuses solutions à conditions de mettre en relation villes et campagnes : il peut y avoir des associations entre paysans et consommateurs (5), il peut y avoir mise en place de jardins collectifs en proche banlieue (6), de jardins solidaires de réinsertion (7). Les citadins peuvent aussi s'organiser en coopérative d'achat pour aller chacun son tour acheter de la nourriture à l'extérieur. Il est aussi possible d'organiser la venue des agriculteurs sur des marchés paysans (8) ou encore pour limiter au maximum les dépenses de transports mettre en place un système de collecte de la nourriture à la campagne avec une distribution au porte à porte en ville après des commandes par téléphone.

Se reposer

Dormir est notre dernier besoin vital. On n'en meurt pas forcément vite. La campagne permet de trouver des abris, de construire des maisons pour bien moins cher qu'en ville. Il est plus facile d'avoir un projet collectif à la campagne (écovillages) qu'en ville (même s'il y a des squats) car pour cette dernière, l'espace est cher. Dormir est l'activité qui nous prend le plus de temps : un tiers de notre vie. C'est pourtant celle qui est le moins reprise dans le domaine politique : probablement car il s'agit là d'une démarche perçue comme individuelle. Dormir, comme se reposer, sont d'excellentes démarches de décroissance car cela ne pèse pas sur la planète. Quitte à se reposer dans un lit, l'amour, la tendresse, les confidences… sont également des occupations saines pour notre planète.



DR

Se chauffer

Il va de soi qu'il est plus agréable de dormir sous un toit, dans un lieu chauffé, dans un lit confortable, dans un cadre de vie qui nous plaît… même si l'on commence là à toucher ce qui est du confort et non plus ce qui est vital.

Si l'on prend la question du chauffage, on peut alors constater que pour une fois, la ville est souvent préférable à la campagne. En effet, dans nos modes de chauffage actuels, plus l'habitat est dense, moins on consomme d'énergie. A isolation égale, un immeuble va consommer moins que le même nombre de logements dispersés individuellement, chaque loge-



DR

(2) Seules les villes de Rochefort en Charente-Maritime et de Mèze dans l'Hérault ont mis en place un tel procédé pour le moment.
(3) Parfois de campagnes fort lointaines. La décroissance voudrait que l'on consomme le plus localement possible.
(4) Systèmes d'échanges locaux.
(5) Voir les AMAP, Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, présentées dans le numéro 305-306.
(6) Comme Côté Jardins à Lyon ou les Jardins de Cocagne à Genève.
(7) Comme la centaine du Réseau Cocagne.
(8) Comme cela se fait par exemple sur le cours Julien à Marseille.

ment dans l'immeuble contribuant à limiter les déperditions de ses voisins. Mais ceci n'est peut-être que provisoire. En effet, en Suisse, l'habitat bioclimatique a atteint un tel niveau qu'aujourd'hui il existe des lotissements au chauffage entièrement passif (chauffés uniquement par le rayonnement solaire et la chaleur humaine) où seule une cheminée est prévue… pour la beauté des flammes. Le problème avec le logement, c'est la durée de renouvellement du parc immobilier. Une ville se reconstruit sans cesse sur elle-même, mais la tendance est au maintien de l'existant et à son amélioration et il sera bien difficile de rendre autonome en énergies des immeubles hausmanniens ou pire ceux construits en béton dans les années 50.

En conclusion, le logement urbain consomme moins d'énergie actuellement, mais le potentiel d'économie est plus grand à la campagne. Individuellement, à la campagne, une démarche de simplicité volontaire peut prévoir l'autonomie énergétique de l'habitat sans trop de difficulté. En ville, individuellement, une bonne connaissance de l'isolation peut permettre de baisser de beaucoup sa consommation énergétique mais il est rare que l'appoint puisse provenir de sources renouvelables. A la campagne, une démarche de décroissance collective, avec la fin du monopole d'EDF, peut permettre d'envisager la mise en place de syndicats intercommunaux pour la gestion de l'énergie avec la mise en complémentarité des différentes sources d'énergies renouvelables : cogénération bois, solaire, éoliennes… (9). Un habitat regroupé par hameaux ou petits villages favorise une telle politique énergétique.

Se déplacer

Comme nous l'avons abordé récemment dans le dossier "Vivre à la campagne sans voiture ?" (10), actuellement, la vie à la campagne étant liée à des déplacements nombreux en véhicules individuels, pour le coup, la ville est plus économe. Il est relativement facile de vivre dans un habitat dense sans voiture et même, pour les personnes en bonne santé, sans transports en commun : marche à pied et vélo peuvent suffire si l'on essaie de vivre d'abord dans son quartier. On constate d'ailleurs que plus les villes sont grandes, plus le taux de personnes sans voiture augmente : 30% à Marseille et Lyon, 50% à Paris.

En ville, des actions associatives peuvent favoriser la décroissance des déplacements : informer les habitants sur l'inutilité d'aller faire ses courses dans les grands magasins (moins cher pour seulement quelques centaines d'articles sur des dizaines de milliers), inciter les familles à choisir d'habiter proche d'un des deux lieux de travail si les deux parents ont un emploi, développer des actions conviviales pour donner du sens à la vie de quartier et ainsi limiter les envies de "fuir" le week-end. Se battre au niveau de l'urbanisme pour disposer d'espaces de vie agréable, notamment par la reconquête de l'espace occupé par la voiture (11)… Nous avons déjà largement abordé ce genre de questions (12).

A la campagne, arriver à une décroissance des déplacements est typiquement une démarche collective : obtenir le maintien des tournées de La Poste plutôt que chacun soit obligé d'aller chercher son courrier (13), négocier avec les épiciers pour remettre en route des tournées : c'est l'épicier qui se déplace et non chaque client (14), maintien des écoles et des établissements de santé le plus décentralisé possible (15)… mais aussi promotion d'autres modes de déplacements : autocars et trains acceptant le chargement des vélos (en pays de relief, il y a souvent un sens où cela descend !)… Plus globalement, comme pour l'énergie, la solution du village (écolo ou non) est souvent une excellente solution pour regrouper les services et permettre une vie sociale de proximité, ce qui suppose d'avoir un sens un peu plus développé du collectif et d'arrêter de chercher des maisons les plus isolées possibles.



DR

Repas à la Communauté de la Poudrière à Bruxelles.



DR

Une ville sans voiture.

S'enrichir

A priori, la ville, de par la densité de sa population devrait favoriser les relations sociales et donc les formes d'entraide. Mais là, mystère de la sociologie, c'est en fait le contraire qui se passe : on ne connaît souvent pas ses voisins. La ville est synonyme d'anonymat et de solitude. Ce n'est pas une facilité. Il est relativement facile de retourner la situation en organisant par exemple des fêtes d'immeubles, des repas de quartiers (16). Les études ont montré que la dynamique des SEL en milieu urbain avait eu un effet important dans la mise en place de réseaux d'affinité… conduisant d'ailleurs parfois à la désuétude du SEL devenu inutile pour provoquer des échanges.

A la campagne, la situation est variée : cela va des agriculteurs dans les grandes plaines qui travaillent comme des fous, crèvent de solitude et de manière importante se suicident à des villages où tout le monde se connaît (ce qui est parfois aussi un inconvénient car cela exerce une sorte de pression vers une conformité du groupe). Il est certain que les réseaux ruraux de solidarité sont plus variés que ceux urbains, mais se heurtent dans le cadre d'une réflexion sur la décroissance, à la question des déplacements : faut-il vraiment venir de cent kilomètres à la ronde pour participer à un chantier collectif ?

(9) Si dans la France centralisée, cela peut sembler de l'utopie, c'est pourtant comme cela que cela fonctionne aux Pays-Bas et partiellement en Allemagne.
(10) N°317, décembre 2004.
(11) La voiture occupe en France en moyenne 30% de la surface urbaine, une voiture restant 95% de son temps de vie en stationnement.
(12) Voir en particulier le n°307, dossier sur les écocités.
(13) La loi actuellement en discussion sur le statut de La Poste prévoit explicitement la fin des tournées dans les campagnes.
(14) L'épicier regagnera ainsi la clientèle attirée par les grandes surfaces.
(15) Le gouvernement ferme actuellement de nombreux centres de soins au nom de l'efficacité, ce qui en fait une externalisation des coûts : ce sont ceux qui auront besoin des soins qui devront en supporter le coût.
(16) L'ayant expérimenté dans mon immeuble, un immeuble de grande mixité sociale, sur cent personnes, adultes et enfants, qui y vivent, chaque fête a réuni plus de 70 personnes et a permis de changer grandement les relations dans l'immeuble.

Un débat récurent anime ainsi la réflexion autour des écovillages : faut-il se regrouper entre convaincus ou au contraire essayer d'agir d'abord avec ses voisins, même s'ils sont au départ loin de nos idées ?


DR

Travail en commun à Champs libres (Haute-Vienne).

Se cultiver

L'un des avantages de la ville serait son rôle de carrefour culturel. Certes la densité de sensibilités, d'origines… favorise l'émergence de beaucoup d'idées et donc l'émergence d'expressions artistiques. Mais dans la société urbaine actuelle, tout ou presque est récupéré sous forme de marchandisation. Voir chanter quelqu'un coûte généralement extrêmement cher (17). Cela pose la question de la rémunération des artistes : est-ce que cela doit être un métier à part entière, doit-on vivre uniquement de l'art que l'on a le plus développé ou faut-il mieux favoriser les soirées entre copains, les échanges gratuits, les repas collectifs, les promenades…

Ce qui est sûr c'est que la ville n'est pas le centre de la culture, mais le centre de la marchandisation de la culture. Il suffit pour s'en convaincre de voir le nombre d'artistes qui ont choisi de vivre à la campagne : ils y fignolent leur art, préparent leurs interventions, lesquelles le plus souvent s'exprimeront en un lieu payant urbain. Dans le cadre d'une politique de décroissance, il y a là tout un dossier à explorer.

Des villes à la campagne ?

Alphonse Allais proposait déjà de manière humoristique de "construire les villes à la campagne" et ainsi le dilemme serait résolu. Ce qui ressort de cette comparaison, c'est que la ville actuelle, de par sa densité, bloque de nombreuses pistes de décroissance, mais à l'inverse le développement des quartiers pavillonnaires (qui peut être conçu avec des maisons écolos !) n'est pas non plus une solution (18). A l'inverse, un habitat trop dispersé à la campagne a un poids écologique certain du fait des nombreux déplacements pour se relier aux autres. Le village semble plus propice à la décroissance.


DR

Toit végétal de la Mairie de Chicago !

Et rêver !

Il n'y a pas de programme tout écrit de décroissance. C'est une nécessité si l'on veut que la planète survive. Maintenant, comment y parvenir, tout est à expérimenter et la première revendication, face à des règlements souvent trop bien ficelés serait de *pouvoir* expérimenter. Et il y a urgence.

Au 18e siècle, un chef amérindien répondait aux militaires occidentaux : "je ne veux pas que mes hommes travaillent car ils n'auront plus le temps de rêver". Le rêve est à revaloriser dans notre société. Le rêve est une première étape indispensable avant l'expérimentation. De plus, le rêve est une arme remarquable contre notre société de consommation. Non seulement, il ne coûte rien, ne consomme rien, mais en plus, il est la porte d'entrée de notre inconscient, l'outil pour avancer dans le domaine spirituel.

Pour bien rêver, la première action à faire est de vous méfier de votre télévision. La télévision est l'arme de la société de consommation contre le rêve, contre les alternatives. Filtrer la boite à images, c'est s'ouvrir aux autres, c'est s'ouvrir au monde, c'est découvrir que l'on peut penser par soi-même.

Quand vous aurez expérimenté, individuellement et/ou collectivement, que cela ait donné ou non de bons résultats, il vous faudra partager… et pour cela *S!lence* est toujours prêt à publier vos témoignages.

Michel Bernard ■

(17) L'opéra tient le record : pour une place à 100 € à Lyon, la communauté urbaine subventionne à hauteur de 400 € ! Il y a peut-être d'autres priorités ?

(18) Voir "La chasse aux pavillons" de Marie Dols et Léon Garaix dans *La décroissance* n°24, décembre 2004.

Les mirages de l'effet rebond

La décroissance est indispensable pour sauver la planète. Mais comment s'y prend-on concrètement… car un puissant effet rebond vient régulièrement remettre en cause nos tentatives pour consommer moins…

C'est décidé, je me lance dans la décroissance : je vais moins consommer. Dans le livre *Objectif décroissance*, on me donne quelques pistes : dépenser mieux pour dépenser moins. Ainsi, si j'achète des aliments de meilleure qualité, je vais devoir payer plus cher et donc il me restera moins d'argent par exemple pour faire des voyages, voyages qui consomment tous plus ou moins du pétrole.

Consommer moins ?

Ce matin, je vais donc au marché bio et j'achète tout en bio. Si pour les céréales et les produits transformés, la bio est à peine plus cher, pour les produits frais, ça creuse vite le porte-monnaie. Mais au passage j'améliore ma santé et carottes et épinards ont quand même meilleur goût ! A la fin du mois, je suis bien content : j'ai dépensé plus pour mon alimentation et il me reste moins pour partir en week-end. Je crois que ça marche !

Et puis voilà, dans le quartier, comme on est nombreux à avoir fait le même raisonnement, notre producteur bio du coin a commencé à faire des affaires et c'est lui qui s'est retrouvé avec plus d'argent. Et, paf, il a acheté un plus gros camion pour nous amener ses légumes et il pollue plus. Bon, après tout, ce n'est pas très grave, c'est plus utile d'avoir un gros camion chargé de légumes bio sur les routes que plein de voitures qui partent en week-end.

Oui, mais comme le mouvement est national, la bio bondit dans les statistiques et les maraîchers en profitent pour changer de véhicules et cela finit où : dans la poche du marchand de véhicules utilitaires qui avec l'argent qu'il a ainsi collecté de nos marchands bio peut se payer un super voyage en avion à l'autre bout du monde en polluant autant que toutes nos voitures délaissées.

Mince, j'ai été victime d'un curieux effet rebond !

Essayons autre chose. Je vais organiser des repas conviviaux entre copains — toujours en mangeant bio — pour claquer mon argent encore un peu plus. Super soirées. En plus, comme chacun invite les autres à tour de rôle, cela nous fait des repas globalement moins cher… et finalement, on ne dépense pas plus, mais moins. Et toujours en faisant partir l'argent du côté du maraîcher bio et ensuite de son concessionnaire de véhicule. Pas mieux.



DR

Travailler moins ?

Reprenons. Si je gagne toujours la même somme d'argent et que je la mets en circulation, à un moment ou à un autre, cela retombe dans le système marchand classique et cela contribue à faire tourner la machine économique, qui insensiblement, d'année en année, s'emballe pour nous créer de nouveaux besoins et assurer ainsi la fameuse "croissance" qui signifie pillage accentué de la planète.

Je ne vois qu'une solution : gagner moins d'argent ! C'est décidé, je me mets à temps partiel. Nous sommes trois dans la même société. On en discute : de 33 heures hebdomadaires pour chacun, on décide de passer à seulement 25 heures. Seulement voilà, on produit quelque chose d'utile et il faut bien que quelqu'un d'autre fasse le boulot que nous ne faisons plus. Nous embauchons donc un quatrième associé et on fait donc toujours une centaine d'heures au total, mais à quatre au lieu de trois.

J'ai perdu du pouvoir d'achat et je consomme donc moins. Seulement voilà, la quatrième personne qui nous a rejoint, qui vivait avec le RMI se remet à consommer — bio pour faire bien — et elle contribue à relancer la machine économique. C'est encore raté : on crée toujours autant de richesses, donc on fait toujours circuler autant d'argent donc le système continue à tourner sur lui-même. Ça ne marche toujours pas.

(suite de la page 13)

Produire moins ?

Donc si j'ai bien compris, le seul moyen pour ralentir la machine économique, c'est de produire moins ? Essayons. Au lieu d'embaucher quelqu'un au RMI, cette fois, on va déclencher une grève dans une usine de gadgets "absolument nécessaires" selon la publicité. La grève revendique de produire des choses utiles ce qui n'a évidemment aucune chance d'aboutir : ce qui est utile ne permet pas de gros profits, parlez-en aux paysans. Au bout de quelques mois, l'usine ferme ses portes et on se retrouve avec tout un paquet de licenciés. Nous nous mobilisons alors dans différentes coopératives et associations produisant des biens et services socialement et écologiquement utiles pour diminuer le temps de travail comme précédemment et pour embaucher sur les postes libérés ces personnes licenciées. Nous ne produisons pas plus et l'autre usine a fermé. Il y a bien diminution de la somme d'argent qui circule et donc décroissance. Apparemment, ce scénario marche, il y a bien diminution de production donc de richesses (si un gadget peut être appelé une richesse). Mais nous sommes passésd'une démarche individuelle (manger bio) à un processus lourdement collectif : peut-on imaginer des économistes mettant en place des scénarios comme celui-ci visant à produire moins et redistribuer le travail ?

Sachant que pour revenir à la normale et respecter la planète, il nous faut, nous pays riches, diminuer de l'ordre de 70 à 80% notre poids sur la planète, il va falloir en fermer des activités non indispensables : usines d'armements, gadgets électroménagers, gadgets numériques, nucléaire, une bonne partie de l'industrie automobile, une bonne partie de la chimie…

Peut-on envisager une révolution intellectuelle du côté des syndicats pour qu'ils prennent pour objectif de produire moins… en redistribuant le travail ? Et comment le redistribuer quand on sait qu'une personne sur vingt travaille pour la voiture ?

Vous imaginez le travail politique pour que les revendications portent sur une baisse du "niveau de vie" (baisse du porte-monnaie, mais pas forcément du niveau de bonheur : le sourire n'a pas de prix !). Vous imaginez la réorganisation sociale que cela demande ?

A l'aide Serge Latouche ! Comment faut-il procéder ?

Michel Bernard ■

Sortir des pièges

En réponse à l'appel de Michel Bernard. Si le système peut poursuivre sur sa lancée, plus il y aura d'initiatives et de changements de mentalités et plus les risques d'effet rebond diminueront, selon le principe des cercles vertueux.

"La simplicité est lumineuse, insouciante, propre et aimante ; elle n'est pas un trip ascétique d'autopunition"
Gary Snyder
(1977, The Old Ways, City lights, San Francisco, p. 98).

Michel Bernard pose de bonnes questions. Elles montrent de nouveau quelques siècles après Bernard de Mandeville et sa célèbre fable des abeilles que les vertus privées ne font pas nécessairement la fortune publique, en l'espèce une société de décroissance conviviale... L'austérité, la frugalité, la simplicité volontaire, comme initiatives individuelles, risquent le plus souvent de ne pas suffire pour sauver la planète. La logique du système est plus forte que notre volontarisme personnel.

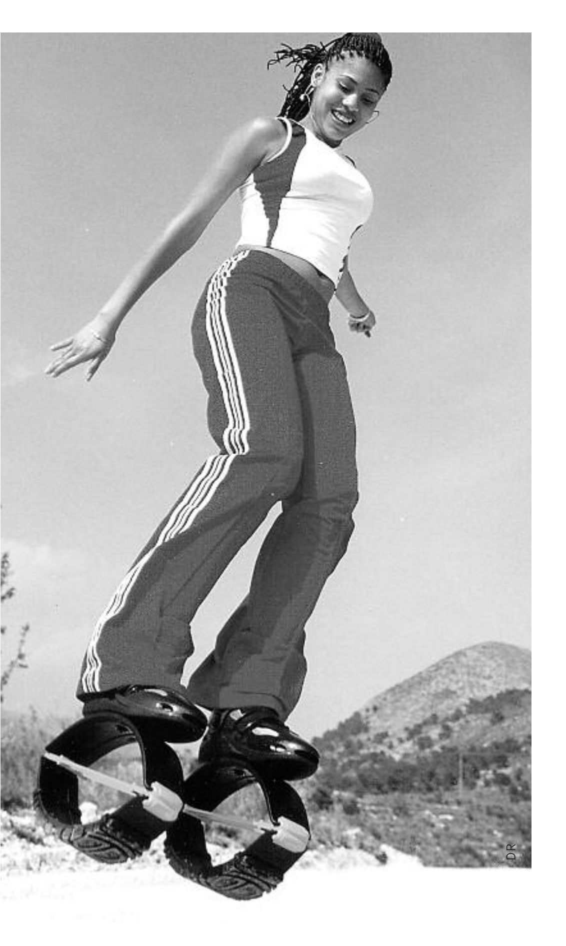
Une réflexion plus poussée sur l'empreinte écologique permet, en effet, de saisir le caractère systémique de la "surconsommation" et les limites de la simplicité volontaire. En 1961, encore, l'empreinte écologique de la France correspondait tout juste à une planète contre trois aujourd'hui. Est-ce à dire que les foyers français mangeaient trois fois moins de viande, buvaient trois fois moins d'eau et de vin, brûlaient trois fois moins d'électricité ou d'essence ? Sûrement pas. Seulement, le petit yoghourt à la fraise que nous mangions ne nécessitait pas encore de parcourir 8000 km ! Le costume que nous portions non plus et le beefsteak dévorait moins d'engrais chimiques, de pesticides, de soja importé et de pétrole. C'est moins notre mode vie lui-même qui est pervers que la logique globale qui l'engendre et lui permet d'exister.

C'est moins notre mode vie lui-même qui est pervers que la logique globale qui l'engendre et lui permet d'exister.

Les éléments d'une économie complexe comme la nôtre sont très interdépendants. Producteurs, consommateurs, argent, marchandises, nature interagissent. La nature ayant horreur du vide, ce que nous épargnons d'un côté crée un appel d'air pour plus de dépenses. Acheter bio,


DR

de l'effet rebond


DR

c'est bien. On peut espérer qu'à la différence de l'exemple cité, le responsable de la Biocoop, soit comme celui de Prades, un militant convaincu de la décroissance et qu'il profite de l'élargissement de son marché pour réduire ses marges, accroître les salaires des employés à temps partiel et utiliser des vélos-triporteurs plutôt qu'un camion pour ses livraisons. Qu'en fin de compte, l'argent économisé dans la dépense prédatrice de l'environnement stimule la production de "biens relationnels" et si possible hors marché.

En tout état de cause on fera plus pour la décroissance en produisant soi-même sa bouffe-bio ou en recourant à un système de circuit court type AMAP (1). Dans la mesure du possible, il est même souhaitable d'en revenir à l'*autoproduction*. En fabriquant son petit yogourt soi-même, comme le préconise Maurizio Pallante, on supprime les emballages plastiques et cartons, les agents conservateurs, le transport (donc économie de pétrole, de CO^2 et de déchets) et on gagne des bactéries précieuses pour la santé. Et, bien sûr, on fait diminuer considérablement le PIB, les impôts (TVA, taxes sur les carburants), ce qui a toutes sortes d'effets récessifs en cascades sur les institutions, comme sur la demande (moins de plastique, donc moins de pétrole, donc moins de taxes, effets positifs sur la santé, donc moins de médicaments, de médecins, moins de transports routiers, donc moins d'accidents, donc moins de médecine, etc.). La même analyse peut être faite avec l'abandon de l'eau en bouteilles plastiques venues d'ailleurs et au retour à l'eau du robinet provenant d'une nappe phréatique de proximité assainie. On a là une spirale vertueuse de décroissance (2).

Il existe, bien sûr, toute une série d'autres moyens de limiter ou supprimer l'effet-rebond qui sont à leur tour des instruments et des objectifs, et qui, tous, se renforcent réciproquement. On peut songer à la réappropriation de la monnaie à travers l'usage de monnaies locales, monnaies fondantes ou monnaies non convertibles (comme les tickets-restaurants, les bons vacances, etc.) (3).

Que les mentalités "basculent"

Echappe-t-on pour autant à tout effet rebond ? Non, car l'eau économisée, l'air non pollué, le pétrole ou l'énergie non consommé, etc. sont théoriquement disponibles pour les "salopards" qui fonctionnent toujours dans l'imaginaire de la croissance et qui veulent produire toujours plus pour encaisser plus de profits et nous poussent à consommer toujours plus et mal. Tant qu'on ne mettra pas un fond au tonneau des Danaïdes du consumérisme, il sera impossible d'affirmer que le plein est fait...

Toutefois, cette récession consommatrice est aussi une récession de la production. Dans la mesure où des cercles vertueux ont été enclenchés, où une sphère alternative est bien vivante et se développe, la logique systémique du productivisme trouve pour se déployer un espace toujours plus restreint. Sans avoir été totalement bouchée la fuite est sérieusement colmatée. On n'a pas bloqué la "machine" infernale, mais on a bridé son moteur. C'est autant de gagné pour la survie de la planète ! Le changement d'imaginaire qui permettrait d'assurer le triomphe d'une société de décroissance, s'il ne se décide pas, résulte tout de même de multiples changements de mentalités qui sont en partie préparés par la propagande et l'exemple. Il faut que les mentalités "basculent" pour que le système change. La sortie du cercle, type œuf et poule, implique d'enclencher une dynamique vertueuse. Cela permet aussi d'imposer d'autres règles comme la réduction drastique du temps de travail, l'internalisation des effets externes, l'incitation à l'usage de techniques plus conviviales, la pénalisation des dépenses nuisibles comme la publicité, etc.

On peut imaginer que la sphère de la société conviviale finisse par absorber et résorber celle de l'économie productiviste. Des économistes obsessionnels voulant se recycler dans la décroissance, pourraient tenter de nous faire de beaux modèles d'articulation de l'économie capitaliste/productiviste en régression et de l'anti-économie conviviale en expansion.

Jusqu'à quel niveau réduire la production ? demande Michel Bernard. En réalité, si on a suivi ce qui précède, on voit que revenir à l'empreinte écologique de 1960 n'implique pas tant de produire moins de valeurs d'usage (eau, alimentation, vêtements, logements) que de les produire autrement. Il s'agit de réduire la surconsommation, bien sûr, mais plus encore la prédation et le gaspillage. Plutôt que de fermer les usines automobiles et mettre les ouvriers au chômage, il vaudrait mieux songer à les reconvertir dans la fabrication de cogénérateurs domestiques (dont la technologie est proche) pour mettre en œuvre le scénario Négawatt.

Reste la grande question : comment faut-il procéder ? De toutes les façons et partout où c'est possible. Sans doute, ne peut-on commencer que de manière modeste, et par exemple, à son niveau, au niveau local, mais il importe de ne pas perdre de vue l'objectif final ambitieux. En attendant, si le choix de la décroissance est assumé par ce qu'il est aussi souhaitable pour vivre mieux, c'est toujours ça de pris pour ceux qui s'y sont mis.

Serge Latouche ■

(1) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.
(2) Maurizio Pallante, "Il manifesto per la decrescita felice", et "Care, losche e triste acque in bottighie di plastica".
(3) Voir sur ce point le dernier chapitre de notre livre "Justice sans limites", Fayard, 2003.

Alternatives : de quoi parle-t-on ?

"A l'idole du Progrès répondit l'idole de la malédiction du Progrès : ce qui fit deux lieux communs" Paul Valéry.

Il est préférable d'accompagner ceux et celles qui cherchent à s'éloigner du système dominant plutôt que de chercher à déterminer précisément ce qu'est une alternative à ce système. Ne créons pas des frontières inutiles.

Dans la revue *S!lence* n° 318/319, François de Ravignan, dans son article sur François Partant, précisait, in fine, le fort intérêt de ce dernier à l'égard des alternatives, tout en précisant qu'il était très critique, allant jusqu'à rejeter catégoriquement celles qui lui paraissaient revenir tôt ou tard à une forme d'intégration au "système dominant".

Pour préciser l'idée d'une nécessaire vision critique et ses limites, j'ai analysé un texte issu d'un article altermondialiste ayant pour titre "Délocalisations ou coopératives ouvrières", et faisant l'apologie des SCOP, Société coopérative ouvrière de production, publié par courriel par Attac dans le "*Grain de sable*", n°492 du 08 décembre 2004 (0).

La grande diversité des articles altermondialistes fait apparaître en creux ce qui, à la manière de Serge Latouche, nous paraît être un imaginaire colonisé par l'économisme, le productivisme et le développementisme ambiant, bref tout ce dont un militant de la décroissance désire absolument s'affranchir. Il est diverses manières d'affranchissement. La réalisation d'alternatives concrètes en est une.

Mais alors, comment définir les alternatives, les différencier, y en a-t-il des vraies et des fausses ? Est-il utile de former des catégories pour penser les alternatives et les réaliser ? Cet article a pour objectif d'amorcer une réflexion sur ces questions.

Le capitalisme à visage humain ?

L'article débute par "les coopératives, ça marche", arguant du fait que les SCOP adoptent les modes de fonctionnement des multinationales. La suite explique que par une logique de croissance et de développement capitalistiques, en "mettant les outils économiques au service de l'homme", les coopératives de Mondragon "ont pu essaimer" (1).

Aucune interrogation n'est posée sur le principe de concurrence qui oblige toute initiative industrielle à la croissance afin de pouvoir éliminer son concurrent potentiel.

Dans le même temps l'auteur écrit que les SCOP sont une "véritable alternative au capitalisme", et que la SCOP de Mondragon a "les avantages du capitalisme sans en avoir les inconvénients" ? Cette forme de pensée voisine avec celle dénoncée par Orwell dans *1984*, pensée basée sur les oxymores : "La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force" (2).

Opérer par une pensée "oxymorique", c'est tout à la fois brouiller les pistes politiques et idéologiques, et participer à la récupération par le système capitaliste d'une idée, en l'occurrence l'idée de SCOP, heureusement mieux présentée dans *S!lence.*

Dans la même veine, on nous dit que le fonctionnement de la SCOP de Mondragon n'est pas celui "d'un groupe capitaliste organisé de haut en bas et commandé par les grands actionnaires", car un système électif représentatif existe sur le principe "une personne une voix". Ecrire cela, c'est oublier qu'un tel système ne peut être qualifié de démocratique que si l'on accepte de réduire la démocratie à un système électif représentatif pyramidal.

Enfin, cette SCOP encourage l'actionnariat ouvrier sans qu'aucune question ne soit posée sur l'aliénation croissante au travail et au système productif entraînée par cette pratique.

Formuler un regard critique face à cette pseudo alternative ?

La SCOP, telle que présentée dans cet article, est-elle une alternative ? Non car :

• Vouloir "jouer dans la cour des grands" pour "faire face à la concurrence", contredit l'adage des altermondialistes d'Attac : "Penser global et agir local", et en fait prône la mise en concurrence des êtres humains que François Partant dénonçait.

• La nécessité de payer les cadres six fois plus que les ouvriers, contre trois fois initialement, prouve que cette "alternative" conserve et renforce le principe d'inégalité entre travail "intellectuel" et travail "manuel".

• L'absence est patente de toute préoccupation écologique dans "alternative" coopérative qui se révèle être une industrie multinationale,

• La légitimation du principe de l'intérêt financier sous prétexte que le capital est placé par les ouvriers, élude tout regard critique sur la financiarisation de l'économie. Ce dernier point est très instructif. On y voit bien comment, dans le système dominant, les victimes sont aussi leurs propres bourreaux, et les dénonciateurs d'un système peuvent en être aussi défenseurs. On peut avancer sur la base des faits, que cette "alternative" est en fait une adaptation au système dominant, voire une adaptation du système dominant. Mais le quatrième point de désaccord vaut qu'on l'approfondisse ici.

Crédit avec intérêt et système dominant

La relation de crédit avec intérêt semble être un invariant des adaptations au système dominant, et comporte des contraintes qu'éclairent les travaux de Pascal Van Griethuysen et Rolf Steppacher (3).

(0) Disponible sur le site d'Attac à : www.france.attac.org/IMG/zip/attacinfo492.zip ou www.france.attac.org/IMG/pdf/attacinfo492.pdf.
(1) En Espagne, les coopératives de Mondragon ont commencé à exister il y a plus de cinquante ans et constituent aujourd'hui la huitième entreprise du pays avec 66 500 salariés (2002).
(2) G. Orwell, *1984*, p.15, Ed. Gallimard, Coll. Folio, 1993, première édition 1950 pour la traduction française.
(3) Présentés au cours du colloque "Changer les règles ou changer le jeu ; débat sur les alternatives", 21 et 22 octobre 2003, Institut universitaire d'études du développement, Genève.



DR

Le capitalisme vise toujours plus gros, et donc, avec des accidents toujours plus gros.

Le financement par le biais du prêt à intérêt (actionnariat et émission de titres de participation compris), confère une extrême souplesse à l'entreprise et fait toute la force du capitalisme. Qu'en est-il des conditions préalables et des effets (pervers ?) notables :

• Pour prétendre à prêt, le "porteur de projet" devra être solvable et crédible aux yeux du créditeur. Ceci implique des conditions relatives aux représentations mentales du créditeur.

• De même, "l'alternative" devra avoir plus de revenus que de charges. Pour cela, elle devra jouer, soit sur le jeu économique en réduisant les coûts et en maximisant ses revenus, soit sur les règles de ce jeu, par lobbying, afin de les faire bouger en sa faveur.

• Pour être durablement profitable : cette "alternative" devra instituer de nouveaux marchés en étendant son action de marchandisation, pervertissant au passage les règles du jeu économique et/ou social.

• Enfin, "l'alternative" devant rembourser capital et intérêts, devra dégager un profit supplémentaire à cette fin, dans un temps donné. Ainsi, par le recours à l'emprunt à intérêt, apparaît l'impératif de croissance des activités en terme monétaire, tant au niveau local que global. Fausse est donc l'affirmation de l'auteur disant qu'était "préservé le principe selon lequel le capital est un moyen au service de l'entreprise et de ses travailleurs, et non l'inverse". En effet, en dernier lieu, il s'agit de produire un profit supplémentaire ne serait-ce que pour payer les intérêt d'une forme d'emprunt. Ce sont bien les travailleurs qui vont se résoudre à travailler pour cela, et ceci d'autant plus servilement qu'ils sont actionnaires. Ils seront donc contraint par eux-mêmes de servir cet objectif que tous nos politiques nous donnent à tour de bras : "Croissance ! Croissance ! Croissance !" (4). De l'emprunt aux dividendes, la boucle est bouclée, quoi qu'en disent nos altermondialistes.

De la récupération utilitariste appliquée aux pratiques alternatives

Il est écrit aussi qu'une mise en réseau de ce genre de SCOP "permettrait que l'économie alternative et solidaire ne reste pas cantonnée à des activités peu rentables et au créneau de l'insertion". Aux yeux des altermondialistes, cela doit donc être viable financièrement. Mais de quel "autre monde" se réclame-t-on chez ces altermondialistes ?

Ce raisonnement délite une myriade d'initiatives riches, mêlant le social, l'artisanal, l'agriculture… et l'économie au sens premier (5). Faut-il rappeler que ce sont bien des "activités peu rentables" qui permirent aux hommes et à leurs sociétés de pouvoir subsister et exister jusqu'à nos jours ?

En fait d'alternative, l'auteur de l'article sur la SCOP de Mondragon nous propose explicitement en fin d'article de troquer le capitalisme libéral contre le capitalisme socialiste.

Or, bien que ces deux formes de capitalisme aient chacune fait les preuves de leurs horreurs humaines, sociales et écologiques, laissant leurs traces indélébiles sur toute la planète, le point de rupture est aussi idéologique.

François Partant explique bien comment Marx, en dénonçant "l'exploitation dont est victime l'ouvrier industriel tout en se gardant de mettre en question la nécessité d'accumuler ; en fait, condamnait les rapports de production capitalistes, mais nullement le mode de production capitaliste" et François Partant poursuit "En continuant à ne condamner que le capital et non sa fonction, les marxistes condamnent le travail à avoir la fonction que lui a attribuée le capital" (6).

Les marxistes et les libéraux se disputant en fait le même gâteau, veulent savoir qui a le droit d'en avoir plus. Les décroissants (7), remettent en question la composition du gâteau, sa recette de fabrication, ses déchets, et posent la question de sa toxicité globale. Se disputer ainsi un tel gâteau, toxique pour l'homme, ses enfants et sa planète relève soit de l'idée fixe, soit d'une volonté de se cacher réalités et responsabilités. Nous savons que le système dominant nous fait construire un monde inhumain, mais nous ne le croyons pas (8), comme nous savons que concevoir un avion de 800 places signifie 800 morts à prévoir lors d'un accident lors de son usage, mais nous construisons et utiliserons cet appareil.

Des alternatives extérieures au système dominant ?

C'est sur l'impossibilité d'accéder au prêt bancaire que certaines expériences alternatives s'initient. Les participants, en pratiquant tontine, vie en communauté, troc… construisent une alternative irrécupérable car elle n'obéit plus aux principes maîtres de cette société de consommation, de puissance et de croissance.

Or, lorsque des pratiques alternatives hors du système dominant, sont présentées à des personnes intégrées au système dominant, ces personnes ne peuvent que penser (sincèrement), que "ce que font ces gens n'est pas crédible, pas réaliste…".

En effet, pour mesurer tous les bénéfices sociaux et individuels et la pertinence humaniste de ces choix, il est nécessaire d'accepter de faire un pas de côté, en dehors du système, ce que l'exclusion sociale fait réaliser de force à un nombre croissant de personnes (9).



(4) Conclusion, incantatoire s'il en est, des vœux d'un des dirigeants politiques français pour 2005.
(5) Du grec *oikonomia*, qui signifie "administration de la maison", Dictionnaire Larousse. Cette définition replace l'économie dans un contexte domestique ce qui oblige à considérer sa finalité : préserver la continuité de l'existence des hommes au travers des générations. Ce qui avait pour traduction dans le milieu agricole, le conseil de "gérer en bon père de famille", ce que nous pourrions interpréter ainsi "Gérer sans dilapider les ressources et en respectant les usages qui permettent à la communauté de maintenir son harmonie".
(6) Partant François, (2002), *Que la crise s'aggrave*, Paris, Ed. Parangon, p.43.
(7) Dont il faut noter au passage que comme le proposait Serge Latouche lors d'une récente intervention au Corum de Montpellier, le terme d'a-croissants leur conviendrait peut être mieux, un peu comme on dit agnostique ou apolitique.(8) Voir Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé, quand l'impossible est certain*, Seuil, 2002.
(8) Voir Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé, quand l'impossible est certain*, Seuil, 2002.
(9) Le film de Pierre Carles *Attention : travail* est une bonne étude de cas.

La volonté de décroissance répond à la nécessité d'expérimenter une approche radicalement nouvelle permettant d'envisager une réelle sortie du système, en l'occurrence le système productiviste, et provoquer son affaiblissement si besoin est.

Ne pas être critique sur la qualification "alternative"d'une expérience, viendrait à laisser l'imaginaire se faire contaminer par la pensée dominante, et reproduire des schémas identiques à ceux issus du système dominant prétextant que "ça marche bien".

Tenter de vivre en dehors du système dominant, ça ne "marche" pas "bien", ça n'est pas évident. Et c'est logique, puisque tout est conçu par, et pour le système dominant.

Dans "Le nouvel esprit du capitalisme" (10), une partie de la conclusion est consacrée au rôle de la critique. Les auteurs précisent que "La fonction critique (voice), qui n'a aucune place à l'intérieur de l'entreprise capitaliste, où la régulation est censée être opérée uniquement par la concurrence (exit), ne peut s'exercer que de l'extérieur. Ce sont donc les mouvements critiques qui informent le capitalisme sur les dangers qui le menacent" (11).

Des alternatives ayant peu de distances avec les valeurs du capitalisme peuvent agir comme un vaccin et le renforcer.

Posons pour hypothèse que l'"extériorité" au système dominant est graduelle, alors, selon son degré d'extériorité une "alternative" devrait avoir différents types d'effets informationnels sur le capitalisme.

Ainsi, si le degré d'extériorité d'une expérience dite "alternative" est faible, cette dernière intègre en son propre système de valeurs, des valeurs héritées du capitalisme. Ces valeurs communes vont lui assurer une compatibilité et une visibilité honorables vis-à-vis du système dominant. De la sorte, prêtant le flanc au capitalisme, elle en est, certes, un facteur d'évolution, mais pas un facteur de rupture ou d'affaiblissement notable. Bien au contraire, elle est un vaccin, consolidant le capitalisme.

Ces "alternatives" à faible extériorité renforcent l'opinion dans le postulat sous-jacent que le capitalisme est universel, libéral (tolérant, peu autoritaire…), et donc non contestable, puisqu'il inclut des "alternatives", induisant ensuite la justification du maintien ou du développement du système dominant. La boucle là aussi est bouclée.

A contrario, une expérience possédant une extériorité forte au système dominant, implique d'incorporer un système de valeurs fortement éloigné de celui du capitalisme. Or, "On ne peut dire [...] si le capitalisme sera amené à s'autolimiter ou si son expansion sans contraintes se poursuivra avec les effets destructeurs qui l'accompagnent. Nous pensons avoir montré que la réponse à cette question dépend de l'action de ceux qui se trouvent engagés dans les épreuves du moment et tout particulièrement de l'énergie qu'ils mettront à libérer la force de la critique dont nous avons vu le rôle essentiel, y compris négatif lorsqu'elle se tait" (12).

Donc, sur des bases cette fois-ci théoriques, nous pouvons plus finement qualifier la coopérative de Mondragon comme ayant une extériorité faible à l'égard du modèle dominant.

Etre "extérieur" au capitalisme ?

Il semble bien que cette extériorité si chère à François Partant, ait un caractère donné initial, propre à certaines expériences et qu'elle puisse évoluer en se renforçant ou s'affaiblissant avec le temps en dialectique avec l'évolution du capitalisme. Comment alors voir les réactions exclusives d'"alternatifs", vis-à-vis de certaines "alternatives" ?

Concrètement, il arrive que le simple usage d'un matériau de construction, plutôt qu'un autre, provoque une qualification (positive ou négative) instantanée et irrévocable de la dite expérience sur une échelle de valeurs floue, mais aussi tranchante qu'un couperet.

Entre la terre, le bois, la chaux, le ciment, les choix sont certes importants en terme d'implication, autant il faut reconnaître qu'en rester là est très réducteur de l'expérience elle-même, et notamment de ses dimensions humaines et sociales.

De plus, l'extériorité au système est, elle aussi, une construction mentale et sociale qui s'acquiert progressivement et nécessite une critique des valeurs incorporées. Les critiques de la "loi de la concurrence", ou celles de l'idée que le capitalisme aurait des "avantages" et des



DR

Même solaire, une voiture reste un concept lié à la société capitaliste.

(10) Boltanski L., Chiapello E., (1999), "Conclusion : Force de la critique" dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Ed. Gallimard, pp. 579 - 629.
(11) "Voice" et "exit" sont des concepts développés par Albert O. Hirschman dans : Hirschman A. O., (1995), *Défection et prise de parole*, Paris, Ed. Fayard.
(12) *Le Nouvel esprit du capitalisme,* ibid.

"inconvénients", ou de l'usage des matériaux, se formulent progressivement, au fil du temps, des expériences et des contacts avec les autres.

Opérer une critique catégorielle, sans appel, uniquement sur des indicateurs aussi simplistes que l'usage de tel matériau plutôt qu'un autre, fait l'impasse complète sur la critique de ces "lois" et "valeurs", et sur le chemin parcouru par l'autre. Faisant de la sorte, la critique intègre ces "valeurs" comme étant des principes supérieurs communs, sans analyser leurs implications, paradoxalement en sorte de mimétisme sur la forme du regard dominant.

Une critique ainsi pratiquée sera perçue comme sectaire et ne provoquera que le rejet du commun des mortels, alors que l'objectif était de permettre à d'autres d'envisager un changement dans leurs pratiques. Enfin, la "pureté" d'une "alternative" concourt à sa fermeture sur elle-même, et implique de n'avoir jamais eu de contact avec le système dominant. Ceci est impossible, sauf à soutenir que des sociétés strictement inconnues existeraient juste à côté de nous, sans que personne, sauf eux-mêmes, ne le sache… Donc une alternative "pure" aurait pour vocation de disparaître aux yeux du système. Ce dernier point ayant pour redoutable conséquence de faire perdre toute attraction et tout effet pédagogique de l'alternative sur les individus proches du système dominant.

Mais ce n'est pas pour autant que l'on peut considérer comme alternative quelque chose qui n'est qu'un clone déguisé du modèle dominant, à moins de témoigner d'un désordre conceptuel profond.

Donc, il existe bien un gradient d'extériorité au système dominant (13). Mais alors à partir de quel degré d'extériorité a-t-on affaire à une alternative ? Rétrospectivement, on constate que certaines expériences qualifiées comme "alternatives" durant les années 70 sont devenues des industries et commerces profitables servant le modèle dominant.

Dans l'ouvrage (alternatif) très intéressant et documenté "La face cachée du soleil" (14), on peut voir en germe ce qui sera récupéré en partie par le système industriel. Par exemple pour la conception de certains dispositifs, les auteurs préconisent des produits industiels comme la laine de verre, des matières plastiques telles que le Tedlar, le Mylar. Aujourd'hui, certains produits de chauffage solaire relèvent du délire technologique (15), consistant à pousser le rendement thermique d'un dispositif au maximum, mais en développant une technologie chère, fragile et non accessible aux initiatives de modifications de l'utilisateur.



DR

L'éolien : une technologie industrielle qui en limite forcément l'impact alternatif au niveau politique.

On retrouve ce choix lors d'installation individuelle d'éoliennes de plusieurs kW et/ou la couverture de toit de dizaines de m2 de cellules photovoltaïques pour alimenter un équipement électroménager individuel complet, sans s'interroger sur les changements de modes de vie permettant une réduction des besoins énergétiques.

Eviter de nouvelles frontières

Nous venons donc de démontrer qu'il ne saurait exister, bien que revenant implicitement ou explicitement dans les débats, de ligne de démarcation. Des exemples précédents nous tirons trois constats :

• Une alternative est contemporaine à une société. Une action ou un dispositif alternatif peut être absorbé par une logique consumériste, subtilement et à tout moment.

• Plus un processus technique est complexe, plus il est récupérable par l'industrie et le commerce, et plus l'individu ayant acquis ce dispositif sera captif dans son usage,

• Celui qui aura opté pour un dispositif plus simple, auto construit, certes moins efficace en rendement, mais maîtrisable entièrement à son échelle humaine individuelle, sera plus autonome et dépassera alors du cadre de "l'usager", personne bénie par les industriels (16).

Alors, que dire de la "ligne de démarcation" séparant "bonnes" et "mauvaises" alternatives ?

• Cette "ligne de démarcation" est mouvante au moins dans le temps.

• Elle peut différencier les recours aux produits industriels, coûteux, non renouvelables, polluants, peu résistants au temps, non maîtrisables individuellement, aux recours à des matériaux sains, renouvelables et/ou durables et des procédés techniques simples.

• Elle doit tenir compte de la simplicité technologique et de l'auto construction qui sont garantes d'une véritable alternative au système financier et industriel parce que justement elles peuvent ne pas y faire appel, et démontrent que des formes d'autonomie sont possibles.

• Mais… elles ne doivent pas être "une ligne de démarcation" ! D'abord, on ne peut se priver de réfléchir au pourquoi

(13) On pourrait définir les pôles extrêmes théoriques de ce gradient d'extériorité avec, d'un côté la disparition de l'alternative aux yeux des autres par une trop grande altérité (voir Erving Goffman, "Asiles") et de l'autre la disparition de cette alternative à elle-même par une trop faible ipséité, l'ipséité étant ce qui fait que l'alternative est ce qu'elle est, et non autre.

(14) F. Nicolas, J.P. Traisnel, M. Vaye, *La face cachée du soleil. Energie solaire et architecture,* Ed. Librairie Alternative, 1978.

(15) Comme par exemple les panneaux solaires sous vide d'air, fragiles et non modifiables par l'utilisateur car les tubes sont sertis dans des tubes de verre sous vide partiel, le tout protégé par du plexiglas. Le rendement est élevé mais au prix d'une technologie interdisant toute intervention de l'utilisateur.

(16) Voir, à ce sujet, d'Ivan Illich, *Energie et Equité*.

d'une telle idée de "ligne de démarcation", surtout si l'on imagine que le système dominant est appelé à trembler, se transformer en système de plus en plus coercitif, puis à s'effondrer, ou que l'on mise sur une implosion brutale de ce dernier. Indépendamment de ces vues hypothétiques, une dynamique me semble se mettre en place. Un certain nombre de jeunes s'éloignent des centres urbains, et tentent leur organisation en micro-sociétés plus ou moins reliées. Ainsi, la vie après le développement paraît se préparer doucement aujourd'hui. Sans pour autant vouloir être pessimiste, il y a tout de même des questions à se poser sur les modes de réaction du pouvoir sur ces "sorties" du système dominant, surtout si elles venaient à prendre l'ampleur qu'on leur souhaite. La fonction de "connecter" des expériences, des individus, des groupes et des réflexions, que des organes comme *S!lence*, la Ligne d'Horizon ont à remplir, est fondamentale et elle le sera d'autant plus si un jour le système dominant veut faire rentrer par la force les "brebis égarées" dans le rang. C'est pourquoi il est à mon sens dangereux de raisonner en terme de "ligne de démarcation". En effet, un individu intégré dans le système (nous l'avons tous été et nous y sommes tous reliés un tant soit peu) commence un jour un cheminement plus ou moins alternatif, qu'il a toute les chances de parfaire s'il est informé par les liens cités ci-dessus.Pourquoi poser une ligne de démarcation ? Il en existe déjà une entre ce que le système dominant institue comme limite acceptable de la différence et ce que les alternatifs réalisent (17). Si une nouvelle est rajoutée, du côté des "rebelles", que va-t-il advenir de ceux qui sont sur ce cheminement de progression ?

Il existe déjà une ligne de démarcation imposée par le système dominant. N'en créons pas un autre au risque de coincer ceux qui entament une réflexion dans un no man's land entre les deux !

Vont-ils se retrouver à un moment coincés dans un no man's land, entre deux limites qui ne sont que le fruit du jugement de ceux du "dedans" et de ceux du "dehors" ? Quelle va être leur réaction face à cette "double exclusion" ? A n'en pas douter, en période difficile, la fuite sous forme de repli vers le monde connu, le système dominant, sera le premier réflexe ; et le second, le déni de toute alternative possible pour retrouver la face.

En conséquence, du côté des idées, revenons au précepte qui consiste à éviter d'utiliser les mêmes armes que l'adversaire. D'accord pour un positionnement tranché dans l'ordre des idées et donc de limites claires en ce domaine, car aucune alternative sérieuse ne peut être pensée sans idées claires. La formulation d'un regard critique face à une alternative et les constats et conséquences proposés ici peuvent y aider.

Mais du côté de l'action, la "ligne de démarcation" me semble être parmi ces concepts poisons et prisons qui font voler en éclat les relations utiles au changement et à l'accompagnement progressif des pratiques. Si ce dernier est notre objectif, sachons faire la part des choses, des idées et des hommes.

Il vaudra toujours mieux une personne sur un cheminement certes parsemé de quelques fourvoiements, mais ouverte aux découvertes de modes d'existence plus humains et écologiques, plutôt qu'une personne ayant amorcé sa démarche mais se retrouvant dans la hantise d'une exclusion de ceux qu'elle tente de rejoindre maladroitement, exclue qu'elle commence à être vis-à-vis du modèle dont elle s'éloigne. Une telle personne, abdiquant dans sa démarche, peut, en réaction au déboire affectif vécu, devenir un détracteur de plus, et pas le moindre.

Daniel Julien ■



DR

Le cuiseur solaire : une technique qui favorise l'autonomie, car facile à mettre en œuvre.

(17) On peut faire référence indistinctement, à l'usage de seules toilettes sèches dans une habitation, au refus du système éducatif dominant, au végétarisme, au refus de l'internet et/ou du téléphone portable, du fait de payer ou pas ses impôts, de détourner les messages publicitaires, de squatter un logement inutilisé, de vivre en communauté, de refuser l'électricité…



Constitution européenne



C'est non !

De nombreuses fédérations européennes d'associations ont découvert avec joie dans le projet de Constitution européenne, la possibilité de lancer des pétitions. Si celles-ci dépassent un million de signatures, ce qui est fort possible sur bon nombre de sujets, la Constitution obligerait alors à inscrire la demande à l'ordre du jour du Parlement. Et des pétitions circulent déjà…

Mais c'est avoir mal compris comment fonctionne le Parlement européen. Même si celui-ci inscrit ainsi à l'ordre du jour des sujets venant de la volonté du peuple, cela peut fort bien s'arrêter là : la Constitution n'oblige en rien les députés à prendre position. Et même le ferait-il que c'est oublier que les eurodéputés n'ont pas de pouvoir législatif : celui-ci appartient à la Commission européenne dont les membres sont choisis pour chaque thème par les ministres correspondants des 25 Etats.

Tout au plus le Parlement peut bloquer le fonctionnement de cette commission.

Le projet de Constitution européenne ne redonne aucun pouvoir aux élus du peuple.

Parce que le projet de Constitution européenne bloque tout processus démocratique, il est urgent de dire non.



DR

Constitution

■ **Les Verts pour.** A une faible majorité, les Verts se sont prononcés par un référendum interne en faveur du projet de Constitution européenne. 53% ont voté pour, 42% contre, 5% se sont abstenus. Sur 8600 adhérents seuls 4800 ont voté (54%). Mais le résultat traduit un malaise entre les dirigeants et la base. Alors que très majoritairement les élus Verts (un bon millier), liés pour une part aux accords électoraux avec les socialistes, se sont prononcés à une grande majorité pour le oui, la base, plus proche des mouvements sociaux souvent opposés à la Constitution (Confédération paysanne, ATTAC…) se sont prononcés contre.

■ **Mécanique.** Selon Alain Lamassoure, député UMP, les parties I et II du traité constitutionnel sont *"simples et clairs"*, la IIIe partie par contre *"est en effet le domaine des spécialistes"* et d'ajouter : *"Il faut comparer avec la voiture : n'importe qui doit être capable de conduire, mais ce qui fonctionne sous le capot relève plutôt du mécanicien"*. En clair, tout le monde peut voter, mais la Commission et les multinationales font ensuite ce qu'elles veulent.

Polynésie

■ **Emplois fictifs.** Surprise pour les indépendantistes : en gagnant les élections, ils ont découvert dans les comptes que Gaston Flosse disposait dans son cabinet de 728 collaborateurs rémunérés. En rapport de proportion, c'est comme si Jacques Chirac était entouré de 175 000 personnes. Depuis, les 728 collaborateurs ont bien travaillé pour retrouver leur gagne-pain. *(Canard enchaîné, 3 novembre 2004)*

■ **Retour d'Oscar Temaru.** L'Union pour la démocratie qui regroupe les différentes tendances indépendantistes en Polynésie avait gagné les élections de peu lors des dernières régionales et Oscar Temaru, leader du mouvement, s'est retrouvé un temps à la tête du Parlement. La défection d'un élu au profit de Gaston Flosse, UMP, avait provoqué sa chute. Une manœuvre dénoncée par la gauche française. Après un jeûne de leur leader et d'importantes manifestations, de nouvelles élections partielles ont eu lieu dans la circonscription des Iles du Vent où des irrégularités avaient été relevées. Le 13 février, les indépendantistes ont gagné avec 47% des voix contre Flosse 40%, avec près de 80% de participation. Les deux partis se retrouvent à égalité avec chacun 27 sièges, mais un petit parti centriste qui dispose de trois sièges a voté avec les indépendantistes, estimant qu'ils avaient la légitimité pour diriger la région.


DR
Oscar Temaru.

LOIRE ATLANTIQUE

Place des résistances

Le collectif *Place des résistances* organise à Gruellau, entre Nantes et Rennes, du 27 avril au 1er mai, un "village autogéré et anticapitaliste" avec des forums sur les luttes contre les mesures libérales et sécuritaires, présentation de projets émancipateurs, projection de vidéo sur les manifs anti-G8, spectacles, etc. Départ groupé à la manifestation de Nantes pour le 1er mai. *Place des résistances, Chavagnes, 44119 Tréillières.*

ISÈRE

La fabrique de l'opinion

Pour sa deuxième édition, *Images mouvementées en Isère* propose du 1er au 10 avril en partenariat avec douze salles de cinéma du département et plusieurs MJC, une série de projections-débats autour du thème de *la fabrique de l'opinion.* L'information, enjeu majeur de pouvoir, est détenue par une élite qui en choisit le contenu et la production, comme le montre le degré avancé de concentration que connaît le monde de l'édition, aujourd'hui entre les mains des plus grands groupes militaro-industriels. L'ensemble des médias forme un bloc présentant une unanimité suspecte. Cette dépossession de la connaissance du réel anesthésie notre esprit et modèle notre opinion. Les règles de la démocratie ne sont-elles pas faussées ?

Au programme : *L'horloge universelle*, de Peter Watkins, documentaire contre le « formatage » audiovisuel et la dictature des mass médias ; *Des hommes d'influence* de Barry Levinson, comment les politiques allument des contre-feux médiatiques ;

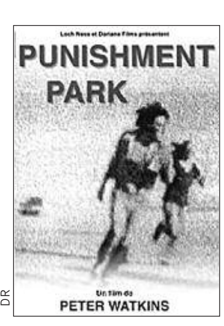
Petits paysans à la CNT

Jusque dans les années 70, la FNSEA a le quasi-monopole du syndicalisme paysan, avec à sa tête les gros exploitants. Seul s'y oppose le Modef, mouvement né en 1959, proche des communistes. Une tendance plus sociale au sein de la FNSEA donne le jour aux Travailleurs paysans qui existent légalement à partir de 1981. Une autre dissidence les rejoint en 1987 pour créer la Confédération paysanne. En 1994, apparaît la Coordination rurale, qui de fourre-tout au début s'oriente rapidement vers la droite extrême.

Ces syndicats laissent longtemps de côté les agriculteurs hors-normes, ceux qui ne remplissent pas les conditions fixées par la MSA, Mutuelle sociale agricole. En 1999, le mouvement Droit paysan essaie de les fédérer. Des dissensions internes et le développement des associations ADEAR par la Confédération paysanne le font disparaître. En 2001, ceux qui restent, ne se reconnaissant pas dans les positions réformistes de la Confédération paysanne. Plus proches des libertaires, ils décident de créer une section agricole au sein de la CNT, syndicat anarchiste. Ils publient maintenant une petite revue : *Le Vent se lève, CNT FTTE, BP 04, 34390 Olargues.*



Politique



DR

DR

Propagande de guerre, propagande de paix, de Béatrice Pignède, documentaire sur la manière dont nos médias ont relaté les conflits en Irak entre 1991 et 2003 ; *Punishment Park* de Peter Watkins, fiction montrant comment réprimer les rebelles en cas de crise ; *Opération lune* de William Karel, Et si le film du premier homme marchant sur la lune n'était qu'une fiction ; *The revolution will not be televised* de Kim Bartley et Donnacha O'Brien. Un coup d'état manque de renverser Hugo Chavez au Venezuela, reconstitution des manipulations ; *Le journal commence à 20 heures* de William Karel, documentaire sur la fabrication du journal télévisé de France 2 ; *Dissimulation d'un massacre* de Daniel Kupferstein, comment les événements du 17 octobre 1961 ont pu être gommés de l'histoire de notre pays ; *Le quatrième pouvoir* de Serge Leroy, fiction mêlant journalisme et vente d'armes au tiers-monde ; *J'aime la vie, je fais du vélo, et je vais au cinéma...* de Francis Fourcou, Bordeaux et ses salles Utopia, naissance du bus cinéma, le Cinambule. *ATTAC Isère, c/o FSU, bourse du Travail, 32, avenue de l'Europe, 38030 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 08 35 53 Karine Gatelier.*

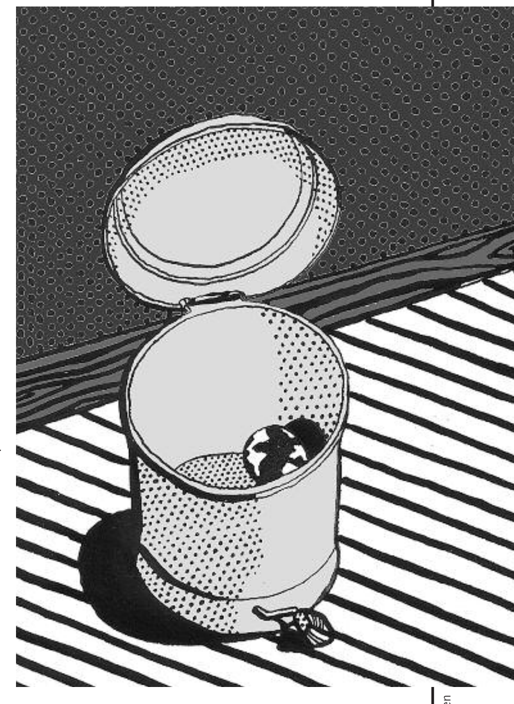
RHÔNE

Marchandisation et constitution

L'association Altern'info organise une conférence-débat présentée par Hervé Laydier d'ATTAC-Rhône, sur le thème "Marchandisation des services publics, que va changer la Constitution européenne ?" le vendredi 1er avril 2005, à Chazay-d'Azergues, à 20h30, à la salle de l'Orangerie près de la mairie. Elle débutera par le film réalisé par ATTAC intitulé le "Millenium Round, chronique d'un choc annoncé". Seront abordés l'AGCS, la directive Bolkestein et le traité constitutionnel européen ainsi que les règles du commerce des services aux niveaux mondial et européen. *Altern'info, André Abeillon, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19.*

Décroissance

■ **Petite phrase.** *"La question n'est pas d'être pour ou contre la décroissance. La décroissance va nous être imposée. En 2010, quel gouvernement aura le choix de la croissance ? La vraie question, c'est plutôt : comment faire, dans un tel contexte, pour sauver la démocratie et la solidarité, valeurs humaines fondamentales".* Yves Cochet, député Vert, *Politis*, 17 février 2005.


Mahlen

■ **Tentation électorale.** Les débats sur la décroissance se multiplient dans de multiples milieux et c'est tant mieux. Si le constat que la planète a atteint ses limites et qu'il nous faut réfléchir à un moyen de diminuer notre poids est de plus en plus largement partagé, les solutions proposées et les pistes explorées sont encore largement divergentes. Malgré ce handicap, certains envisagent déjà de porter une candidature aux prochaines élections présidentielles de 2005 et un groupe de réflexion s'est constitué autour du politologue Paul Ariès.

■ **Nancy : rencontres libertaires.** Du 6 au 8 mai, à la MJC Bazin, des rencontres libertaires de la décroissance sont organisées par Alternative libertaire, La Casbah, la CNT, le groupe Marée noire (FA) et le réseau No Pasaran. Manifestation festive le 6, débats sur la décroissance et la coopération, les jeux coopératifs, l'énergie, les sciences et techniques, l'éducation... *No Pasaran, SCALP, Planète verte, BP22, 54002 Nancy cedex.*



Annonces

Agriculture biologique



■ **Bonne image de marque.** Un sondage, réalisé par CSA fin novembre pour l'Agence Bio, indique que 84% des Français ont une bonne image de la bio, 44% en consomment régulièrement (contre 37% un an avant), un tiers disent essayer de ne consommer que des produits bio. Si les grandes surfaces arrivent en premier pour le lieu d'achat, les marchés et les magasins sont en progression. Raisons évoquées pour manger bio : préserver l'environnement (85%), la santé (78%), éviter les produits chimiques (40%)... Suite à ce sondage, la Fédération nationale de l'agriculture biologique pointe du doigt le problème actuel : la production ne suit plus la demande du fait du peu d'agriculteurs qui se lancent en bio et l'augmentation de la demande nécessite de plus en plus d'importations.

■ **Effets favorables sur la vie sauvage.** La revue *English nature* a publié une synthèse de 76 études portant sur les liens entre l'agriculture biologique et la vie sauvage. Il ressort que sur les surfaces cultivées en bio, on compte plus d'espèces d'oiseaux, plus de papillons, plus de coléoptères, plus de chauve-souris, plus de variétés de fleurs. La revue suggère que l'agriculture biologique pourrait être prise en compte pour définir le type d'agriculture dans les réserves naturelles ou à proximité. *(Biodynamis, hiver 2004)*

■ **Puy-de-Dôme : jardinage bio.** Le CPIE, Centre permanent d'initiation à l'environnement, de Clermont-Domes, organise du 30 mai au 3 juin un stage d'une semaine sur le jardinage biologique : compost, engrais vert, outils, rotations des cultures, semis de saison, permaculture et biodynamie, traitements naturels, production de semences... *CPIE Clermont-Dômes, 1, route des Colonies, Theix, 63122 Saint-Gènes-Champanelle, tél : 04 73 87 35 21.*

GRENOBLE

Squats en danger



DR

Depuis plusieurs années, la mouvance alternative de Grenoble s'est investie dans la mise en place de squats politiques où se multiplient les expériences autogestionnaires et les "îlots artistiques urbains". Depuis novembre 2001, le squat des 400 couverts entretient plusieurs maisons vouées à la démolition dans la traverse des 400 Couverts. En près de quatre ans, environ 120 événements artistiques ont eu lieu sur ces lieux. Le Résistor, à Seyssinet-Pariset, occupe une vieille maison appartenant à la mairie depuis septembre 2004. La Mèche s'est installée en octobre 2004 dans une ancienne serrurerie et se revendique comme un lieu visant à renverser l'ordre héréropatriarcal capitaliste. Le printemps signifie pour ces squats la reprise des hostilité avec les autorités.

■ Les 400 couverts, 8 à 10 traverse des 400-Couverts, 38000 Grenoble.

■ Le Résistor, 15, rue de la Résistance, 38170 Seyssinet-Pariset.

■ La Mèche, 1, rue Ponsard, 38000 Grenoble.

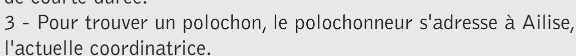
Réseau Polochon

Le réseau Polochon a vu le jour aux vingt ans de la revue. C'est un système d'échange d'hébergement sans réciprocité qui depuis son démarrage s'est progressivement doté d'un mode de fonctionnement, que voici.

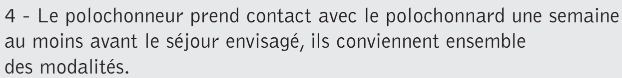
DR

1 - Tout lecteur de Silence est polochonneur potentiel.

2 - N'est polochonnard que celui ou celle qui offre hébergement, en général de courte durée.



3 - Pour trouver un polochon, le polochonneur s'adresse à Ailise, l'actuelle coordinatrice.



4 - Le polochonneur prend contact avec le polochonnard une semaine au moins avant le séjour envisagé, ils conviennent ensemble des modalités.

5 - Le polochonneur est tenu d'avoir une assurance personnelle, afin de pallier tout dégât qu'il pourrait causer chez son hôte.

6 - Le polochonneur est invité à laisser un bon souvenir, sachant user sans abuser de l'accueil.

7 - La réciprocité d'accueillir à son tour n'est pas exigé du polochonneur.

8 - Une liste tenue à jour par Ailise et Marie-Noëlle, recense les polochonnards.

9 - La liste ne circule qu'entre polochonnards.

10 - Aucun usage commercial de cette liste n'est autorisé.

11 - Pour recevoir la liste, le pelochonnard envoie à Ailise plusieurs enveloppes timbrées.

12 - Le polochonnard reçoit la liste tant qu'il reste des enveloppes dans son dossier.

13 - Sur l'enveloppe d'expédition, une flèche en regard du timbre signale qu'il s'agit du dernier et invite à réapprovisionner auprès d'Ailise les enveloppes timbrées.

14 - Pour s'inscrire le polochonnard envoie à Ailise un descriptif : adresse postale, éventuellement téléphone, internet... nombre de personnes acceptées, durée du séjour, possibilité de camping, prêt éventuel d'un vélo, fumeur/animaux tolérés ou non, régime alimentaire particulier, souhaits d'échange (aide au potager, ménage, bricolage, etc.), situation géographique, attrait touristique, accès par transport en commun...

15 - Si un polochonnard souhaite se retirer du réseau, il le signale à Ailise.

Ce règlement est décidé à éviter les polochonneries.
Ailise, 4, rue des Vignerons, Allonal, 39160 Saint-Amour, tél : 03 84 48 84 56.

Chemin faisant

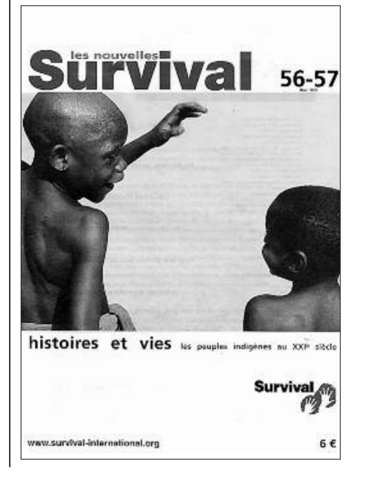
Du 28 mars au 28 septembre, Frédéric Gana et Tifenn Hervouët, citadins de 26 et 30 ans, dans un projet de tour de France qui va les emmener à la rencontre d'une soixantaine de producteurs agricoles et artisans des métiers de bouche exerçant leur activité dans le respect de l'environnement et des hommes. Ceci afin de témoigner de la réalité paysanne contemporaine, de recenser et valoriser les pratiques agricoles innovantes et durables, de rapprocher les consommateurs des producteurs, de donner du sens à l'acte alimentaire et à l'agriculture nourricière. Ce projet a reçu le soutien de la Confédération paysanne, de Philippe Desbrosses, de Pierre Rabhi... Tifenn, comédienne, présentera lors de leurs différentes étapes, un spectacle de contes sur le lien entretenu entre l'homme et la terre. Frédéric, infographiste et photographe réalisera des reportages, des portraits mis en ligne sur le site internet cheminfaisant2005.net. *Frédéric Gana et Tifenn Hervouët, 4, avenue du parc, 92290 Châtenay-Malabry, tél : 06 09 42 49 73.*

Médias

■ **Ecrire et éditer,** *Cose-Calcre, BP 116, 94404 Vitry cedex.* Après un an de silence faisant suite à un problème financier, cette revue est de retour : indispensable pour ceux et celles qui envisagent de se faire éditer.

■ **La Levée de dormance,** *Le singulier universel, 37, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, tél : 06 67 12 92 66.* Petit bulletin trimestriel d'information autour des idées d'écopsychologie, d'humanisme écologique, de contre-culture, de réenchantement du monde, d'une spiritualité libératrice... ou comment passer d'un eveloppement personnel solitaire à un développement personnel solidaire. Animé par Mohammed Thaleb.

■ **Survival,** *45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris.* L'association Survival qui défend les peuples indigènes, a publié un excellent numéro d'hiver 2005 avec des reportages dans plusieurs régions du monde montrant comme la "civilisation"





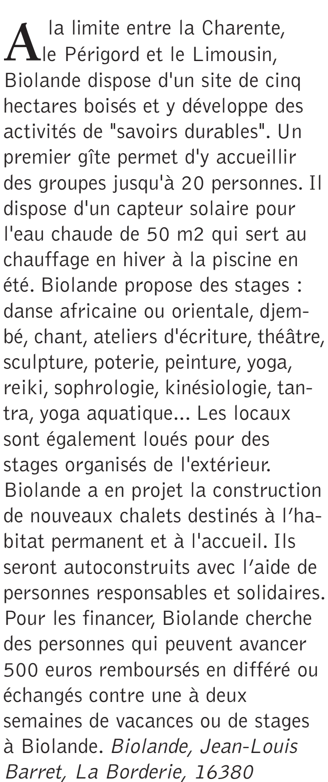
CHARENTE

Biolande


DR


DR


DR



A la limite entre la Charente, le Périgord et le Limousin, Biolande dispose d'un site de cinq hectares boisés et y développe des activités de "savoirs durables". Un premier gîte permet d'y accueillir des groupes jusqu'à 20 personnes. Il dispose d'un capteur solaire pour l'eau chaude de 50 m2 qui sert au chauffage en hiver à la piscine en été. Biolande propose des stages : danse africaine ou orientale, djembé, chant, ateliers d'écriture, théâtre, sculpture, poterie, peinture, yoga, reiki, sophrologie, kinésiologie, tantra, yoga aquatique... Les locaux sont également loués pour des stages organisés de l'extérieur. Biolande a en projet la construction de nouveaux chalets destinés à l'habitat permanent et à l'accueil. Ils seront autoconstruits avec l'aide de personnes responsables et solidaires. Pour les financer, Biolande cherche des personnes qui peuvent avancer 500 euros remboursés en différé ou échangés contre une à deux semaines de vacances ou de stages à Biolande. *Biolande, Jean-Louis Barret, La Borderie, 16380 Marthon, tél : 05 45 24 08 38.*

en détruit d'autres.

GUYANE

Pour des villages écolos

Une réunion s'est tenue à Plessa, près de Berlin, du 18 au 28 mars, pour étudier la possibilité de mettre en place des villages écolos radicalement en dehors du système, dans la région la plus intacte de l'Europe : le sud de la Guyane française. Concrètement, pour préparer cela, une vie commune est proposée pendant un an dans les régions encore assez sauvage du continent européen. On peut en savoir plus en prenant contact via internet : *http://endehors.org/news/6574.shtml* et *tsallantin@hotmail.com.*

TOULOUSE

Et si on consommait autrement

Le service DESS Nouvelle économie sociale de l'Université Toulouse Le Mirail organise le mardi 12 avril une journée intitulée "Et si on consommait autrement car la planète n'attendra pas". Destiné à un public universitaire ou non, sont invitées une vingtaine de structures d'économie solidaires de la région (Solagro, Amap, Bleue comme une orange, Ateliers blancs, Confédération paysanne...). Stands, repas fermier avec produits locaux, projections de films, débats sur les énergies renouvelables, l'écoconstruction, les transports. En soirée, au cinéma Utopia, projection du film "J'aime la vie, je fais du vélo, je vais au cinéma". *DESS Nouvelle économie sociale, Université Toulouse Le Mirail, Alexandra Véland, tél : 06 62 23 48 35.*

JURA

Fête de l'Utopie

Peut-on faire converger le travail artistique et militant ? C'est le pari que fait l'Atelier du Verger en organisant à Lons-le-Saunier, au Bœuf sur le toit, les 1er et 2 avril une fête de l'utopie et en invitant tous ceux et celles qui le veulent à venir y (re)présenter des actions artistiques loufoques et subversives comme arme de distraction massive. *Atelier du Verger, Montchauvrot, 39230 Mantry, tél : 03 84 85 56 38.*

HAUTES-ALPES

Concerts

La p'tite asso dans la prairie organise diverses activités culturelles dont un concert le 9 avril à La Saulce, avec marché bio, stands altermondialistes, etc. Les 13 et 14 mai, 10 et 11 juin , 15 et 16 juillet, les Arts Maniaks proposent musique électronique, chanson et plein de choses à découvrir. *La p'tite asso dans la prairie, BP 13, 05110 La Saulce, tél : 04 92 54 74 01.*

HAUTE-SAVOIE

Défendre les grands de ce monde

Il est grand temps de défendre les grands de ce monde, ce que fait l'association *Auprès de mon arbre*. Celle-ci organise le dimanche 24 avril un après-midi de rencontres pour les amoureux de nature en général et d'arbres en particulier. Cette manifestation se déroulera dans la vénérable châtaigneraie des Beugeries à Allinges, petit village au-dessus de Thonon-les-Bains. Au programme de cette première édition : contes, diapo-conférences, initiation à l'accro-branche,

Fêtes, foires, salons (le signe ◊ indique que Silence est présent)

■ **Bouches-du-Rhône : 1er Forum nature.** 3 avril à Gemenos. Produits bios, énergies renouvelables, rouler à l'huile de tournesol ou de friture, cosmétiques, habitat sain, artisanat, associations... Entrée libre. Conférences. *Association Minobio, 10, rue des Alliés, 13360 Roquevaire, tél : 04 42 04 45 62.*
■ **Aveyron : 3e alterna'bio.** 3 avril à Saint-Affrique, 120 exposants en bio, habitat sain, environnement, renouvelables, santé, artisanat, associations... *Alterna'bio, mairie, 12400 Saint-Affrique, tél : 05 65 58 19 82.*
■ **Lyon : jardin des thérapies.** 8 au 10 avril, place Antonin-Poncet (Lyon 2e). *Association Edenteo, BP 1512, 69204 Lyon cedex 01, tél : 06 12 92 12 92.*
■ **Rennes : bien-être et mieux vivre.** 8 au 10 avril. Parc des expositions. *Loire-Evénement, 19, place de la Poterne, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 60.*
■ **Lot-et-Garonne : 3e monde meilleur.** 10 avril à Sainte-Bazeille, 20 exposants. *Le Caillou bleu, mairie, 47180 Sainte-Bazeille, tél : 05 53 83 36 60.*
◊ **Jura : 6e Terra.** Dimanche 10 avril à Juraparc, à Lons-le-Saulnier. 80 exposants, bio, nature et environnement, santé, habitat, énergie renouvelable, artisanat, jardinage... *Association Terra, cidex 908, 39160 Saint-Jean-d'Etreux, tél : 03 84 44 08 71.*
■ **Hérault : imagine ton monde.** 23 avril à Mons-la-Trivalle. Festival pour toute la famille avec ateliers poterie, papier végétal, musique, jonglerie, spectacles, marionnettes, expo "écologie et environnement", concert en soirée. Caravane Tournesol. *Association Feuillandrôle, tél : 04 67 97 00 28.*
■ **Ille-et-Vilaine : 7e salon du chanvre utile.** 23 et 24 avril à Noyal-sur-Vilaine. Thème de l'année : la toile de chanvre. Défilé de mode, exposition sur le chanvre et le lin, atelier de tissage... *Salon du chanvre utile, 20, rue Ambroise-Paré, 35530 Noyal-sur-Vilaine, tél : 02 99 04 09 91.*
■ **Gironde : 8e foire bio et artisanale.** 24 avril à Captieux, une centaine d'exposants, moitié producteurs bio, artisanat d'art, habitat sain, environnement, renouvelables, santé... *Service culturel, mairie, 33840 Captieux, tél : 05 56 65 60 31.*
◊ **Finistère : foire alternative bio.** 30 avril et 1er mai à Trégunc (sud du département). Une centaine d'exposants, éco-habitat, alimentaire, plants et graines, artisanat, hygiène de vie, associations. Conférences avec Jean Aubin sur le thème de la décroissance, François Veillerette sur les pesticides, Sylvie Simon sur les vaccinations. Animations et restauration. *PARESSE, Programme alternatif pour une relocalisation de l'économie et une société solidaire et émancipatrice, tél : 02 98 06 58 62 ou 02 98 50 02 18.*
◊ **Rhône : Sana Terra.** 30 avril et 1er mai au château de Boisfranc, à Jarnioux, (8 km à l'ouest de Villefranche-sur-Saône). Marché biologique, commerce équitable, énergies renouvelables, écohabitat, vannerie, librairie... Samedi soir : repas bio et bal folk. Conférences, démonstration, dégustation. *Ceps et charrues, Thierry Doat, tél : 04 78 68 88 88 et ARDAB, maison des agriculteurs, BP 53, 69530 Brignais, tél : 04 72 31 59 96.*

ateliers pour les enfants, chansons, poèmes. *Auprès de mon arbre, 711, chemin de la Tatte, hameau de Prailles, 74140 Sciez, tél : 04 50 72 74 80 ou 06 13 31 50 38.*

ARDÈCHE

Créa'tiss

Béatrice Bransolle, tisserande et formée en art-thérapie, a créé Créa'tiss dans le but de tisser les fils de la vie. L'atelier de tissage est utilisé comme moyen de création avec une attention toute particulière pour les personnes souffrant d'un handicap. La création et l'art peuvent servir à des personnes pour se découvrir, s'estimer, s'aimer et se soigner. *Créa'tiss, 13, rue de l'Industrie, 07200 Aubenas, tél : 04 75 64 44 69.*



DR

ISÈRE

Terre vivante

Le centre Terre vivante ouvre ses portes pour la saison 2005 à partir du 24 avril. Le premier samedi de chaque mois, initiation au jardinage bio (4 juin : pharmacie du jardinier bio…), journée pour les enfants le deuxième samedi du mois et le dernier samedi du mois, initiation à l'habitat écolo (30 avril : réussir un projet en auto-construction ; 28 mai : utiliser efficacement l'énergie du soleil…). Foire aux plants bio le 8 mai. Visite individuelle ou guidée des jardins et des habitats présents, découverte du système d'utilisation de l'eau, possibilité de manger bio sur place, possibilités de visites scolaires sur rendez-vous. *Centre Terre vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*

Objectif bio 2007

La FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique, Synabio, Syndicat des transformateurs de la bio, le réseau des magasins Biocoop, Nature et Progrès, H-50 justice, le mouvement de culture biodynamique, la mention Demeter, le MDRGF, Mouvement pour le droit et le respect des générations futures, ont lancé le 1er mars dernier une campagne commune "Objectif 2007" visant à proposer un plan agricole 100 % biologique. Les différentes études menées dans de nombreux pays établissent un lien évident entre l'augmentation des cancers et la mauvaise qualité de la nourriture provenant de l'agriculture chimique. Une étude américaine estime que 35 % des cancers proviennent de ce fait, soit autant que ceux provenant du tabac et de l'alcool réunis. Le taux monte selon une étude suédoise à 73 % pour le cancer du sein, 68 % pour la prostate, 65 % pour le cancer du colon. En cause : les restes de pesticides et d'engrais présents dans l'alimentation. Une étude du MDRGF conclut que 53 % des fruits, légumes et céréales consommés en France présentent des résidus de pesticides dont 8,9 % à des doses supérieures aux normes européennes.



La campagne demande une réorientation des aides agricoles afin de favoriser le basculement des pratiques vers la bio. En moyenne, aujourd'hui ces aides sont de 25 à 37 % inférieures en bio qu'en chimique. Objectif bio montre que le passage à l'agriculture biologique aurait de multiples conséquences positives sur la société : moindre pollution des aliments évidemment, mais aussi moindre protection des sols et de l'eau, moins de consommation d'énergie (les engrais consomment beaucoup de pétrole) donc moins de réchauffement climatique, meilleure biodiversité des semences et des cultures (et donc pas d'OGM)… L'agriculture biologique est de plus transposable dans les autres pays du monde comme le montre le travail mené par différentes ONG. *Objectif bio, c/o FNAB, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 42 46 59 00.*

Habitat sain

■ **Initiez-vous à l'autoconstruction.** Vous voulez avoir votre maison en habitat sain et vous ne disposez pas d'un gros capital ? Il existe de multiples solutions en autoconstruction. *Spirale* vous propose des stages d'accompagnement de chantiers chez des gens qui autoconstruisent… avant qu'à votre tour vous n'encadriez aussi votre chantier. Des stages-chantiers sont organisés du 17 au 23 et du 24 au 30 avril à Aspect, en Haute-Garonne (renseignements : Xavier et Yasmina Petit, tél : 05 61 88 89 29) ; du 3 au 9 juillet, à Monistrol-sur-Loire en Haute-Loire (Michèle et Jean-Baptiste Granger, tél : 04 71 66 01 43) ; du 10 au 20 août, à côté de Limoges, en Haute-Vienne (Xavier Petit, tél : 05 55 79 74 96). Pour ceux qui sont plus aguerris, des "chantiers ouverts" sont organisés (pas de formation, action solidaire, coût extrêmement modique) : du 5 au 11 juin à Roumegoux près d'Aurillac, Cantal (Ovidio Valles, tél : 04 71 46 38 01) et du 4 au 9 juillet de nouveau à Aspect, en Haute-Garonne (voir ci-dessus). Pour en savoir plus : *Spirale, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 23 92 ou 5, rue de la Libération, 17480 Le Château-d'Oléron, tél : 05 46 47 84 91.*

■ **Belgique : quels produits d'entretien ?** Le groupe *Développement durable au quotidien* organise à Rixensart, près d'Ohain, une soirée sur ce thème animée par Bernadette Pirsoul, du CRIOC, le lundi 18 avril à 20 h aux Charmettes. Entrée gratuite. Renseignements : *Brabant-Ecologie, 02 633 10 48.*

■ **Charente : la maison en paille.** La maison en paille est à la fois une association et un lieu qui se visite (17 avril, 8 mai, 10 juillet, 7 août…). A la demande, elle peut organiser des stages de six jours pour d'initier à la technique et propose également en deux jours, un stage sur les finitions et les enduits. *La maison en paille, André et Coralie de Bouter, 16290 Champmillon, tél : 05 45 66 27 68.*

■ **Hautes-Alpes : Le Gabion**. L'association *Le Gabion* propose tout au long de l'année des formations en habitat sain : enduits, badigeons à la chaux (4 au 8 avril), machines en menuiserie (12 et 13 mai), architecture bioclimatique (19 et 20 mai), enduits et peinture terre (6 au 10 juin), toilettes à compost (13 au 17 juin), isolation naturelle (8 et 9 septembre), travail du plâtre (19 au 23 septembre), construction paille/ossature bois (26 au 30 septembre), stratégie écologique en rénovation (6 et 7 octobre), initiation menuiserie (10 au 14 octobre), construction briques de terre (24 au 28 octobre); arcs voûtes et coupoles (31 octobre au 4 novembre)… *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André-d'Embrun, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66.*



DR

LYON

Festival des résistances

Plusieurs collectifs appellent à l'organisation d'un festival des résistances à Lyon qui se tiendrait en trois parties : du 10 au 15 avril, au moment du forum Biovision qui tous les deux ans fait la promotion des biotechnologies (OGM, clônage…) avec des contre-débats, des fêtes et si possible des blocages ; du 23 au 30 avril, sur le thème de la libre-circulation pour dénoncer les centres de rétention, la vidéosurveillance, les transports payants… ; enfin du 7 au 15 mai, une semaine centrée sur la préparation des manifestations du contre-G8 (cette année en Ecosse). Premier rendez-vous : le dimanche 10 avril à 12 h place Bahadourian (Lyon 7e). Renseignements : *resistancesdelyon@no-log.org ou 06 33 25 75 80.*

Jeudi de la Nef

La Nef organise à son siège à Villeurbanne une soirée sur le thème des énergies renouvelables le jeudi 16 juin à 19 h avec visite de son installation photovoltaïque sur le toit de l'immeuble et rencontre avec l'association Hespul. *La Nef, 114, boulevard du 11 novembre, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 08 11 90 11 90.*

A fleur de terre et la marchande de savoirs

Visite à un "lieu dédié aux savoirs des hommes et de la terre", quelque part dans le haut Doubs.

La devanture est en bois clair, ce qui convient à ce pays de forêts. Le hasard d'un déplacement familial m'a amenée à Remoray, dans le haut Doubs. Mais pour mieux vous situer la boutique, je précise qu'il faut s'arrêter à côté de l'église, en face de l'école, sur une place méritant à peine ce nom, n'étant qu'un virage de la route qui s'élargit tout juste pour planter là le monument aux morts. Ce n'est pas grand, Remoray.



DR

Je ne sais trop si, jadis, il y eut en cet endroit quelques commerces, mais maintenant, il y a "un" commerce et son nom est superbe : *A fleur de terre*. Le bois de la devanture s'inscrit dans l'imposante façade d'une ferme, majestueuse comme on savait les faire dans ce rude pays où les murs protégeaient humains, bêtes et récoltes des neiges longues et lourdes. C'est qu'ici la boutique a remplacé l'étable, les vaches ont bien voulu déménager vers une autre partie du bâtiment. L'espace est peint en blanc et vert vif, c'est sympathique et clair. Mais on y vend quoi, en fait ?

De tout ce qui fait la vie d'un village. Tout.

C'est ambitieux ? Oh, oui, comme l'est la devise de l'endroit qui figure à droite en entrant : "Lieu dédié aux savoirs des hommes et de la terre". Cela surprend, et l'on doute un peu…

On voit d'abord des fruits et légumes, pas tous bio (la marchande le précise sans qu'on le lui demande et comme en s'excusant) mais les noms des producteurs — régionaux — sont mentionnés avec l'adresse et ce sont des gens qui se méfient des engrais et autres traitements. Les radis noirs sont bien terreux, mais, à une cliente semblant hésiter, on fait remarquer que c'est bon cette terre, pour la conservation. Une grande banque (réfrigérée, loi oblige…) abrite un choix extraordinaire de produits laitiers, normal, avec toutes les vaches de la région. Mais ce qui étonne, c'est qu'on propose de les goûter et pas seulement à celui qui visiblement est venu pour en acheter, mais aux autres clients présents : on teste, donc de concert, on se renseigne sur les différentes provenances, on discute des mérites comparés, plus fruité, un peu moins. Bref : on engage une conversation. Car non seulement on n'achète pas sans savoir, ici, mais on en profite pour parler ! C'est le commerce dans son bon ancien sens, qui permet d'échanger bien plus que des marchandises.

Des discussions pour tous les goûts

Les discussions peuvent aller beaucoup plus loin que la qualité des fromages… Des petits dépliants et affichettes donnent une idée de ce qui se passe dans cette drôle de boutique et tout autour : soirées-débats (sur les plantes potagères d'altitude par exemple ou sur le goût avec le Groupuscule d'actions gustatives). Et puis l'école est en face, alors, pour les enfants, Marysette a eu des quantités d'idées. Mais, toute à mon étonnement, je ne vous ai pas encore présenté Marysette Jan, l'insolite marchande et animatrice du lieu. Elle a organisé des sorties en forêt, pour faire découvrir aux écoliers les arbres, mais aussi, les plantes, les baies, le travail des bûcherons et débardeurs. Elle a fait visiter les fermes et que sais-je encore. Sur place, dans la boutique, il y a des cours d'initiation à l'informatique, pour petits et grands.

Dans le fond du magasin, une longue table attend des occasions de se réunir…

Cette page n'est pas une pub, évidemment. Et ce n'est même pas une interview, Marysette n'avait guère de temps pour m'expliquer sa démarche, des clients attendaient. Mais on parle de ses actions, dans le coin. Des témoignages spontanés sur ce que peut faire une personne de bonne volonté dans un tout petit village. Elle vend du café et du chocolat, certes, nous sommes tout de même dans une sorte d'épicerie, mais "ceux du commerce équitable" dit-elle, et, si on demande pourquoi, elle ajoute que ça lui permet de dénoncer le commerce mondial qui ruine les producteurs et "la plupart des gens n'en savait rien" (on peut polémiquer autour de Max Haavelar mais il y a des façons positives d'aborder les choses…). On n'achète pas sans savoir, et on ne vend pas sans expliquer, chez Marysette…

Elle vend bien sûr d'autres produits, confitures ou objets artisanaux, tout ce qu'on fait localement et, pardon amis végétariens, des charcuteries de porcs élevés en plein air. A côté on trouve des céréales bio, à chacun son truc, pas d'ukases ni de directives.

Quand on a oublié son panier, elle emballe dans des sacs papier, de préférence…

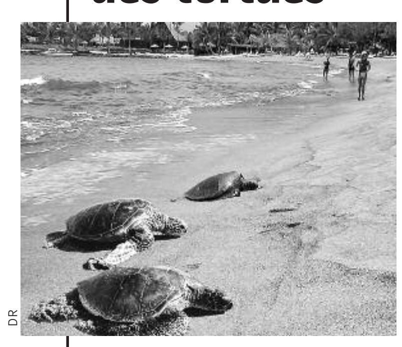
On sort de là ébahi, en se disant que *A fleur de terre* avec sa marchande de savoirs sont une belle réalisation à imiter partout !

Madeleine Nutchey ■

A fleur de terre, Marysette Jan, 10, rue des Saules, 25160 Remoray-Boujeons, tél : 03 81 69 72 95. Ouvert mercredi, vendredi et samedi seulement.

MAYOTTE

Protection des tortues


DR

L'association *Oulanga na nyamba* (environnement et tortues) agit en faveur de la protection des tortues marines dont cinq espèces sur huit existent sur les îles de Mayotte. L'association dénonce un arrêté du gouvernement qui sous prétexte de protection autorise de nombreuses dérogations sur simple déclaration du préfet, porte ouverte à des dérives commerciales. Elle demande l'abandon de ces dérogations. *Oulanga na nyamba, BP 1279, 97600 Mamoudzou, tél : 02 69 61 04 38.*

Canons à neige

Un canon à neige consomme 40 mètres cubes d'eau par heure. Il en faut 4000 pour enneiger un hectare (contre 1700 pour un champ de maïs). Des retenues d'eau se multiplient en montagne pour alimenter les canons à neige... entraînant parfois un manque d'eau dans les communes en aval et leur alimentation par des camions citernes ! *(Isère nature, février 2005)*

Arme contre les inondations


DR

Les scientifiques ont découvert une arme contre les inondations. On savait déjà que les arbres, les haies freinent l'écoulement de l'eau et favorisent la pénétration dans le sol. Si en plus, le sol est en bonne santé, n'est pas bourré de produits chimiques toxiques, les vers de terre sont extrêmement efficaces contre les inondations. Dans un champ correct, ils creusent jusqu'à 5000 km de galeries par hectare, de quoi absorber l'eau des orages : jusqu'à 160 mm par heure peuvent ainsi pénétrer dans le sol. *(La Mée, 23 février 2005)*

BELGIQUE

Evacuation nocturne

Une partie de la population d'Ougrée, près de Liège, a été évacuée pendant la soirée du 6 février dernier suite à une explosion dans l'usine Chimac-Agriphar. S'il n'y a pas eu de victimes, l'explosion de huit tonnes d'organophosphorés (des pesticides) a libéré un nuage toxique sont les conséquences sont difficiles à mesurer. Une nouvelle pollution que l'on aurait pu éviter en choisissant de passer à l'agriculture biologique. Pour en savoir plus : *Nature & Progrès, 520, rue de Dave, B-5100 Jambes, tél : 081/30 36 90, www.natpro.be.*

Effet de serre

■ **Pessimisme.** Le GIEC, groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, met en relation plus de 3000 chercheurs du monde entier. Il publie régulièrement des prévisions en fonction des données dont on dispose. En 1995, il avait annoncé que la hausse de température vers 2100 serait en hausse, au niveau mondial, de l'ordre de 1°C. En 2000, il publiait un nouveau rapport avec une prévision de hausse de 1,4 à 5,8°C. Le rapport 2005 vient de sortir : cette fois-ci la hausse pourrait atteindre de 2,3 à 11°C si l'on ne change pas de politique bien sûr. Les spécialistes de la biodiversité estiment eux qu'un changement qui dépasserait 2°C en un siècle entraînerait une extinction rapide des espèces qui n'auraient plus le temps de s'adapter.

■ **Poids des avions**. Le trafic aérien mondial représente une production de gaz à effet de serre équivalente à celle d'un pays comme la France. Ces émissions n'ont pas été prises en compte dans les accords de Kyoto. Vivement la pénurie de pétrole.



DR

■ **Propositions du WWF.** A l'occasion de l'entrée en fonction du protocole de Kyoto, le 15 février, le WWF, Fonds mondial pour la nature, a lancé un appel pour que commence les engagements d'après 2012 : des politiques domestiques plus économes, une révolution dans le secteur énergétique, un système européen d'échange de quotas d'émissions plus strict, des incitations pour que les pays émergents utilisent des solutions technologiques plus propres, un développement mondial des sources d'énergies renouvelables, une pression continue sur les Etats-Unis et l'Australie pour que ces pays réduisent leurs émissions, un soutien aux pays pauvres pour qu'ils se prémunissent face aux impacts du changement climatique, une reconnaissance par tous les gouvernements et les institutions internationales de la nécessité de maintenir le degré de réchauffement global en-dessous de deux degrés par rapport à l'ère pré-industrielle. Pour l'après-2012, le WWF attend de l'Union européenne qu'elle se fixe un objectif de —30% sur ses émissions pour 2020. *(www.wwf.fr)*

WWF®

LOIRE-ATLANTIQUE

Terre de sel

Terre de sel est une association qui a été créée par la coopérative des producteurs de sel de Guérande et qui associe paludiers et naturalistes qui souhaitent préserver le patrimoine et l'outil de travail des marais salants. Elle propose des sorties découverte au milieu des marais. *Terre de sel, Pradel, 44350 Guérande, tél : 02 40 62 08 80.*

GRENOBLE

Festival international du film nature

La FRAPNA-Isère, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, organise du 13 au 17 avril, à Alpes Congrès, le 19e festival du film nature et environnement. *FRAPNA-Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.*

LYON

Voir la ville en peinture



La Maison rhodanienne de l'environnement et Robins des Villes organisent une conférence le mardi 4 avril à 19 h, sur le thème "voir la ville en peinture" animée par Nathalie Banel-Chuzeville, historienne de l'architecture. Comment les peintres représentent-ils la ville à travers les époques. *MRE, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 80.*



OGM

■ **La fin des monarques.** Le monarque est un papillon migrateur qui passe l'été aux Etats-Unis et l'hiver au Mexique. Depuis plusieurs années, le nombre de papillons diminue au Mexique et le gouvernement a d'abord cru que cela venait d'une dégradation de leurs forêts de protection. Mais malgré des mesures de protection prises depuis quelques années, la baisse continue : cet hiver, les comptages ont montré une baisse de 75%. Une étude de Greenpeace avait déjà alerté il y a quelques années sur le fait que cet insecte ne supporte pas les OGM.



DR

■ **Aide alimentaire.** Manifestement les producteurs ont du mal à écouler leur production d'OGM : soixante organisations d'Amérique centrale ont dénoncé l'emploi massif de ces OGM dans l'aide alimentaire distribuée par les Nations-Unies. Une étude portant sur une cinquantaine de livraisons a montré que 8% des produits contenaient des OGM. Il a même été retrouvé du maïs Starlink, un maïs interdit à la consommation humaine. *(Libération, 18 février 2005)*

■ **Les élus perdent en justice.** Plus de 3000 maires ruraux, de toutes tendances politiques, ont pris des arrêtés contre les OGM sur leur commune. Sur ordre de l'Etat, les préfectures attaquent aussitôt au tribunal. Si en première instance, quelques maires ont réussi à gagner. En appel, l'Etat gagne à tous les coups, estimant que sauf péril imminent le maire n'a pas la compétence pour interdire les OGM. Au panier donc le principe de précaution. Certains maires ont essayé de jouer plus finement en interdisant par exemple les OGM dans un rayon d'un certain nombre de kilomètres autour de parcelles cultivées en agriculture biologique. Là aussi l'Etat a gagné. Une dizaine de régions et une vingtaine de conseils généraux ont aussi pris des arrêtés anti-OGM.

■ **Toulouse : arrêtés anti-OGM annulés.** Les maires de Bax et de Montgeard, deux localités de Haute-Garonne, ont comparu mardi 18 janvier devant le tribunal administratif de Toulouse pour avoir signé en mai dernier des arrêtés interdisant la culture d'OGM sur le territoire de leurs communes. Le commissaire du gouvernement a demandé l'annulation des décrets car "les pollutions génétiques ne sont pas considérées comme des pollutions ordinaires ou représentant un risque majeur". Le tribunal a suivi sa demande. En gros, faute de législation adéquate, vouloir se protéger est illégal !

Médicaments retirés trop tard



DR

Les autorisations de mises en vente des médicaments laisse pour le moins désirer. Il faut maintenant attendre le résultat de longue études épidémiologiques pour s'apercevoir du danger de certains. Ainsi, le retrait de l'anti-inflammatoire Vioxx n'a eu lieu qu'après qu'une étude de la Food et Drug Administration aux Etats-Unis ait chiffré les conséquences de ce médicament à au moins 160 000 attaques cardiaques et cérébrales ayant provoqué au moins 27 785 décès... seulement pour les Etats-Unis. On estime qu'en France, entre 10 et 15 000 personnes meurent chaque année de la prise de médicaments. *(Alternative Santé, février 2005)*

Un parfum de scandale

Après les désodorisants corporels, les déodorants de toute sorte, un rapport commandité par *Greenpeace* et portant sur 36 parfums distribués internationalement montre la présence de molécules artificielles toxiques comme les esters de phtalates et les muscs de synthèse.
Les analyses ont révélé d'importantes quantités de diéthyl phtalate (DEP) dans *Eternity for women* de Calvin Klein et dans *Le Mâle* de Jean-Paul Gaultier. Cette molécule qui pénètre dans le corps est suspectée d'être



DR

à l'origine d'une détérioration des spermatozoïdes et de l'ADN. En ce qui concerne les muscs de synthèse, de fortes concentrations ont été identifiées dans *Le Baiser du Dragon* de Cartier et *White Musk* de The Body Shop. Ces muscs perturbent la régulation hormonale. Greenpeace rappelle que le projet de réglementation européenne REACH qui prévoit l'obligation d'un certain nombre de contrôles avant la commercialisation de nouvelles molécules est, depuis 2003, bloquée par certains pays dont la France et des lobbies des industries américaines.

Micro-ondes Dangers !



DR

Si les fours à micro-ondes ne fuient pas à l'achat, il n'en est pas même après des mois d'utilisation. Or les fuites peuvent avoir de nombreuses conséquences sur la santé : troubles de la vue (cataracte), l'appareil génital (stérilité), le cœur (arythmie), sur le système neuro-endocrinien (céphalées, vertiges, fatigue, asthénie, insomnie...). Une fois branché, même s'il ne fonctionne pas, il émet un champ électromagnétique dont les conséquences néfastes sur la santé sont suspectées depuis longtemps. La cuisson par micro-onde entraîne une modification de la disposition dans l'espace de certains radicaux protéiques, action suspectées d'être cancérigène pour le système nerveux, pour le foie et le rein. En conséquence, il ne faut jamais y mettre d'aliments riches en protéines (lait, œufs, poissons, viandes...). Il ne faut jamais se servir d'un micro-onde pour réchauffer un plat car celui-ci émet lui-même des micro-ondes pendant dix à quinze minutes quand il est sorti. Quand il n'est plus émetteur, il redevient alors... froid. En médecine traditionnelle chinoise, on a mis en évidence que les aliments cuits au micro-onde, même après qu'ils se soient refroidis, ont une action néfaste sur la rate. Il faut donc bannir cet appareil de vos usages. Préférez-lui un four normal : cela cuit un peu moins vite, mais c'est nettement moins dangereux.

Téléphones portables

■ **Utilité du téléphone portable.** Fin 2004, on comptait 600 millions de téléphones portables dans le monde. La Chine arrive en tête pour le nombre d'heures d'utilisation. C'est un immense gaspillage qui est fait : rien qu'aux Etats-Unis, en 2004, il s'est jeté plus de 40 millions de téléphones. Et en plus c'est utile : les nouveaux téléphones permettent de télécharger sur internet, une étude a montré que ce qui est le plus téléchargé ce sont, dans l'ordre, les horoscopes, les jeux et les sonneries de téléphones ! Indispensable donc ! Une analyse économique du ministère de l'économie en France montre que les conversations téléphoniques sont en tête des causes de la croissance en France en 2004.

■ **Le téléphone tue !** En 2002, les études des assureurs ont montré que 6% des accidents de la route sont provoqués par l'usage du téléphone portable en roulant avec comme bilan 2600 morts et 330 000 blessés !
Il y a une forte corrélation entre les déplacements en voiture et l'usage du téléphone portable : aux Etats-Unis, 40% des communications sont passés depuis une voiture. *(Le Monde diplomatique,* "Esclaves volontaires du téléphone portable" de Dan Schiller, *février 2005).*

■ **Téléphone pour enfants : Carrefour et le BHV reculent, Orange persiste.**
Fin janvier Carrefour a annoncé le retrait de la vente du téléphone pour enfants Babymo, suite à une menace d'action en justice de la part de plusieurs associations. Le 4 février, Agir pour l'environnement et Priartem ont organisé un blocage du stand téléphonie mobile du BHV de Paris où ce téléphone était toujours en vente. BHV a renoncé à le commercialiser. Les associations ont aussi dénoncé une promotion d'Orange qui offrait pour un euro, le téléphone pour enfant contre un abonnement à un téléphone pour adulte. A noter que les autorités sanitaires françaises n'ont pas bronché.



Energies

Fin du pétrole

Début mars, les cours du pétrole sont de nouveau au plus haut, malgré les tentatives pour éviter l'envolée des prix. Et des tentatives, il y en a puisque selon le CGES, Center for global energy studies, les Etats occidentaux essaient de couper la spéculation en jouant sur les stocks stratégiques. Conséquence : en deux ans, de fin 2002 à fin 2004, ces stocks stratégiques sont passés de 78 jours de production mondiale à 69 jours. *(AFP, 21 février 2005)*



DR

Oléoduc en Alaska.

EOLIEN

■ **Danemark : 20 % de l'électricité.** Les 5400 éoliennes du pays ont fourni 20 % de la consommation d'électricité des 5,3 millions de Danois en 2004. En 1990, le gouvernement avait annoncé son intention de monter à 35 % en 2030. A l'époque, beaucoup d'experts estimaient que c'était impossible. Aujourd'hui, cela semble réaliste... avant 2030.

Deux parcs éoliens géants offshore vont être agrandis en mer du Nord et en Baltique, ce qui devrait permettre d'atteindre 25 % en 2008. Un système de subventions pour les particuliers donne en plus un montage économique étonnant : 80 % des éoliennes appartiennent pour la plupart à des coopératives de citoyens. *(Le Monde, 22 février 2005)*

■ **Vendée : Tourisme.** Les éoliennes attirent les touristes : durant les trois mois de l'été 2004, les éoliennes de Bouin, en Vendée, 19,5 MW, ont reçu plus de mille visiteurs en moyenne par jour !

■ **Aude : Oiseaux en bonne santé.** Nouvelle étude sur les conséquences d'éoliennes sur les oiseaux autour des installations de Névian (Aude). Après deux ans de surveillance : aucune collision entre oiseau et éolienne, maintien du niveau de nidification autour des installations, seul problème relevé : quelques oiseaux perturbés par l'augmentation du passage des voitures des gens qui viennent voir les éoliennes.

Méfaits du chauffage électrique

Fin février, la France a battu des records de consommation électrique l'obligeant même à importer du courant d'Espagne et d'Allemagne. Conclusion des journalistes à la botte d'EDF : nous manquons de capacité de production. Mais aucun ne relève qu'il faisait encore plus froid en Allemagne... Si l'Allemagne peut fournir du courant à la France, c'est parce que dans ce pays, le chauffage électrique est quasi-inexistant. Plutôt que d'augmenter la production, réduire le chauffage électrique permettrait de sérieuses économies. On pourrait aussi réfléchir au fait que pendant ces périodes de froid, le soleil brille généreusement. Enfin, il est cocasse de noter que ce sont deux pays qui sortent du nucléaire qui viennent en aide au pays le plus nucléarisé du monde.

Energie solaire

■ **Pour le chauffage solaire.** Ipsos a réalisé fin décembre pour le compte de *National géographic* un sondage sur le chauffage solaire. 38% des Français seraient très favorables au remplacement de leur chauffage par un chauffage solaire, 42% seraient intéressés mais demandent plus d'infos (soit 80% d'avis favorables), 18% sont plutôt opposés, 1% totalement opposés, 1% ne se prononce pas.

■ **Strasbourg : charges moindres.** A la demande des locataires des HLM d'Ostwald, une étude a été faite pour installer des chauffe-eau solaires sur les toits. Aujourd'hui, 406 m² de capteurs ont été installés produisant 35 % de l'eau chaude des bâtiments, et provoquant une baisse des charges de 30 à 40 euros par an et par logement. L'office HLM a investi 315 000 euros dont 80 % subventionnés, soit 962 euros par appartement, somme qui sera amortie sept ans. L'office HLM poursuit maintenant la solarisation d'autres bâtiments. D'ici 2006, 5000 logements sociaux de la communauté urbaine de Strasbourg seront équipés. *(Environnement magazine, janvier 2005)*

Le vent plus fort que le nucléaire !



DR

Le 25 février, le nouveau catamaran de Bruno Peyron, d'un gabarit proche de celui de l'Arc de Triomphe à Paris (49 m de haut), a battu le record de la plus grande distance parcourue en mer en un mois : 11 120 miles soit 23,8 nœuds à l'heure de moyenne. Ceci signifie que le voilier est plus rapide que les porte-avions nucléaires... Si les hors-bord sont plus rapides en vitesse instantanée, ils ne tiennent pas sur la durée. Bruno Peyron estime que les progrès de la voile devraient permettre d'envisager de construire des cargos à voiles, dont le carburant ne coûterait rien. "On peut ouvrir des concours d'architectes et imaginer des cargos de 100 mètres. Ça reviendra moins cher qu'un bateau classique. La voile c'est zéro centime, le fioul c'est payant. C'est écologique" a déclaré le navigateur.

SUISSE

Auto-installateurs

Il existe (au moins) deux fédérations d'associations d'auto-installateurs de chauffe-eau solaires et de panneaux voltaïques en Suisse : *SEBASOL, chachenallee 29, 5000 Aarau* et *Solar-Schweitz, c/o Intep AG, Robert Uetz, Lindenstr. 38, 8034 Zürich*. Pour connaître l'association locale, vous pouvez appeler au *0848 840 847*.

GENÈVE

Préserver le service public

La loi sur le marché de l'électricité soumise à votation populaire le 22 septembre 2002 a été refusée au niveau fédéral et à plus de 75% dans le canton de Genève. Cette loi proposait l'ouverture du domaine de l'énergie à la concurrence libérale, considérant l'énergie comme une marchandise comme les autres. La loi a été refusée et pourtant depuis tout se passe comme si l'on se préparait à privatiser les services publics dans ce domaine. On assiste au même mouvement dans le domaine de l'eau. Ainsi, une initiative populaire a été lancée intitulée "Eau, énergie, respectons la volonté populaire" qui demande simplement de respecter le statut actuel de monopole public cantonal dans les domaines de l'eau, du gaz et de l'électricité. On peut en savoir plus auprès de *Contratom, case postale 65, 1211 Genève 8, tél : 022 740 46 12.*

Groupement d'achats

L'association *Tout naturellement* propose des infos techniques concernant les énergies renouvelables et organise également des groupements d'achats entre auto-constructeurs pour bénéficier de prix intéressants. *Tout naturellement, le mas de Fournaques, CD 561, 13650 Meyrargues, tél : 04 42 63 47 78.*

HAUT-RHIN

Journées des énergies renouvelables

Les quatrièmes journées des énergies renouvelables se tiendront les 14 et 15 mai à la salle des fêtes de Saint-Amarin, à 30 km de Mulhouse. Une trentaine d'exposants et quatre conférences : habitat sain, bois, hydraulique, éolien, solaire thermique et photovoltaïque. Renseignements : *Thur écologie et transports, c/o Daniel Walter, 19, rue du Puits, 68550 Saint-Amarin, tél : 03 89 82 14 75.*

LYON

Salon des énergies renouvelables

Ce salon professionnel se tiendra du 27 au 30 avril à Eurexpo (est de Lyon). 140 exposants : solaire thermique, solaire photovoltaïque, bois énergie, géothermie, éolien, petite hydraulique, biogaz, biocarburant. *www.energie-ren.com.*

Acceptabilité de l'électricité verte

L'électricité verte est de plus en plus plébiscitée par l'opinion publique. Il est alors surprenant de constater le faible développement des unités de production.

Cette dichotomie entre opinion générale et réaction locale n'est pas spécifique aux énergies renouvelables. Elle se révèle, en fait, lors de l'émergence d'un projet innovant dans un environnement très structuré. Le fort attachement à son pays sera toujours la source originelle de conflits quand un "étranger" pénètrera ce lieu, réel ou imaginé, et le perturbera à son profit.

L'implantation d'unités de production d'électricité verte n'échappe pas à ce constat éthologique, d'autant plus que ces industries entretiennent, par principe, un rapport intime avec un milieu et sa population. Ainsi, les modifications introduites par ces filières sur un territoire commun et familier entraînent divers émois pour ceux qui le fréquentent soit à titre régulier (riverains) soit pour leurs loisirs (randonneurs, pêcheurs, etc.). De multiples intérêts, souvent contradictoires, apparaissent alors.

Suivant la nature du projet, sa taille et le lieu d'implantation, des conflits importants peuvent perturber sa réalisation. Mais les réactions ne sont jamais uniformes. L'impact de ces installations est perçu différemment suivant le milieu social. La composition sociologique, la répartition géographique et les "habitus" des populations riveraines doivent être finement appréciés pour percevoir d'éventuels écueils.

Cette opposition souvent générée par une mauvaise prise en compte des sensibilités locales est habituellement rassemblée sous l'étiquette de phénomène nimby (1). Or, dans nos sociétés occidentales où les processus de décision sont de plus en plus diffus et soumis à l'influence des médias, ce type de réaction est très dommageable pour les projets contestés.

Processus de concertation

Un des moyens les plus sûrs de diminuer ces mouvements, est de favoriser la participation des populations locales à l'élaboration du projet, puis à sa réalisation, éventuellement à son financement. Avant toute intervention d'un promoteur industriel, des études préparatoires indépendantes doivent être menées et largement diffusées. Ces réflexions ouvriront sur des possibilités de choix pour permettre à la population locale d'influer sur la décision finale. En fin de ce processus de concertation, les élus devront imposer ces conclusions aux éventuels promoteurs.

Cette problématique diffère évidemment suivant les technologies de production d'électricité verte. Les unes intégrant les schémas industriels actuels (biogaz, cogénération, etc.) posent peu de problème par rapport aux trois filières d'électricité verte de "plein air" (éolienne, hydraulique, photovoltaïque). Ainsi, par exemple, l'éolienne qui émerge du paysage, sans cesse en rotation, peut être source d'angoisse sur des territoires importants, alors qu'une turbine géothermique intégrée dans un bâtiment industriel sera bien plus neutre.

Ces trois procédés de "plein air" ont des caractéristiques physiques et des conditions d'installation qui influent profondément la perception sensitive (vue, esthétique, etc.) des observateurs (voisins, touristes, administrations, etc.). Aussi, aucune réponse objective et rationnelle ne pourra jamais satisfaire pleinement les récalcitrants.

De plus, les perturbations sociales seront très distinctes suivant la densité des installations. Si dans un premier temps, il semble important d'atteindre une bonne diffusion de ces nouvelles techniques pour les crédibiliser dans l'opinion publique, un seuil de refus apparaît ensuite quand ces unités dépassent certaines limites (nombres, dimensions, etc.) dans un environnement déterminé.

Depuis 2000, les dispositions législatives et réglementaires sur l'électricité verte (obligation d'achat, tarif d'achat modulable suivant le potentiel éolien, etc.) favorisaient une large distribution. Malheureusement ces derniers temps, nous percevons un changement de position qui pourrait être préjudiciable à ces filières.

Quoi qu'il en soit, la production d'électricité, verte ou non, est une activité privée, régie par les seules lois du marché. Or, quand les projets d'unités de production d'électricité verte sont conséquents et empiètent sur la sphère publique, il serait primordial que les élus se manifestent au nom de l'aménagement territorial et de l'intérêt commun.

L'idéal est atteint quand le projet émane directement des élus eux-mêmes. Dans la plupart des cas, cette mobilisation se fera davantage sur l'intérêt économique du projet via la fiscalité que sur sa dimension proprement écologique. Mais quelles que soient leurs motivations, leur connaissance du terrain est souvent une garantie d'acceptation plus grande, surtout en zone rurale.

Valoriser les associations

Dans ce jeu subtil entre population locale et promoteur, une place particulière doit être réservée au milieu associatif spécialisé dans les énergies renouvelables ou dans le développement local. Ces associations allient généralement une bonne connaissance des technologies en question et un long engagement militant qui les rapproche par nature des opposants potentiels. D'une part, cette expertise leur permet d'assurer les liens essentiels entre population et industriels. D'autre part, leur activisme qui a généré un fort tissu relationnel local ouvre des possibilités d'intervention en tant que modérateur.

Cette intervention en dehors de toute pression commerciale rassure les populations touchées et renforce la position des élus face à leurs interlocuteurs (administration, contestataires, industriels). Loin de casser l'initiative privée, cette approche permet de décharger les industriels de la variable sociale qu'ils maîtrisent difficilement.

La touche ultime de cette implication de la collectivité locale serait une prise de participation financière dans le projet. Sur certaines filières (éolien), les opportunités économiques actuelles sont réelles. Malheureusement, la tendance actuelle dans la gestion des communes va à l'encontre de ce type d'investissement dont les enjeux mondiaux tardent à percer au niveau local.

Christian Maillebouis ■
Polénergie (Ardèche)

(1) Nimby : not in my backyard, pas dans mon jardin.



Nucléaire

Rassemblements antinucléaires

L'assemblée générale du Réseau *Sortir du nucléaire* s'est tenue les 29 et 30 janvier à Valence (Drôme). Deux rassemblements internationaux vont être organisés dans l'année à venir : le premier se tiendra à l'automne à proximité du site d'enfouissement des déchets de Bure (Meuse), le second se tiendra les 15 et 16 avril 2006 (Pâques) à proximité de Flamanville (Manche) pour dénoncer la construction de l'EPR et la relance du programme nucléaire. Ce rassemblement marquera également le 20e anniversaire de l'accident de Tchernobyl. *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22 ou 06 64 100 333.*



DR

ITER

Les enjeux de la fusion

Radio-Zinzine a réalisé une longue émission sur la question du projet Iter qui pourrait s'installer à Cadarache (Bouches-du-Rhône). Alain Dorange, comité scientifique des Verts, Maryse Arditi, physicienne nucléaire, Frédéric Lemarchand, laboratoire d'analyse anthropologique du risque et Philippe Chesneau, conseiller régional Vert PACA en débattent. Le CEA invité n'a pas jugé bon de participer à ce débat. L'émission, 2 CD de 75 mn, est disponible contre 20 € (port compris auprès de *Radio Zinzine, 04300 Limans, tél : 04 92 75 10 56.*

PICARDIE

Contre les transports

Les élus Verts ont obtenu le vote d'une motion au conseil régional de Picardie, adoptée le 28 janvier par les Verts, le PS et le PRG (contre : FN, abstentions : PC et droite) demandant au gouvernement que soient interdits les transports de matières radioactives dans la région. *Groupe Verts-PRG, tél : 03 22 97 35 36.*

EPR

■ **Réacteur finlandais : avec notre argent.** Les Finlandais ont acheté un réacteur EPR... sous condition. Parmi celles-ci, celle dite "à prix fixe". Quel que soit le coût réel de réalisation du réacteur, les Finlandais ne paieront pas les surcoûts prévisibles du chantier. L'AREVA a bénéficié pour cela d'une assurance de la Coface. La Coface, organisme financé par l'Etat couvre les éventuelles défaillances dans le paiement des grosses exportations françaises. Autant dire que si le coût fixé est dépassé (ce qui est pratiquement toujours le cas pour un chantier), ce sont nos impôts qui paieront la différence. Le 14 décembre dernier, le Réseau Sortir du nucléaire a déposé une plainte devant Bruxelles pour dénoncer l'illégalité d'un tel montage financier.

■ **Le gouvernement veut privatiser l'EPR !** Alors que le gouvernement a du mal à boucler le budget qui permettrait de construire l'EPR, nos libéraux viennent d'avoir une idée géniale : le 23 février, ils ont lancé un appel aux gros industriels pour qu'ils entrent dans le capital d'une société qui gérerait le réacteur. Argument pour cela : en Finlande, ce sont des papetiers qui ont commandé un éventuel EPR pour mieux contrôler le prix de leur énergie. EDF a confirmé qu'elle négociait avec des industriels, mais que ceux-ci ne manifestent aucun intérêt pour ce nouveau réacteur qui produira une électricité estimée trop chère. Selon les estimations d'EDF, le coût du mégawattheure serait de 35 euros si l'EPR est construit en série... mais de 41 pour le premier seul. Aujourd'hui, les industriels paient leur électricité entre 30 et 33 euros et regardent ce qui se passe à l'étranger où l'électricité est souvent produite hors nucléaire et avec des prix moindres (en particulier dans le cas de cogénération gaz). *(Les Echos 23 février 2005)*

EPR ? NON MERCI

NIGER

Areva invite le Réseau Sortir du nucléaire !

En décembre 2003, la CRII-Rad, laboratoire indépendant d'études sur la radioactivité, a voulu aller faire des mesures de radioactivité près des mines d'uranium d'Arlit (1600 salariés) au Niger, elle n'a pas pu dépasser l'aéroport : son matériel lui a été saisi et seul un petit compteur Geiger a pu échapper à la fouille. La CRII-Rad est quand même revenue avec des photos édifiantes : terrils géants des mines sous les vents, morceaux de métaux radioactifs réutilisés localement par la population (30 000 habitants)... Une ONG belge avait précédemment dénoncé l'usage des eaux de rinçage du minerai pour le maraîchage local.
Le 16 novembre 2004, profitant d'un direct à la télévision, un représentant du Réseau Sortir du nucléaire, avait dénoncé les conséquences de l'extraction d'uranium au Niger par la Cogéma, filière d'Areva.
Le 4 janvier 2005, après quelques articles dans la presse, montrant notamment deux hôpitaux luxueux offerts par Areva à la population locale (aveu que cette dernière est malade !), la directrice d'Areva a tenté une opération de communication en invitant les représentants du Réseau au Niger. Le 14 février, le Réseau a répondu qu'il déclinait cette invitation, préférant faire son enquête de manière indépendante, et demandant seulement à Areva de faire en sorte qu'une nouvelle équipe d'experts dont ceux de la CRII-Rad puisse faire son travail d'enquête sans entrave, avec accès aux mines, aux documents administratifs et la possibilité pour les journalistes de suivre les investigations. Une enquête qui si elle est médiatisée devrait mettre fin à deux mythes du nucléaire : l'indépendance énergétique (100% de notre uranium est importé du Niger, mais aussi du Canada et d'Australie) et une énergie sans danger (les mineurs dans les mines d'uranium ont une espérance de vie très courte). Pour financer cette expertise, une souscription a été ouverte. *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.*



DR

Arlit : jouet fabriqué avec des morceaux de métal.

BURE

■ **Bure zone libre.** Les opposants au projet d'enfouissement des déchets à Bure (Meuse) ont désormais une maison située face aux locaux de la Commission locale d'information. Cette ancienne ferme va être transformée tout au long du printemps pour être ouverte au public pendant l'été et favoriser d'une part l'opposition au nucléaire, d'autre part faire la promotion des alternatives énergétiques. L'équipe de pilotage de Bure Zone Libre cherche des volontaires pour participer aux chantiers, et également des prêts d'outils, des dons de matériaux, des aides financières... La maison a coûté 20 000 € et il en faut au moins autant pour mener à bien les travaux. On peut venir aider ou envoyer un don : *Bure Zone Libre, rue de la Gare, 54230 Maron, tél : 03 29 45 41 77 (Peter Desoi).*

■ **Forum public.** Les associations opposées au projet d'enfouissement des déchets à Bure organisent le samedi 2 avril à Bar-le-Duc, à la salle des fêtes, de 9 h à 19 h, un forum-débat avec des conférences de plusieurs experts : Paul Lannoye, ancien député européen belge, Michèle Rivasi, fondatrice de la CRII-Rad et ancienne députée, André Mourot, géologue, Didier Anger, des comités anti-EPR en Normandie, Kaisa Kosonen de Greenpeace-Finlande, Sylvain Godinot du Réseau-Action-Climat... A 19 h, un repas (sur réservation) est prévu. *Renseignements : 03 25 04 91 41.*



INDE

Massacre à l'écographie

Les garçons étant préférés aux filles, dans toute l'Inde, les échographies permettent de faire des avortement sélectifs. Résultat, au niveau du pays, on ne compte que 927 filles pour 1000 garçons à la naissance, avec un triste record : 793 filles seulement au Pendjab. Un film de Manish Jha, *Un monde sans femme* portant sur ce sujet est sorti sur les écrans français le 26 janvier dernier.



DR

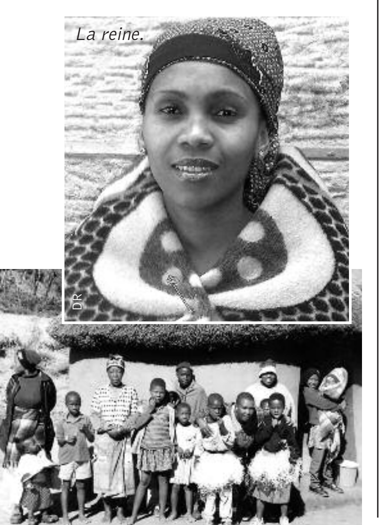
Petite phrase

"La famille existe pour permettre à la femme de faire des enfants et d'être protégée par un homme".
Rocco Buttiglione, proche de Silvio Berlusconi, présenté par le PPE pour être le commissaire italien. Le Parlement européen a obtenu le retrait de cette candidature.

LESOTHO

Circonscriptions pour les femmes

Constatant que comme dans la plupart des autres pays, les femmes sont écartées lors des élections, le gouvernement du Lesotho (sud de l'Afrique) a décidé de réserver 30 % des 1272 circonscriptions aux femmes pour les prochaines élections législatives. Dans celles-ci les hommes ne pourront être candidats. L'opposition (masculine) a attaqué la loi devant le conseil constitutionnel. La jeune reine 'Masenate Mohato Seeiso, âgée de 29 ans, ayant suivi des études supérieures scientifiques, pousse à de telles réformes.



La reine.

DR

DR

Une famille au Lesotho.

IRAK

Régression

Il y a un an, des milliers de femmes ont manifesté pour la reconnaissance de leurs droits par le nouveau régime, elles étaient tête nue. Un an après, une nouvelle manifestation a été organisée : elles ne se sont retrouvées que quelques dizaines dont la moitié voilées. Signe que la démocratie américaine est en marche ? *(Les Pénélopes, mars 2005)*

Sexisme universitaire



DR

Les étudiantes représentent 51 % des inscrits en troisième cycle (dernier niveau avant la professionnalisation), mais, en 2004, elles ne représentent plus que 41 % des recrutements comme maître de conférence, chiffre qui tombe à 25 % des professeurs. Le chiffre chute entre plus bas dans certaines disciplines : droit, maths, philosophie. Quant aux présidences d'université, on ne compte que 8 femmes pour 85 postes. *(Les Pénélopes, février 2005)*

Loi antisexiste

Le 2 décembre 2004, le projet de loi contre l'homophobie et le sexisme a été amendée par la commission des lois à l'Assemblée nationale. Alors que celle-ci prévoyait que les associations pouvaient se porter partie civile pour porter plainte "pour provocation à la haine ou la violence, l'injure et la diffamation à l'égard d'une personne ou à un groupe de personnes en raison de leur sexe ou de leur orientation sexuelle", l'amendement retenu ne reconnaît plus ce droit qu'aux associations reconnues d'utilité publique. Les associations homosexuelles ont dénoncé cet amendement : aucune association homosexuelle ne bénéficie d'un tel agrément.

Compagnons au féminin

Fin 2004, les Compagnons du devoir ont admis dans leurs rangs pour la première fois des femmes : une charpentière, une tailleuse de pierre et une menuisière. Les femmes étaient déjà acceptées en apprentissage depuis une dizaine d'années. L'accès au titre de compagnon a suscité des débats houleux au sein de l'institution. Les trois femmes n'accéderont vraiment au titre de "Compagne" que dans un an, après avoir fait leur "tour de France" et réalisé leur chef-d'œuvre.

ALLEMAGNE

Prostitution obligatoire ?



DR

L'Allemagne se retrouve dans un triste imbroglio juridique. En 2002, une loi a légalisé la profession de prostituée. Or la nouvelle loi sur l'emploi, entrée en vigueur le 1er janvier 2005, oblige les chômeurs à accepter le travail qu'on leur propose sous peine de se voir radiés des aides sociales. La très officielle fédération allemande des métiers du sexe n'a pas hésité un instant lançant un appel à recrutement auprès de l'Agence fédérale de l'emploi. Une chômeuse allemande qui se voit proposer un poste de prostituée peut-elle encore légalement refuser ?



Nord/Sud

Artisans du monde dans les grandes surfaces ?

Artisans du Monde est actionnaire de la société Solidar'monde qui a commencé à négocier des contrats avec des grandes surfaces pour diffuser des produits issus du "commerce équitable". Cela a provoqué un vaste débat au sein du réseau des boutiques Artisans du monde (une centaine en France), débat qui ne sera tranché qu'en juin prochain lors de leur assemblée générale. Le débat est le suivant : les producteurs du sud poussent à cela pour augmenter leurs débouchés, mais les bénévoles des boutiques craignent que rapidement les grandes surfaces, dont le fonctionnement est tout sauf équitable, ne contrôlent la situation et détériorent la situation. L'exemple de Max Havelaar sert pour les uns d'arguments, pour d'autres de repoussoirs. La vraie question est peut-être celle-ci : fait-on seulement de la solidarité avec quelques producteurs ou essaie-t-on de lutter contre un système, celui des grandes surfaces, qui détruit peu à peu le monde ? Va-t-on accepter de diffuser dans les grandes surfaces quelques centaines d'articles "équitables" noyés au milieu de milliers de "non-équitables". Certains magasins d'Artisans du monde, comme à Rouen, qui ont commencé à travailler sur la question des rapports équitables aussi ici, avec les producteurs bio, avec les entreprises de l'économie solidaire, posent la question du rôle réel des grandes surfaces.

Limites des codes de bonne conduite

A la suite des campagnes menées par différents collectifs d'ONG comme en France *De l'éthique sur l'étiquette*, les grandes firmes qui délocalisent leur production ont souvent multiplié les codes de bonnes conduites pour se refaire une image de marque. Mais qu'en est-il concrètement ? Ainsi *Décathlon* affirme avoir adhéré à deux codes de conduite : un interne et un de la Fédération nationale du commerce des articles de sport et loisir (donc aussi un code interne mais intermarque). La firme disposerait de 400 "responsables sous-traitant" chargés de suivre ce qui se fait chez ses 2500 fournisseurs. *Réseau-Solidarité* est en contact avec un syndicat thaïlandais. Au sein de *MSP Sportwart*, une usine qui travaille essentiellement pour Nike et Décathlon, on retrouve les cadences infernales, les heures supplémentaires imposées, les insultes de l'encadrement et les fouilles corporelles (qui s'apparentent parfois à du harcèlement sexuel)... En novembre 2003, une section syndicale se crée qui alerte des associations de défense des droits humains. Un dialogue s'engage avec la direction, lequel est rompu un an plus tard avec le licenciement de trois dirigeants syndicaux. Affirmant que la législation locale a été respectée, ni Nike, ni Décathlon ne souhaitent intervenir dans le conflit. Pour que Décathlon prenne ses responsabilités dans cette histoire, *Réseau-Solidarité* a lancé une campagne de lettres (jusqu'à fin mai). On peut y participer en prenant contact avec *Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.*

Travail forçé en Birmanie.

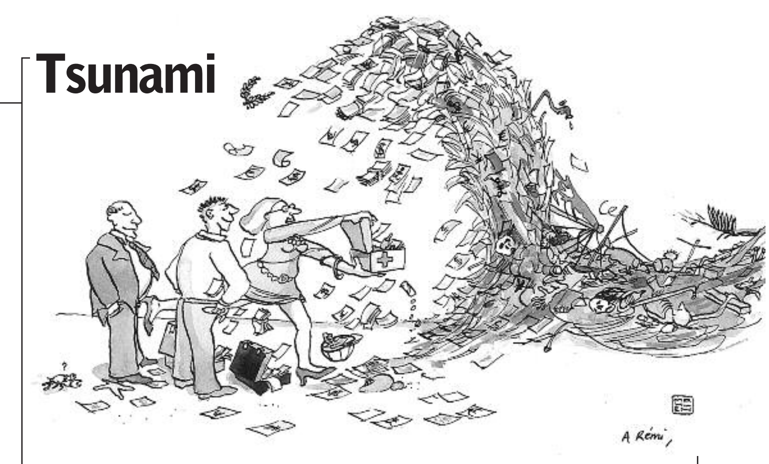


BIRMANIE

Total pollue la démocratie

Le 21 février, un collectif d'ONG (Ligue des droits de l'homme, France-Liberté, Sud-Chimie, info Birmanie, Agir ici...) a lancé une nouvelle campagne pour dénoncer le financement de la dictature birmane par le groupe pétrolier Total. Cela fait maintenant dix ans que Total a signé un accord avec la junte au pouvoir. La campagne demande que Total se retire du pays. La campagne est lancée également dans de nombreux autres pays. *Total pollue la démocratie, LDH, 138, rue Marcadet, 75018 Paris.*

Tsunami



■ **Promesses.** L'ONU dans un rapport daté de mi-février, signale qu'un mois et demi après le tsunami, les deux tiers des sommes promises par les gouvernements ne sont toujours pas disponibles. L'important, en politique, c'est de promettre, pas de tenir ses promesses. *(Le Monde, 14 février 2005)*

■ **Solidarité des institutions internationales.** Selon les pays, les victimes sont pour 40 à 60 % des pêcheurs. Jusqu'à maintenant l'Indonésie s'était opposée à l'entrée dans ses eaux territoriales des bateaux-usines des pays du Nord pour protéger ses petits pêcheurs artisanaux. Liant cet engagement avec une promesse d'aides, le FMI et la Banque mondiale font pression pour l'ouverture des eaux... ce qui pour le coût finirait de détruire la pêche artisanale.

■ **Générosité américaine.** Les USA avaient promis leur générosité pour les victimes du tsunami du 26 décembre en Asie. Concrètement, un navire-hôpital *Mercy* (Pitié !) est arrivé près des côtes indonésiennes... le 5 février. Alors qu'il peut accueillir jusqu'à mille personnes, la première semaine, il n'en a accueilli que 68. Les blessés n'ont pas dû les attendre pour chercher des soins.

■ **Sri-Lanka : répression.** Profitant de la désorganisation qui a fait suite au tsunami, des sociétés locales en ont profité pour réprimer les mouvements syndicaux locaux. Une campagne de lettres de protestation a été lancée par *Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.*

■ **Soutien.** Swahida ("confiance en soi") est un groupe de femmes qui s'est créé en 1986 en Inde pour dénoncer les rapports de castes et le quasi-esclavage des femmes dans nombre de milieux. Cette association s'est investie dans les alternatives économiques pour permettre aux femmes d'être financièrement libres. Elles se sont notamment investies dans la reconstruction d'un village de pécheurs à Kanyakumari, village qui a été ravagé par le tsunami. Elles font notamment des prêts d'honneur pour éviter le recours aux usuriers et favoriser la mise en place d'artisanat visant à l'autosuffisance locale, à l'entraide de voisinage, à la solidarité. Une collecte de fonds est organisée pour elles par l'*Union pacifiste de France, BP 196, 75624 Paris cedex 13* (chèques à l'ordre de l'UPF, mention au dos : Swahida).

PARIS-DAKAR

Cinq morts de plus

Il y a eu au moins cinq morts cette année sur le Paris-Dakar : deux pilotes de moto, deux spectateurs qui suivaient à moto et une fillette de six ans happée par la roue d'un camion. Cela fait au moins 35 morts depuis de le début de cette balade indécente de gros riches. Cette année, les 465 véhicules auront consommé au moins trois millions de litres de pétrole. Pour contrer la prochaine édition : *Tam-Tam Dak-out, BP 20833, 11000 Narbonne.*

CÔTE-D'IVOIRE



Manif anti-Français..

Reprise des affrontements ?

La tension reste d'autant plus vive dans le pays que le gouvernement remet régulièrement de l'huile sur le feu. Et cela risque fort d'empirer puisque le mandat de l'ONU pour être présent comme force d'interposition s'achève en ce mois d'avril.

NUCLEAIRE ? NON MERCI

Prolifération nucléaire

■ **Russie : disparitions inquiétantes.** La désorganisation qui a suivi la fin de l'URSS a provoqué une fuite des cerveaux, mais aussi une fuite du matériel dans le domaine du nucléaire militaire. La CIA qui a enquêté en Russie estime, dans un rapport présenté au sénat US, début février, que la moitié des sites situés en dehors de la Russie ont fait l'objet de vols. La corruption actuelle fait perdurer le phénomène. Selon l'agence américaine, il est tout à fait possible que des armes nucléaires soient passées aux mains d'autres Etats comme la Corée du Nord, de résistants tchétchènes ou encore de groupes terroristes.

■ **Grande-Bretagne : plutonium disparu.** Un décompte précis des quantités de plutonium sur le site de l'usine de retraitement de Sellafield (équivalent de celle de La Hague en France), a montré un écart de 30 kg entre le plutonium théoriquement traité et les stocks réels. Selon les responsables du site, il ne s'agirait que d'un écart dû aux imprécisions dans les mesures. Certains experts en armes ucléaires n'en sont pas si sûrs et estiment qu'un vol a pu avoir lieu. Avec 30 kg de plutonium, on peut alimenter de quoi faire sept bombes atomiques.



DR

L'usine de retraitement de Sellafield (GB).

■ **France : essais secrets ?** Officiellement sur la base militaire de Moronvilliers, près de Reims, le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, ne fait, selon les informations données à nos élus, que des "opérations optiques" destinées à l'amélioration mécanique de notre force de frappe. Le système dit *Airix* (Accélérateur à induction de radiographie pour l'imagerie X), fort coûteux, semble servir à d'autres fins. L'association *Stop-Essais* affirme ainsi qu'en novembre dernier une explosion a fait sauter le couvercle d'une cuve d'expérimentation soi-disant étanche provoquant un début de panique chez les militaires. *Stop-Essais* estime qu'il pourrait y avoir usage de matières fissiles lors de ces essais normalement sans charges nucléaires. *Stop-Essais, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 69 07 78 37.*

Palmarès des ventes d'armes

Avec 5 milliards d'euros par an entre 1994 et 2003, la France occupe la troisième place des ventes d'armes dans le monde, derrière les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La France fournit 12 % des armes. Les trois premiers fournissent 75 % des armes. Si l'on rajoute la Russie et l'Allemagne, on dépasse 90 % des armes.

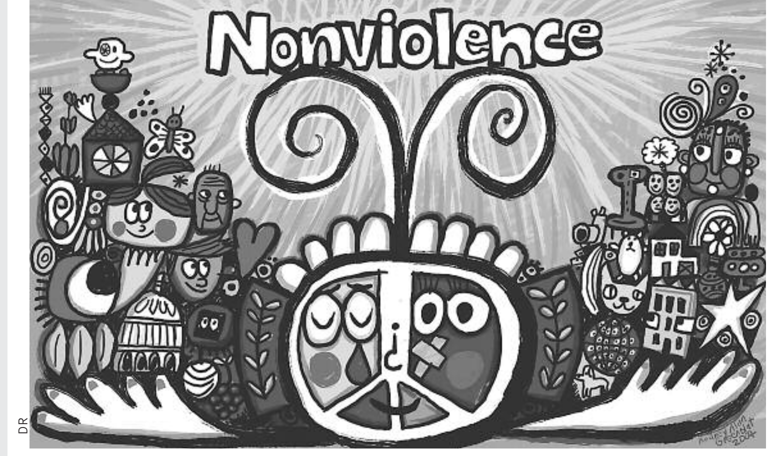
Pas de sous pour le service public

Le 7 décembre, le gouvernement a passé commande de 59 avions de combat Rafale à Dassault Aviation pour un montant de plus de 3 milliards d'euros.

Jeunesse et non-violence

La communauté de l'Arche de Lanza del Vasto organise du 15 au 24 juillet un camp international de formation à la non-violence pour les jeunes à partir de 14 ans. Ce camp est un lieu de rencontre où l'on partage les connaissances et les expériences de chacun pour approfondir les thèmes en relation avec la non-violence par différents ateliers dans une ambiance de convivialité et de vacances. Les parents peuvent accompagner leurs enfants. Le camp à lieu à Jahouls, à 2 km de la communauté de la Borie-Noble.

Des interprètes pour l'espagnol, l'italien, l'anglais et l'allemand sont prévus. Pour avoir le programme complet : *Sylvie Cremer, La Borie-Noble, 34650 Roqueredonde, tél : 04 67 44 09 89.*



DR

Peinture de Rodney Alan Greenblat, juin 2004.

TREMBLEMENT DE TERRE EN IRAN

ENCORE ! ÇA VA BIENTÔT RESSEMBLER À L'IRAK AVANT MÊME QU'ON LES ATTAQUE

LASSERRE.

Bush dégoût

■ **Ecoles détruites.** Le régime de Saddam Hussein était fortement critiquable, mais tous les enfants pouvaient suivre une scolarité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'UNICEF a publié un rapport faisant état de 700 écoles et 300 collèges bombardés, 4600 pillés, 50% des collèges et 60% des écoles n'ont plus d'eau…

■ **Armes biologiques ?** Les bombardements autour de Bagdad détruisent les réseaux d'alimentation provoquant une pénurie d'eau qui a des conséquences sur la santé. Au premier trimestre 2004, 5460 cas de typhoïdes sont apparus. Les cas de tuberculose se multiplient. Depuis le début de l'embargo en 1991, le taux de mortalité infantile dans le pays a doublé, un enfant sur trois souffre aujourd'hui de malnutrition.

■ **Troupes d'occupation.**
Au 1er janvier 2005, les Etats-Unis comptaient 275 000 militaires hors de leurs frontières, un nombre qui a triplé depuis six ans.

■ **Grèce : prison**. Georgios Monastiriotis, soldat professionnel a refusé son départ en Irak en mai 2003. Déserteur, il a été arrêté en septembre 2004 et condamné à 40 mois de prison.





Semaine sans télé 2005
du 2 au 9 avril
Bien sûr, la télévision est polluante à fabriquer, à faire fonctionner, puis comme déchet, mais surtout, par nature, elle conduit à la passivité. Elle est le média de la communication superficielle, simplificatrice, n'acceptant que les discours binaires. Elle est l'outil de régression des masses dont ont besoin les publicitaires et les industriels pour réduire les êtres humains à l'état de consommateurs. Refuser la télé ? Extrémistes ! Le discours de la libération et de la résistance est immanquablement psychiatrisé par les chiens de garde de l'ordre marchand. Les personnes libres sont la grande terreur du système. La Semaine sans télé : une bonne occasion de jeter l'œil qui vous surveille et formate vos enfants en moyenne 3 h 30 par jour. Alors... Debout, le monde a besoin de nous pour le transformer. Pour le sauver.
antipub.net

Semaine sans télé

En moyenne, les Français passent 3h30 par jour devant leur télévision. Du 2 au 9 avril, l'association *Casseurs de pub* organise sa traditionnelle semaine sans télé, l'occasion de fermer la boîte à rendre les cerveaux disponibles pour la publicité et de redécouvrir que l'on peut faire autre chose, avec des personnes réelles et non des images qui bougent. *Casseurs de pub, 11, place Croix-Pâquet, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 09 82.*

USA

Flicage électronique

Alors que la méthode est déjà utilisée pour les animaux domestiques, les villes de New York, San Francisco, Washington et Bethlehem ont accepté de participer à un projet du département de la santé et des services humains qui prévoit la pose de puces électroniques sous la peau pour suivre les mouvements des SDF, sous prétexte de lutter contre la pauvreté et le crime. Les puces ont la taille d'un grain de riz. Demain, tout le monde aura son grain de riz dès la naissance !

Le pouvoir de l'argent

Les petits consommateurs semblent si insignifiants. Ils ont pourtant un pouvoir extraordinaire : celui d'acheter ou non tel produit, celui de nourrir de de son argent ou non telle ou telle entreprise, celui de cautionner ou non tel ou tel entrepreneur. Chacun a la possibilité de choisir à qui il donne son argent... et de là, à qui il donne du pouvoir économique et financier... Pour essayer d'amorcer une démarche collective, une association s'est mise en place : *Association Colibri, "Lutscrampo" 32800 Eauze.*

Zone de non-droit pour les étrangers

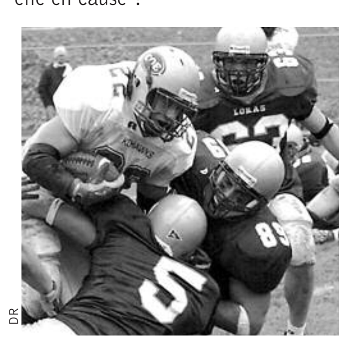
Dans les aéroports et dans les gares internationales, on trouve des ZAPI "zones d'attente pour personnes en instance". Celle de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle est de loin la plus fréquentée : 98% des demandes d'asile y sont faites. Ces demandeurs y représentent 55% des passages, aux côtés des sans papiers (21%), des personnes en transit interrompu (23%). L'Anafé, Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers, qui fédère une vingtaine de groupes (Cimade, Forum réfugiés, ACAT, Ligue des droits de l'homme, syndicats...) dénonce les irrégularités constatées au cours de différentes enquêtes : violences physiques et intimidation, enfermement, maintien de l'ignorance sur les droits dont les personnes peuvent bénéficier, absence de contact juridique pendant les quatre premiers jours (plus de la moitié seront renvoyés avant même ce délai), divulgation d'informations à caractère privé, maltraitance d'enfants... Un rapport sur ce sujet est disponible contre 5Ä à commander à : *Anafé, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 67 27 52.*

Profit contre emplois

En 2004, le bénéfice du groupe Total a atteint 9,6 milliards d'euros... soit plus que les salaires de ses 110 000 salariés (6,7 milliards d'euros). France-Télécom a reversé 1,18 milliards à ses actionnaires... ce qui selon les syndicats représente l'équivalent des salaires de 20 000 emplois.

Vive le sport !

■ **Football américain.** Le sport numéro 1 aux Etats-Unis est le football américain, un sport plus violent que le rugby.
Une étude vient de montrer que l'espérance de vie des joueurs professionnels n'est que de 47 ans ! La violence des chocs en particulier à la tête provoque en effet de nombreux décès.
■ **Mort subite.** Chaque année, en France, environ 2000 sportifs meurent d'un arrêt cardiaque en exerçant leur sport. L'INSERM vient de lancer une étude épidémiologique qui durera jusqu'en 2009 pour étudier les causes de ces décès. La compétition serait-elle en cause ?


DR

Publicité

■ **Bruxelles : des ours contre la pub.** Le 16 février, pour l'entrée en vigueur du traité de Kyoto, des militants de Résistance à l'agression publicitaire, déguisés en ours, ont déambulé dans les embouteillages et devant les panneaux publicitaires pour demander que l'on cesse les incitations à acheter des voitures. Ils ont demandé a être reçus au ministère de l'environnement, mais les ours n'y sont pas admis aussi facilement... Contact : *rap@antipub.be.*



DR

■ **Paris : pour qui allez-vous travailler ?** Le 8 février, Thomas Guéret, président de Résistance à l'agression publicitaire est invité à un débat à HEC, Hautes études commerciales. Contredisant les pro-pubs présents, il déclenche des applaudissements. Christophe Lambert, directeur de Publicis s'empare alors du micro et tendant un doigt menaçant lance cette tirade : «J'en ai entendu quelques-uns qui ont applaudi par ici. Mais, dites, vous savez où vous êtes, ici ? Vous savez qui seront vos employeurs à la sortie de cette école ? Vous avez une idée de qui vous payera, de comment vous gagnerez votre vie ?». Futurs collaborateurs du système, apprenez à ne pas avoir d'émotions.

■ **Paris : BVP occupé.** Le 11 février, une vingtaine de personnes ont occupé le siège du BVP, Bureau de vérification de la publicité, un organisme géré par les publicitaires eux-mêmes pour faire croire qu'ils ont une éthique. Comme ils disent : "ils s'autodisciplinent". L'occupation non-violente souhaitait attirer l'attention sur le fait que l'éthique en matière de pub n'existe pas et demandait la dissolution de cette organisation. Au bout de deux heures, les manifestants ont été raccompagnés par les policiers.

■ **Déversement publicitaire (1).** Vous en avez ras-le-bol de la publicité dans votre boîte aux lettres. Pour la troisième fois, un déversement est organisé à Paris le samedi 11 juin et un appel est lancé pour relayer l'action en d'autres lieux. Commencez dès maintenant à stocker les dépliants encombrants. L'action est co-organisée par le *RAP, assemblement anti-publicitaire, tél : 01 43 28 39 21 et le CNIID, Centre national indépendant d'information sur les déchets, tél : 01 55 78 28 67.*

■ **Déversement publicitaire (2).** Vous en avez ras-le-bol mais vous n'avez pas la place pour stocker les indésirables. Sachant que le premier distributeur de pub est La Poste, il existe un peu partout des lieux où vous pouvez stocker la pub : les boîtes jaunes du distributeur.

■ **Refus de distribution.** Depuis le 7 février, une bonne centaine de préposés de La Poste dans l'Isère font la grève des distributions de publicité. Ces distributions sont actuellement comptées en heures supplémentaires, le syndicat Sud-PTT demande à ce que cela soit inclus dans le temps de travail... avec création de postes en conséquence.

Pour le libre accès à la musique

Le groupe de rock Godon fait le pari du libre accès à sa musique sur internet, prenant le contre-pied des campagnes actuelles contre le piratage. Le groupe, qui vit de ses concerts, pose la question de savoir à qui profitent les ventes de CD : aux auteurs ou aux intermédiaires ?

Lundi 17 janvier 2005, au journal de la mi-journée sur Europe 2, l'interview de Dominique, chanteur/auteur de Godon, est diffusée face au lancement de la campagne de communication organisée par les grandes maisons de disques et les lobbies de l'industrie musicale. L'objet de cette opération est d'essayer d'enfoncer dans le crâne du public que le téléchargement, pour être légal, ne peut être que payant, et que la pratique du peer-to-peer (échange entre particuliers de fichiers, musicaux ou autres, sur Internet) ne peut que nuire aux artistes, à leurs maisons de disque et à la création dans notre beau pays en général. D'ailleurs, si l'on en croit le président de la SACEM (1), Laurent Petitgirard, *"L'internet signifie la mort de la création musicale"* ! De son côté, Dominique affirme que pour son groupe, il s'agit d'un enjeu majeur, de montrer *"qu'on peut laisser la musique en libre téléchargement (…) et en même temps, faire des concerts, être rétribué pour, vendre des Cd, gérer nos droits d'auteur. Ce qu'on met en téléchargement, c'est la musique, et elle est accessible librement. Ce qui est en vente dans le magasin, c'est la musique et son support, le travail graphique, la pochette, ce qui est écrit dedans, le Cd, l'objet lui-même, et le plaisir qu'il peut y avoir à acheter un Cd en magasin. Et ça, on ne peut pas le remplacer"*.

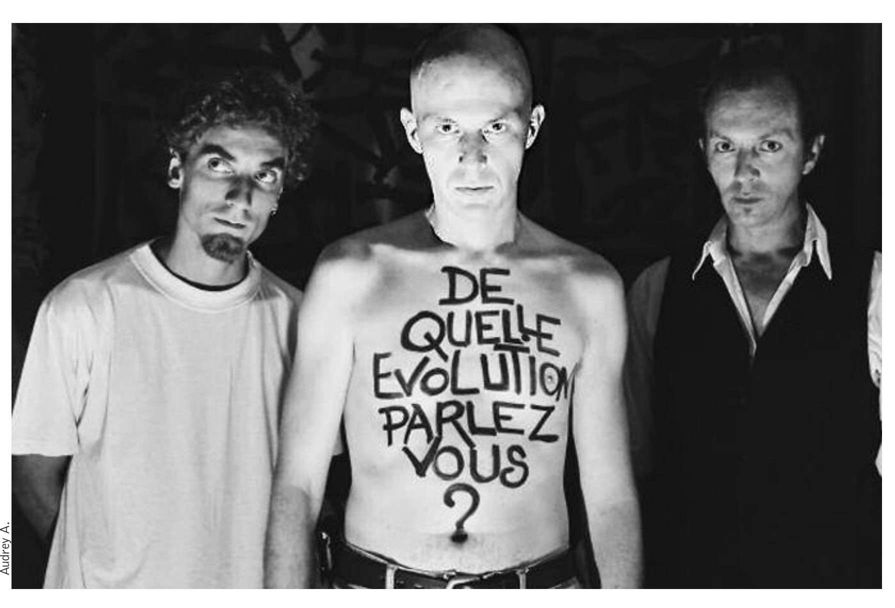
C'est en cela que consiste la libre diffusion. Concrètement, dans la majorité des cas, les utilisateurs peuvent télécharger les morceaux, en faire des copies et les distribuer autour d'eux en respectant des conditions simples, telles que la mention de l'auteur et du contrat de diffusion qui accompagne les morceaux. Des conditions supplémentaires peuvent être envisagées, notamment avec les contrats Creative Commons. Par exemple, les utilisations commerciales ou les modifications de l'œuvre peuvent être soumises à l'autorisation de l'auteur (2). Nous avons demandé à Dominique Godon les avantages de cette pratique.

De l'auteur-acteur au consom'acteur

Dominique Godon : Pour l'auteur, les avantages de la libre diffusion sont immédiats puisqu'il/elle touche la majeure partie des recettes sur son œuvre et peut gérer ses droits d'auteur lui/elle-même ; contrôle l'exploitation de ses œuvres, morceau par morceau, si besoin est ; échappe à toute obligation contractuelle permanente et systématique sur l'ensemble de ses œuvres. Enfin, dans le cas où l'auteur fait partie d'un label, c'est aussi pour cet organisme (en général associatif) un abaissement des coûts de distribution, de promotion, DRM (droits de reproduction mécanique), de paperasses, etc.

A l'autre bout, la libre diffusion présente aussi un certain nombre d'avantages pour les utilisateurs : il a la certitude de n'enfreindre aucune loi (copyright ou autre) en utilisant l'œuvre. Il a d'abord la garantie que la majeure partie des recettes (voire la totalité) est versée à l'auteur, et non à des intermédiaires souvent peu scrupuleux. Ensuite, la variété des œuvres proposées est en augmentation constante, leur qualité n'ayant dans l'ensemble rien à envier aux productions "industrielles". Ainsi, l'utilisateur peut découvrir des groupes ou artistes qu'il n'aurait pas eu l'occasion d'écouter sur les circuits "classiques". Pour finir, dans un grand nombre de foyers, l'achat d'un disque représente une dépense conséquente. Dans le même temps, les connexions internet et les ordinateurs sont de plus en plus présents, même chez les plus modestes. Ainsi, l'accès à la culture devient possible et facile, en dehors de la seule relation produit/consommateur.

C'est d'ailleurs la raison d'être de l'engouement actuel autour des licences Creative Commons. Grâce à ces textes, aujourd'hui traduits et adaptés au droit français, le fait de publier et de partager ses créations artistiques n'est plus réservé à une élite, ou, pour ceux qui ne pouvaient faire autrement, au recours au compte d'auteur, vaste fumisterie dont ont profité nombre de pseudo-éditeurs. Chacun devient auteur, et peut mettre à disposition tout ou partie de ses œuvres, tout en ayant la possibilité de déterminer finement quels sont les droits qu'il concède aux utilisateurs.



Audrey A.

(1) SACEM, Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
(2) Creative commons a mis en place des contrats types pour ceux qui veulent échanger en dehors du système commercial traditionnel, pour en savoir plus : http://fr.creativecommons.org.

***Silence* : Finalement, on s'aperçoit que le copyright (© ou DR, droits réservés) utilisé par le marché classique vise principalement à la protection des droits du producteur, des diffuseurs, des majors — bref des intermédiaires et non des auteurs — tandis que celle de copyleft (accès libre avec conditions variables) permettrait aux artistes de reprendre en main la gestion financière et légale de leurs œuvres, d'en choisir la destinée ?**

Dominique Godon : C'est également cela, et il n'est que de voir la quantité d'œuvres de toute nature qui sont référencées chaque jour, voire chaque heure, sur les serveurs de commoncontent.org, pour s'en convaincre ! Les plateformes de ce type se multiplient, dans tous les pays. Le résultat, c'est à mon sens, une diversité culturelle qui était soigneusement tenue sous silence depuis longtemps : il y a autant de façons d'aborder et de faire la culture qu'il y a d'humains sur notre planète !

***Silence* : Cela pose pourtant encore différents problèmes. Il y a d'abord la dépendance de l'artiste (l'émetteur) et ici de l'auditeur (le récepteur) à la méga-machine, internet en particulier. L'inégalité d'accès de la population à cet outil, la distance — in fine paradoxalement accrue par un lien "direct" — entre émetteur et récepteur mais aussi la bataille commerciale pour la visibilité de l'artiste (3) dans un réseau largement aux mains des marchands et des polices… font-ils d'internet un bon vecteur de libertés et de droits ?**

Dominique Godon : Je ne perçois pas l'utilisation d'internet comme une dépendance. Pour notre part, nous utilisons le réseau internet, la méga-machine, comme un vecteur de diffusion et de communication. Mais nous ne voulons pas en rester là. Nous nous efforçons de diffuser et de communiquer autour de nous, dans notre coin, comme on dit. De sorte que si, en dernier lieu, l'utilisation des réseaux devenait impossible, pour une raison ou une autre, nous n'en serions pas plus troublés que cela. Quant à la visibilité de l'artiste, je crois plus en la visibilité de l'œuvre de l'artiste, car elle reste, et l'artiste, non.

***Silence* : d'accord pour cette remarque mais le principal sens de ma question tournait autour de la publicité faite — et continuellement à faire — pour "être visible sur le net"…**

Dominique Godon : Oui, cela me rappelle, au tout début de l'histoire du groupe, on nous a, souvent en des termes assez aggressifs d'ailleurs, reproché de nous "planquer" derrière les licences libres, pour faire de la grossière pub. Pour faire ce que l'on appelle de la publicité, il faut des fonds. C'est la base. Et nous n'en avons pas. De plus, nous n'avons jamais eu la volonté de faire de la publicité, parce que dès le départ, nous savions que notre cause était juste. Nous savions aussi qu'il n'y avait pas de raisons pour que l'échange de fichiers musicaux en ligne s'arrête, et que l'actualité, y compris judiciaire, allait se développer autour de ces sujets.

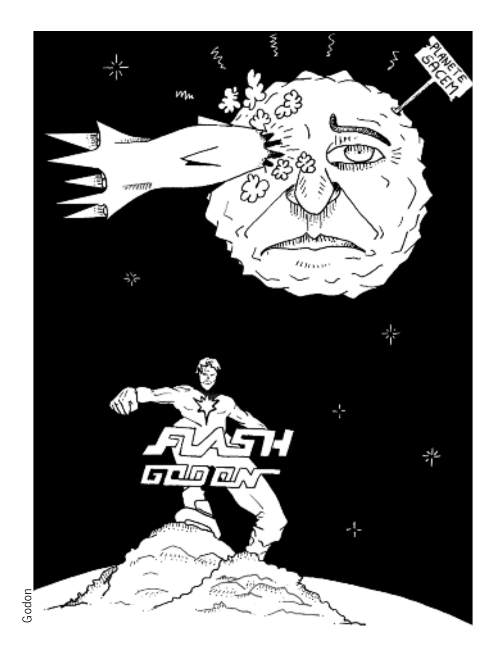
En ce qui concerne internet, nous envisageons le site comme une publication. Ce pourrait être un journal papier d'ailleurs, mais il se trouve que nous savons mieux publier en ligne qu'en papier. Et comme toute publication dont le fondement éditorial n'est pas une simple communauté d'intérêt, mais réside dans une certaine forme de droiture et de fermeté — attention, pas aux sens politiques de ces mots (!) — nous avons confiance dans le temps qui passe, et dans la fidélité de nos amis et fans ! Sur le site, il y a deux petites annonces Google, que j'ai réglées de manière à écarter les gros annonceurs, ce qui donne des résultats amusants, souvent !

L'essai avant achat

Un peu à l'image des bornes d'écoutes chez les disquaires, la libre diffusion constitue souvent un essai avant achat. Mais ceci ne se limite pas aux contenus musicaux. Citons l'exemple de l'auteur de science-fiction anglais Cory Doctorow qui, en même temps qu'il diffusait son dernier roman en libre accès sur son site internet, le proposait à la vente dans les librairies. Plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires furent téléchargés, et 50 000 vendus en librairie. Le groupe Godon propose sur son site l'intégralité de ses morceaux en libre téléchargement depuis le 12 juillet 2004, et simultanément, le disque est en vente sur des sites commerciaux et chez les disquaires.

A l'heure d'écrire ces lignes, nous en sommes à pratiquement 19 000 fichiers téléchargés, alors que les ventes de Cd sont à peine en train de commencer de frétiller, avec quelques dizaines d'exemplaires vendus, en ligne, en magasin et lors de concerts.

***Silence* : "Essai avant achat", comment ce grossier argument de vente peut-il devenir un slogan lié à la liberté ? Le concert, le passage à la radio (associative et publique), l'inscription de l'œuvre dans le réseau public des médiathèques et bibliothèques restent (tant bien que mal, il est vrai) des moyens directs et gratuits de découverte. Finalement on retombe dans l'accumulation et le gaspillage, la consommation plus ou moins effrénée, l'art jetable (d'ailleurs rappelons que tout disque est enregistrable sur une cassette vierge mais la consommation a rendu aussi cette machine obsolète !), non ?**



Dominique Godon : Oui, je comprends ce que vous voulez dire. "Essai avant achat" n'est pas un argument de vente, dans notre cas. C'est un argument de non-vente. Ce que cela signifie, concrètement, c'est que "vous pouvez écouter la musique, avec une très bonne qualité d'écoute, et ce, sans avoir à l'acheter". Pour ce qui est du concert, c'est évidemment notre priorité, et nous voulons présenter des prestations de qualité, de manière à ce qu'on ne puisse pas dire "oui, la musique en libre diffusion, c'est tout, sauf professionnel". Les passages en radio sont également un très bon moyen de diffusion, reste quand même qu'il faut que l'animateur ou le programmateur aime la musique, assez pour la diffuser en tout cas. De plus, un titre reste rarement à l'antenne plus de quelques jours, donc dans la durée, c'est un budget qu'il faudrait consacrer aux relations avec les radios, ce que font les majors, d'ailleurs. Nous préférons garder quelques radios "amies", et ponctuellement essayer de diffuser là où nous allons faire un concert. Les médiathèques et bibliothèques acceptent évidemment le don et le dépôt d'œuvre, mais imagine-t-on le coût que cela représenterait d'envoyer un album aux médiathèques et bibliothèques partout en France ?

(3) Au cours du seul premier trimestre 2004, plus de 4,7 millions de nouveaux sites web ont été créés. Ils sont déjà (mais aussi seulement !) 70 millions dans le monde pour 700 millions d'usagers. in "Médias en crise", I. Ramonet, *Le Monde diplomatique*, janvier 2005.

Silence : Il s'agirait d'achat des œuvres par ces institutions, de "forcer" l'entrée de l'espace public pour rendre compte de cette diversité baillonnée…

Dominique Godon : Ce serait vraiment une mesure concrète, qui pourrait favoriser "réellement" la diffusion et la découverte, ainsi que la diversité. Mais cet état d'esprit, à ma connaissance, n'existe qu'en de trop rares endroits. Quant au gaspillage, dans la mesure où nous disons "Vous pouvez écouter la musique sans forcément acheter le CD", il me semble que nous participons d'une certaine décroissance, salutaire à mon sens. Mais ce n'est pas là l'origine de la libre diffusion telle que nous la pratiquons.

De la question des droits et libertés

Silence : Asian Dub Foundation ou le chanteur québécois, Richard Desjardins sont des musiciens engagés — dans leur(s) art(s) mais aussi dans la vie de tous les jours — qui passent par des labels autonomes mais produisent des albums non copiables. Richard Desjardins écrit d'ailleurs au dos de Kanasuta, son excellent dernier album : "Vous pourrez copier cet enregistrement quand je pourrai cloner ma bière".

Et ces artistes qui ne font aucun enregistrement (Screaming Jay Hawkins, par ex !) ou qui limitent ce commerce à de l'artisanat en vente directe (avec liberté de copier) tel des groupes punks comme Utopia ?, René Binamé… Et enfin, le récepteur de l'œuvre n'est d'ailleurs pas que passif et agit : combien de fois ai-je entendu des copains et copines dire : "oh non, ce disque je l'achète parce que c'est des mecs bonnards et engagés".

La question du collectif et de l'individuel me semble être soulevée par notre débat. Comment ne pas constater que l'émetteur et le récepteur sont finalement "seuls" ? Chacun doit d'abord mettre en place des prothèses techniques pour échanger. Et il y a ensuite, par leur "court-circuitage", un risque de non rémunération et de non reconnaissance des intermédiaires qui ne sont pas toujours parasites. On ne constitue alors pas un réseau solidaire et éthiquement responsable de tous les acteurs de la création jusqu'au récepteur lui-même. Non seulement ce monde différent ne se construit pas mais renforce de surcroît l'atomisation des partenaires par la copie à petite échelle d'une nouvelle tendance d'accès à l'art qui conserve les tares et les limites du système classique que vous critiqueriez !

D'ailleurs, je voulais vous demander dans quelle mesure les musiciens sont libres ou non de voir les majors "protéger leurs droits" en imposant à ces derniers des dispositifs anti-copie pour leur production ? Et ceci est à mettre en relation avec le fait que des majors tels Sony ou Universal demandent d'un autre côté (ou du même) à "leurs vedettes" de fournir des versions de 90 secondes pour les vendre… en sonneries de téléphone (4).

Dominique Godon : Vous devriez garder à l'esprit que ces questions ne se posent pas vraiment, sauf à la signature des contrats, et là encore, les maisons de disque ont tous les pouvoirs, du genre : "si cela ne vous convient pas, la porte est grande ouverte !". La plupart du temps, les musiciens ou groupes en question ont confié, par contrat, la gestion, non seulement de leurs droits, mais aussi de leur image, la gestion de leur carrière, et quand il s'agit de grosses vedettes, les comptes bancaires, les prêts plus ou moins officiels deviennent "monnaie courante" ! Alors, ils n'ont pas vraiment le choix, on les fait taire avec le blé, et ils sont juste sensés faire le "show" que le public attend !

Je voudrais dire qu'en ce qui concerne la bière, c'est chose faite : une recette de bière tout ce qu'il y a de plus délicieuse à été diffusée sous licence *Creative Commons*, avec donc la possibilité de la reproduire, de l'améliorer et d'en faire profiter tout le monde ! Donc Desjardins va pouvoir écrire au dos de ses Cd qu'on peut les copier ! Concernant le système "classique" de la diffusion, je ne peux personnellement pas dire que je le critique ou bien que je m'y oppose ! Il me semble que je pratique une diffusion sensiblement différente, mais certainement pas née d'une opposition, ou d'une critique. Née d'une soif de liberté, mais j'y reviendrai plus loin. La question du collectif, dans notre cas, est très simple : il y a des hommes et des femmes qui aiment notre musique, nos textes, notre façon de porter ces contenus à leur connaissance, et ils nous le disent. Ils nous le disent de diverses manières, chacun la sienne en fait. Ce qui est vraiment frappant, c'est que pour la plupart, ils ont été jusqu'à mener des actions presque militantes en notre faveur, et en faveur de la libre diffusion, spontanément, et librement.

Cela nous a poussé à fonder une organisation, qui s'appelle le GOOM, une sorte de collectif, justement, de ces gens qui aiment œuvrer librement et spontanément à répandre la libre diffusion... et la musique de Godon ! Le seul danger que les "prothèses techniques" font peser, c'est au niveau de la copie. Les majors du disque ont en fait simplement raté le train de l'internet. Si l'on regarde de près ce qu'est un ordinateur, à la base, on comprend très vite mieux ce dont il est question : c'est un calculateur prodigieusement rapide, et par là, capable de reproduire très vite et en grande quantité des calculs. S'il peut reproduire des calculs, il peut aussi reproduire des fichiers, et donc de la musique. C'est une des plus vieilles fonctions de l'ordinateur : copier, copier et copier. En mettant tous ces ordinateurs en réseau, connectés les uns aux autres, il fallait s'attendre à ce que des copies circulent, en dehors de tout contrôle ! Pour effectuer un contrôle sur les copies circulant sur internet, à mon humble avis, il faudrait changer la nature même de l'ordinateur. Donc plutôt qu'"un court-circuit", il s'agit d'un réel changement, une évolution dans la façon d'envisager l'information en général, et donc l'art et les pratiques artistiques, notamment en matière de diffusion.

(4) Lire Dan Schiller, "*Esclaves volontaires du portable*", *Le Monde diplomatique*, février 2005.


Audrey A.

Politique rime avec zique…

Silence : Votre dossier de presse explique que la force de Godon c'est Liberté, égalité, fraternité et résistance (refus de l'uniformisation de la culture), et vous ajoutez c'est une démarche clairement a-politique. Outre l'ambiguïté de cette déclaration, il apparaît que cela corrobore les limites exposées ci dessus.

Dominique Godon : J'espère que vous voyez maintenant, après ma réponse précédente, que ce que l'on peut percevoir comme des limites, constitue pour nous une évolution essentielle. Je ne dis évidemment pas que tout est merveilleux sur internet ! Je dis simplement que des choses ont changé, et ce, de manière incontournable et irrévocable. Maintenant, concernant la résistance, c'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur, et je ne vois pas bien en quoi la mention de la résistance constitue une déclaration ambiguë. Pour nous, résister, ce n'est pas uniquement refuser l'uniformisation de la culture. *Résister, c'est créer, et créer, c'est résister.* Voilà en quoi nous nous réclamons de la résistance…

Silence : La résistance et le document joint à votre dossier de presse n'est pas la résistance ou les résistances, c'est une période historique et un contexte politique bien précis.

Dominique Godon : Je ne suis pas d'accord avec toi sur ce point. C'est à mon sens toute la portée de l'appel à la commémoration du programme du Conseil national de la Résistance que nous avons mis dans notre dossier de présentation et sur le site. La Résistance telle qu'exprimée dans ce document est une chose détachée de tout contexte politique, social ou socio-culturel. Il s'agit de favoriser les hommes et leurs conditions, plutôt que les idéologies et leurs réalisations. C'est dans les petites choses et les petits actes de création au quotidien que nous voulons exprimer notre solidarité avec, c'est le moins que l'on puisse faire, ceux et celles qui ont lutté, et, pour beaucoup, sont tombés, pour que nous puissions continuer.

Nous assistons depuis quelque temps à une tentative de prise de contrôle et de pouvoir par les grands argentiers et grands industriels, dans tous les domaines. Je pense que nous avons depuis longtemps dépassé le fait de savoir si notre position ou nos déclarations sont ambiguës ou non. L'urgence est simplement de continuer de créer, et donc, de résister. A-politique, car nous préférons nous en tenir strictement à l'esprit de la Résistance, qui n'est ni à gauche ni à droite, ni au centre, d'ailleurs. Cet esprit-là, qu'on le veuille ou non, puisqu'il s'attache à la condition des hommes et des femmes plutôt qu'aux idéologies et à leurs réalisations, se situe au-delà des clivages politiques traditionnels. Même si, historiquement, la plupart des courants politiques que nous connaissons aujourd'hui étaient plus ou moins représentés dans la Résistance. Quoiqu'il en soit, malgré de nombreuses tentatives, celle-ci n'a jamais pu être récupérée d'un côté ou de l'autre. Et n'est toujours pas récupérée.


Audrey A.

… Ou avec public ?

Silence : Le dualisme créé pour la réception de votre musique pose problème puisque, comme vous le mentionnez (et d'ailleurs y invitez le public) sur votre site internet : " acheter permet de diffuser librement la zique". Mais qui achète ? Celui qui a l'ordinateur adéquat et accès à internet ou celle qui veut vous soutenir et permettre un accès libre à vos œuvres… via internet ?

Dominique Godon : Nous assistons en ce moment à une situation paradoxale, bien que prévue depuis assez longtemps par nombre d'auteurs. La production des ordinateurs s'est accélérée de manière fantastique, ces dernières années, et parallèlement, les connections à l'internet deviennent de plus en plus abordables. La situation est la suivante : il est de moins en moins rare de trouver un ordinateur connecté à l'internet dans les foyers, y compris les plus modestes, ceux pour lesquels, justement, l'achat d'un CD n'est pas une dépense négligeable ! On peut tenter de s'élever devant cette situation, on pourrait vouloir se démener en tous sens pour que cela soit autrement... En vain, à mon avis. Qu'on se souvienne de l'arrivée du téléphone (ou de l'électricité !) dans les campagnes dans les années trente... D'aucun s'élevaient contre cette diablerie, qui allait bousculer les bonnes vieilles habitudes ! Pour ma part, j'ai tendance à penser que si les "bonnes vieilles habitudes" des uns et des autres se trouvent un peu bousculées par l'internet, ce n'est pas forcément une mauvaise chose...

Mais ceux qui achètent nos CD ne sont pas forcément branchés sur le net. Ce peut être lors d'un concert, ou tout simplement dans un magasin.

Silence : Votre démarche d'autoproduction et d'accès libre ne se trouvent-elles pas en contradiction avec ce que vous mettez finalement en avant sur votre site web : France Inter (infestée de publicités et au conformisme culturel affligeant) - Avez-vous ou préservez-vous un possible lien promo avec Inter ? - parmi une flopée de radios plus commerciales qu'associatives à côté d'une rubrique média étonnamment maigre (Le Monde Diplomatique et le site de Mermet) sans un seul titre de la presse alternative pourtant intéressée et parfois active sur les questions afférentes au copyleft, à la marchandisation du monde, à l'autonomie…?

Dominique Godon : Si nous affichons sur notre site godon.org les opérations de communication que nous menons à bien, c'est parce qu'il est crucial pour nous de faire savoir. Depuis le début, nous sommes persuadés que c'est en utilisant les outils modernes de communication, et les médias, que nous arriverons à montrer que notre musique tient la route, qu'elle peut nourrir nos familles, et donc, s'inscrire dans la durée. Concernant France Inter, nous avons fait bien pire, avec Europe 2 ! Mais à chaque fois, je n'ai pas rencontré un monstre infesté cherchant à me dévorer, mais des humains, eux-mêmes plus ou moins informés, dont pour certains, nous nous sommes fait des amis. Concernant la démarche en général, je suis plus sensible aux actes, si petits soient-ils, plutôt qu'aux déclarations d'intention. Chez nous, nous pratiquons le tri sélectif depuis longtemps, alors que notre département songe à peine à s'y mettre, nous utilisons avec grand bonheur les toilettes sèches et donc, pratiquons le compostage, nous allons bientôt mettre en route une station d'épuration domestique à plantes macrophytes, bref. Point besoin d'afficher, nécessité de pratiquer. Sur le site du groupe, nous avons vraiment un gros travail de mise à jour à effectuer, et nous sommes une toute petite équipe, avec des priorités incontournables. Mais, promis, je vais enrichir la rubrique des liens alternatifs. Concernant les radios, à côté de grosses radios commerciales, nous avons quand même pas mal d'amis dans le monde des radios et web radios associatives, comme Divergences FM à Montpellier, Digital Broadcast Channel en Suisse, Radio 666 en Normandie, etc.

Propos de **Dominique Godon** recueillis par **Matt Mahlen** ■



Comment se bloque un train ?

En tant que bloqueurs du train de déchets nucléaires, nous sommes très surpris à la lecture du "reportage photo" intitulé "Comment se bloque un train ?" (n°320), reportage qui décrit notre action du 7 novembre 2004 à Laneuveville-devant-Nancy.

S!lence a choisi de publier une série de huit photos accompagnées de courtes légendes, sans aucun article de fond pour l'étayer, sans aucun élément contextuel (pas de date, pas d'indication sur le lieu de l'action) permettant au lecteur de faire le lien entre ces images et la question des transports de déchets nucléaires (à l'exception de la courte légende de la photo n°5). Ce choix, largement contestable puisque le fond du problème n'est pas abordé, appartient à la rédaction et nous en prenons acte.

Mais quel était l'objectif de la rédaction en isolant ce reportage photo en page 35 de la revue ? En tant que participants à l'action et lecteurs de *S!lence*, nous attendons la réponse. S'il s'agissait de parler, d'informer sur les transports de déchets radioactifs, c'est malheureusement raté.

Quelques personnes nous ont fait part de leur étonnement par rapport au ton choisi par la revue pour traiter de cette action de désobéissance face aux transports de matières nucléaires. "On dirait que c'est un jeu", voilà l'expression qui est ressortie plusieurs fois. Est-il sérieux de présenter notre démarche de cette façon, avec un titre digne de la une du *Parisien* ou de *France soir* ? Croyez-vous que nous ayons bloqué ce train parce que c'est "cool", dans une ambiance de colonie de vacances — car c'est l'ambiance qui ressort du reportage ?

D'autre part, malgré ce choix de ne pas traiter le fond du problème, vous auriez néanmoins dû être précis sur les faits relatés.

Commençons par le titre. Il ne s'agit pas de n'importe quel train, mais d'un convoi transportant des matières hautement radioactives entre la France et l'Allemagne (déchets allemands "retraités" à La Hague qui faisaient le voyage du retour vers Gorleben).

Ensuite, à la photo 2 : nous ne sommes pas en train d'installer le tube. Nous le déterrons, celui-ci ayant été placé sous le rail bien au préalable.

Le comble de l'imprécision est atteint avec la photo 3. A la lecture de sa légende, on croirait vraiment qu'il suffit de se mettre sur la voie avec un panneau d'explication pour que le train s'arrête ! Or la procédure est bien plus complexe. Du coup, en nous faisant ainsi passer pour des inconscients, vous ne faites qu'apporter de l'eau au moulin du lobby nucléaire…

Enfin, la légende de la photo 4 nous semble également très choquante, voire potentiellement dangereuse, car bien trop imprécise au regard du caractère spectaculaire de l'image. La légende appropriée (puisque l'on est contraint par le format) aurait été : "Quand le train s'arrête, que les policiers sont descendus sur la voie et qu'ils sont à proximité des militants, menottage des poignets dans le tuyau".

Il est vraiment très dommage qu'une revue telle que *S!lence* – dont, faut-il le rappeler, le secrétaire de rédaction a jeûné récemment pendant un mois pour alerter sur la relance du nucléaire – ait fait preuve d'autant de légèreté pour traiter d'un sujet qui mérite quelques articles de fond.

Quel a été le degré de concertation entre *S!lence*, les auteurs de cette action et le photographe D. Sterboul dans la mise en forme de ce reportage photo ?

Nous nous permettons enfin de rappeler un extrait du communiqué que nous avons publié le 7 novembre :

"Un groupe d'individus concernés par les dangers du nucléaire a décidé d'entreprendre le blocage du train de déchets ultimes à destination de Gorleben. Pas moins de 26 personnes, venant des quatre coins de la France, ont participé a l'action, avec en commun la motivation d'agir de manière non-violente et radicale. L'absence d'information de la population au sujet du transport de déchets nucléaires renforce notre volonté de mener une action forte et symbolique qui puisse être largement relayée par les médias locaux et nationaux.

En parallèle, une manifestation d'information a été organisée en gare de Nancy (54), lieu de passage du train. C'est 10 km plus loin que nous nous sommes postés. La traversée d'une usine de produits chimiques, prévue dans l'itinéraire, a été un élément de plus pour déterminer le choix du lieu de notre action. Y faire passer un tel convoi est une aberration, au vu de l'évidence des risques encourus : c'est pourquoi nous avons choisi ce lieu pour rendre publique la vulnérabilité de ce trafic. Après une nuit d'attente, nous avons réussi à stopper le train


David Sterboul

Photo 2.



David Sterboul

Photo 3.

en présence de manifestants et de journalistes, sans haine, sans arme et sans violence. Il a fallu près de 2h30 aux forces de l'ordre pour dégager la voie, sans heurt et sans tension.(…) »

En espérant que la question de la désobéissance civique face au diktat nucléaire soit abordée de manière plus approfondie lors de prochains numéros !

Le groupe de Laneuveville ■

Comment se bloque un train ? (2)

En tant qu'auteur des images retraçant le blocage du convoi atomique de Laneuveville, je regrette que les huit photos publiées dans le n°320 de *S!lence* ne soient accompagnées d'aucune véritable description du contexte de l'action. Ce sujet sensible a été traité – il me semble – de façon très approximative, alors qu'il mériterait au contraire des explications détaillées. Ce choix étant celui de la rédaction, je me trouve obligé de décliner toute responsabilité sur la manière dont ces photos ont été présentées.

En accompagnant ces activistes, mon intention était de montrer comment ils parvenaient à placer l'Etat devant ses responsabilités au moyen de l'action directe non-violente. Par le simple fait qu'ils aient été capables de paralyser l'un de ces convois de mort pendant plus de deux heures, ce groupe de citoyens a démontré qu'il est impossible de sécuriser les transports de matières radioactives. Ce qui suffit, du coup, à discréditer toute la logique du système nucléaire.

J'espère que la rédaction de *S!lence* donnera à ses lecteurs toutes les informations indispensables à la compréhension de la philosophie et de la finalité de ces actions de blocage, ainsi que les revendications qui y sont associées.

David Sterboul ■
Paris.

Silence : *cette action a eu lieu juste en amont de celle qui a coûté la vie à Sébastien Briat. Nous avons de fait discuté surtout de comment faire en sorte que ce genre d'actions ne soient pas discréditées comme le font les grands médias… et initialement, ces photos étaient face à l'article d'André Larivière (deux pages avant).*
Ceci dit, en privilégiant l'aspect photos et en nous contraignant à des légendes courtes, nous avons effectivement écrit de grosses inexactitudes que vous rectifiez utilement.



Courrier

Après Sébastien Briat

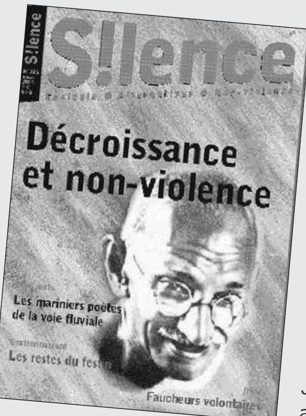
(...) Je m'étonne que même *S!lence* n'analyse pas plus les évidences que pose la question de la mort de Sébastien Briat. (...) Il est tout de même bizarre que personne ne dise qu'une charge d'explosifs en lieu et place de Sébastien fût catastrophique et tout autant inévitée. Hormis la faute pointée par Sud-Rail, il me semble inacceptable que les excuses de collégien comme le ravitaillement de l'hélicoptère ne soient pas discutées. Quand on veut jouer avec le feu, il faut au moins s'en donner les moyens. Il est intolérable, irresponsable et criminel pour la population qu'un seul centimètre des voies empruntés par ces bombes mobiles ne soit pas inspecté et cela pas la veille, ni deux heures avant le passage du train. Evidemment, peut-être alors ne serait-ce plus rentable.
Cet accident décrit par les médias comme stupide et imbécile n'en est pas un. Sébastien est décédé d'un homicide par imprudence et j'espère qu'un juriste digne de ce nom saura le démontrer.

Pierre Badeau ■
Maine-et-Loire.

Vents hebdomadaires

Habitué à me déplacer quotidiennement à vélo d'Alfortville à Paris depuis une dizaine d'années, je détermine mon chemin en fonction de la direction du vent : quand celui-ci vient du sud, j'emprunte la longue piste cyclable située entre la Seine et l'autoroute A4, pour éviter de respirer les gaz d'échappement. Quand celui-ci vient du nord, je passe par le bois de Vincennes puis la coulée verte du douzième arrondissement. Ainsi, je peux circuler intensément à bicyclette en respirant un air à peu près propre.
Ainsi attentif au sens du vent depuis des années, j'ai fini par constater un étrange phénomène : j'empruntais la piste cyclable le long de la Seine plutôt le lundi, l'autre itinéraire plutôt en fin de semaine.
(...) Le sens du vent répondrait ainsi à un rythme hebdomadaire : le début de semaine marqué par un flux de plutôt de sud, la fin par un flux plutôt de nord. (...) Cherchant à en savoir plus, je notais que de la mi-août au mois de novembre, ce phénomène est quasi-inexistant. En hiver et au printemps, le phénomène est le plus présent.
(...) Il semble donc que le sens du vent dépende de l'activité humaine.
(...) J'aimerais constituer un groupe de travail avec au moins quatre personnes de différentes régions de France pour poursuivre ce genre d'observations.

Laurent Senninger ■
64, rue Louis-Blanc 94140 Alfortville.



Décroissance et niveau de vie

En réponse à Sylvie Novak (Silence n°311) et pour confirmer les autres témoignages (Silence n°314), je vis avec 370 € par mois, sans charge de famille (...). Depuis 25 ans, à l'exception d'un emploi de six mois payé un peu au-dessus du SMIC, je vis en moyenne avec la moitié du SMIC.
Depuis douze ans, je me nourris 100 % bio. Je n'ai pas de jardin, tout juste un balcon avec quelques plantes (thym, basilic, fraises, tomates : 8 à 15 par an pour le plaisir !).
Je tiens un compte précis de mes dépenses alimentaires depuis 1986. Or cela ne revient pas plus cher de manger 100 % bio qu'avec le prix soi-disant écrasé des grandes surfaces avec plein de pesticides et tout le reste. Je n'achète évidemment pas le bio en supermarché !
Avec le bio, on mange différemment, bien plus varié, et c'est bien plus nourrissant. A noter que je suis végétarienne.
Pour les produits ménagers, je constate que c'est pareil : en comparant le baril de lessive premier prix avec un flacon d'un litre et demi d'Ecover, et en divisant par le nombre de lessives que l'on peut faire avec chaque, attendez-vous à une surprise : c'est Ecover qui est moins cher (...).
Pour le chauffage électrique, j'ai connu et c'est ruineux (avec comme conséquence qu'on se gèle). Si vous avez les moyens de payer une facture d'EDF en vous chauffant correctement à l'électricité, alors vous avez les moyens d'aller vivre dans un logement plus cher mais avec un chauffage correct, donc non-électrique, à un coût moindre.
Quant au loyer, en dessous de 600 € de revenus par mois, vous avez droit à l'APL ce qui réduit très nettement le loyer à payer (...).
Côté fringues, en le prévoyant longtemps à l'avance et en économisant, j'ai pu m'acheter des vêtements en laine, coton bio et équitable de bonne qualité qui ensuite durent très longtemps, pas comme ce qui est vendu en grande distribution et qui ne durent que six mois (et sont souvent quand même chers). (...) Ce qui est dur c'est d'économiser sou par sou au départ pour faire le premier investissement (...). C'est le même calcul que pour les ampoules économes.
Pour les déplacements, moi non plus je n'ai jamais eu de voiture. Je vais à pied (beaucoup) et à vélo (variable) et en transport en commun (mon permis ne me sert pas souvent, pour sûr !) et je n'en ai jamais souffert... mais si pour des recherches d'emplois il est parfois difficile de faire comprendre à des employeurs qu'on peut venir travailler sans voiture et que je ne serais pas fatiguée en arrivant au travail, bien au contraire. A 18 ans, j'avais fait le vœu de ne pas avoir de voitures tant qu'elles seraient polluantes (...).
Je vis pauvrement et suis handicapée, ce qui ne m'empêche pas de vouloir accorder ma vie avec ma conscience. Et de le faire avec plaisir.
De vivre simplement et dans la joie, pas en grinçant des dents.
Bien sûr, ce n'est pas encore demain la maison bioclimatique... quoi que... il existe encore des coins en France où la terre ne dépasse par 0,15 € le m² et on peut autoconstruire sa maison avec des matériaux locaux pour pas cher (...).
Vous demandez à quelle classe sociale appartiennent les lecteurs de Silence. J'ai appris par une luxueuse brochure trouvée dans ma boîte aux lettres il y a 7-8 ans que je vivais en dessous du seuil de pauvreté ! Merci du renseignement. (...) Ce n'est pas tant le niveau de revenu qui fait l'écolo (le vrai), c'est d'abord et avant tout l'esprit, et l'acte qui manifeste l'état d'esprit.
Bien sûr, il y a les écolocrates, les spécialistes de "ronds de langue" (expression que j'ai inventée sur le modèle des "ronds de jambe") qui parlent et ne font pas grand-chose, d'autant moins semble-t-il qu'ils sont plus riches.
Les écolos plus humbles parlent moins mais appliquent plus. La pauvreté matérielle est sans doute plus facile à apprécier quand on est humble que quand on est dans la frustration du monde consumériste avec chaque fois un désir de plus. (...) Pour avoir fréquenté des riches, des aisés (pour moi ça commence au-dessus du SMIC), franchement je les plains, quelle misère morale ! Toujours à se croire trop pauvres et avoir peur pour ce qu'ils possèdent, sans raison. Toujours à trouver les choses ou les activités trop chères... des choses que j'arrive à me payer parfois avec beaucoup moins pour vivre.
Pourtant le soleil brille pour tout le monde !

Hélène Lardon ■
Rhône.

Oui au Traité constitutionnel européen parce que Non à Maastricht

Quelle bonne idée a eue Michel Bernard de republier de larges extraits de mon article de 1992 (Silence n° 157, septembre) ! J'y expliquais mon Non à Maastricht. Mais quelle drôle d'idée d'en déduire que si l'on avait été pour le Non à Maastricht, il fallait à nouveau être pour le Non au Traité constitutionnel européen ! Il faudrait voter non à toutes les questions parce qu'on aurait voté non à la première ?
J'ai pris parti pour le non à l'Acte unique, pour le non à Maastricht, pour le non à Amsterdam, pour le non au traité de Nice. Et, pour les mêmes raisons, je suis pour le oui au Traité constitutionnel européen (TCE). Ces raisons sont parfaitement résumées par l'extrait de mon article de 92 que cite Michel Bernard, et sont encore plus valables pour tous les traités qui se sont accumulés jusqu'à Nice :
- le traité d'Amsterdam a gravé dans le marbre le "pacte de stabilité",

- l'intégration de l'Union européenne dans l'OTAN n'a jamais été remise en cause,
- le droit de co-décision accordé au Parlement européen, seule instance supra-nationale élue par les citoyens de l'Europe, est resté dérisoire.
Incidemment, la citation de Michel Bernard le rappelle : Maastricht était déjà une Constitution !
Alors de quoi s'agit-il aujourd'hui ? La question qui nous sera posée au référendum est simple : "Voulez-vous remplacer l'actuel traité (Maastricht, Amsterdam, Nice) par le TCE ?". Si vous préférez l'actuel traité, vous votez Non, si vous préférez le TCE, vous votez Oui, si vous considérez que c'est blanc bonnet et bonnet blanc, vous vous abstenez ou mieux, vous boycottez. Michel Bernard est pour le non, donc son vote comptera pour le maintien du traité de Maastricht-Nice.
Mais peut-être pense-t-il : "En votant non, on exprime en fait un non à l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire à l'Europe de Maastricht-Nice". Michel Bernard, comme tous ceux qui voteront pour le non en fonction de ce raisonnement étrange qui prend la liberté d'interpréter à l'envers la question posée, oublie simplement une chose : l'intention des votants n'a aucune importance. Le seul résultat, c'est que, si le non l'emporte, on gardera le traité de Nice, c'est-à-dire l'Europe actuelle, sinon, on disposera d'un autre outil pour adopter les lois gouvernant notre vie quotidienne, nos relations sociales, notre environnement : les nouvelles règles du jeu du TCE.
Or, il suffit de reprendre point par point les arguments de mon article de 1992 pour constater à la fois les limites et les avancées du TCE.
La limite fondamentale est évidente : les règles monétaires et budgétaires adoptées à Maastricht restent intégralement en l'état. Cela ne veut pas dire qu'elle ne seront jamais changées : l'abandon du pacte de stabilité est déjà en négociation, ce sera sans doute pour la prochaine révision constitutionnelle.
En revanche, sur deux des autres points, les avancées sont tout à fait réelles.
En ce qui concerne l'intégration de la défense européenne à l'Otan, elle disparaît purement et simplement. Il est simplement précisé que "certains pays" pourraient demeurer dans l'Otan, et qu'alors leur défense dans le cadre de l'OTAN sera compatible avec la défense européenne. En revanche, la capacité d'intervention civile et militaire de l'Europe en tant que telle ne fait plus référence à l'Otan. Ce changement considérable marque un premier pas vers la défense autonome de l'Union européenne.
On peut refuser le principe même d'une défense militaire. Mais si le problème pour Michel Bernard est l'intégration de cette défense au sein de l'Otan, alors, on ne peut que saluer l'évolution que marque le TCE, qui fait tomber la deuxième des raisons que j'avais de m'opposer au traité de Maastricht.
L'évolution sur le troisième point est bien sûre la plus importante : c'est le pas en avant considérable vers la démocratie que permet le TCE. Michel Bernard, au début de son article, donne une description assez caricaturale de la situation actuelle. Il est exagéré de dire que le Parlement n'a aucun pouvoir. Sur un tiers des chapitres de compétence européenne, il est en co-décision avec le Conseil des gouvernements.
Il nous est arrivé de transformer complètement le sens d'une directive ou de la rejeter en troisième lecture (ainsi, la privatisation de ports).
Le TCE inverse la règle du jeu : s'il est adopté, le Parlement aura droit à la co-décision sur les deux tiers des chapitres... et notamment sur le budget. Mais sur deux points essentiels (droit social et fiscalité), il faut toujours l'unanimité des gouvernements.
Or, du point de vue d'un écologiste, qui sait que la pollution n'a pas de frontières, l'Europe se désarme et désarme les conquêtes sociales et la protection de la planète par cette discordance entre un espace économique unique et une multiplicité d'Etats qui doivent adopter unanimement la même décision pour avancer. Les progrès de la co-décision et de la règle de la majorité au Conseil des gouvernements représentent un pas en avant vers une Europe fédérale où le politique (et la démocratie) prendront progressivement le pas sur le déchaînement des forces du marché. Le TCE est un gros pas en avant, mais pas le dernier.
Ces progrès au niveau de la démocratie représentative sont accompagnés d'un pas en avant étonnant de la démocratie participative : les citoyens eux-mêmes pourront, par une pétition recueillant un million de signatures, prendre l'initiative d'une loi européenne.

DR

Autre progrès considérable : du côté de la défense des services publics. Alors que (on l'oublie trop souvent) le traité actuel dit déjà que les lois du marché s'arrêtent là où commence la nécessité pour les services publics d'accomplir leur mission, le traité actuel va plus loin. Il fait obligation aux états et à l'Union de veiller à ce que les services publics soient placés dans des conditions, "y compris économiques et financières, d'accomplir leur mission", et rappelle aux Etats qu'ils ont la responsabilité de "les fournir, les concéder et les financer".
C'est donc un traité imparfait qui nous est proposé, mais personne, pour peu qu'il ait comparé les deux traités, ne songerait à choisir Nice plutôt que le TCE.
Un tout dernier argument court chez les partisans du non : il serait plus difficile, par la suite, de modifier le TCE, sous prétexte qu'il porterait le nom de Constitution. Illusion nominaliste ! Le traité actuel précise en quelques lignes qu'il ne peut être changé qu'à l'unanimité. Le TCE, au contraire, propose trois longs articles détaillant une procédure normale, une procédure simplifiée et une procédure super-simplifiée pour ses futures révisions. Cette constitution est conçue pour être révisée en continu...
Les lecteurs de Silence ont encore plusieurs semaines pour étudier les différences entre les deux textes. Le choix est non pas dramatique, mais grave. Pas dramatique : si le non l'emporte en France, on en restera tout simplement à l'Europe actuelle, largement profitable pour le néo-libéralisme et tous ceux qui préfèrent la loi du marché à celle de la démocratie. Mais ce sera une occasion perdue pour s'engager sur une bretelle de sortie de l'Europe de Maastricht-Nice. Et c'est cela qui est grave. Si au contraire le oui l'emporte, une dynamique de révision du traité et de réforme des lois européennes s'enclenchera, avec cet outil remarquable qu'est la pétition d'initiative citoyenne.
On voit déjà les premières campagnes communes : pour le bannissement de l'énergie nucléaire et des OGM, pour la citoyenneté de résidence etc. Gageons qu'alors, même les lecteurs de Silence qui auront voté non seront au coude à coude avec ceux qui, en votant oui, auront obtenu cet outil pour nos combats communs !
Dans ce court courrier des lecteurs nous avons omis les références, notamment aux articles des deux traités. Voir sur mon site : http://lipietz.net/mot.php3?id_mot=131

Alain Lipietz ■
Député Vert Européen

Silence : *les pétitions d'initatives citoyennes ne permettent pas de faire avancer une loi, mais incitent seulement le parlement à en discuter.*

Constitution européenne

Je réagis à l'article "Quelle constitution européenne ?" (Silence n°318/319). Il est écrit que *"le texte de la constitution prévoit bien l'existence des "services d'intérêt général", les services publics"*. Or comme l'explique magistralement Raoul Marc Jennar, il est clairement écrit dans un autre texte de la commission européenne que les termes de "services d'intérêt général" et de "services d'intérêt économique général" ne doivent pas être confondus avec l'expression "service public". Ces "services" ne pourront être créés que si le marché (donc l'initiative privée) ne fournit par ce genre de services et s'ils respectent les règles de la concurrence. C'est un des nombreux scandales de ce texte qui institutionnalise le libéralisme et le productivisme. Il n'y aura plus de garde-fou notamment pour les protections sociales. Et pas question d'y changer quoi que ce soit car toute modification doit être adoptée à l'unanimité (à 25 états, bon courage !). C'est une des nombreuses raisons pour laquelle il faut absolument voter non et se mobiliser pour que le non l'emporte en France. Je profite de ce courrier pour dire tout le bien que je pense de Raoul Marc Jennar. Lisez ses livres — son livre "la trahison des élites" a reçu le prix 2004 du Monde Diplomatique — ses textes, invitez-le à une soirée-débat vers chez vous parlez-en autour de vous. Ses propos sont d'une clarté limpide et convaincants. Allez sur le site de son organisation : urfig.org. Pour que le non l'emporte, mobilisons-nous.

Michel Jarru ■
Rhône.



Courrier

Appareils numériques

Ma photocopieuse qui marche encore parfaitement bien à presque vingt ans, est programmée à mourir car son fabricant n'assure plus les pièces détachées. A la place, il ne propose que des systèmes dits numériques. Avez-vous des renseignements sur les nuisances des ondes magnétiques de ces machines ? Existe-t-il encore des photocopieuses fiables, sans numérique ? Existe-t-il une association qui se bat contre ce type de produits ?

Marie ■
Objectif santé
Drôme.

S!lence : le numérique n'est qu'une technique d'impression (photocopieuses) ou d'enregistrement (photos, musique…). Cela n'a rien à voir avec les champs magnétiques que dégage tout appareil électrique, certains énormément comme les téléphones portables ou les fours à micro-ondes. Nous n'avons pas de réponses aux autres questions.

Nuances !

Dans un courrier paru dans le n°316, novembre 2004, sous le titre *Combattre !*, le mystérieux Gédicus fait une lecture inattendue de mon article *"Réapprendre la dynamique alternative"* paru en mai.
Tout en évoquant les excellentes réflexions de Alain Accardo (*De notre servitude involontaire. Lettre à mes camarades de gauche*, éditions Agone), Gédicus reconnaît avec moi la nécessité de rompre avec tout ce qui ressuscite la domination et de construire dès maintenant les bases d'une civilisation adaptée à l'économie de la nature. C'est déjà un point fondamental qui est loin de rassembler toute "l'alternative" auto-déclarée. Pourtant, il tend à interpréter de façon caricaturale ma critique de l'opposition systématisée qui, elle, s'affirme toujours au détriment de toutes les autres actions, en particulier des actions constructives.
Ne peut-on donc analyser les travers d'un fonctionnement tendant à l'exclusive sans être soupçonné de passer de l'autre côté du miroir ? Allons, soyons un peu matures ! Ce n'est pas parce que je m'efforce de mettre en lumière la perversité de l'opposition, quand elle devient spécialité et système de pouvoir par mimétisme — donc, à l'opposé de ses prétentions, simulacre et facteur de dégénérescence — et que je m'aventure à parler d'empathie et d'amour, qu'il faut entendre "refus de toute lutte". C'est caricaturer. D'ailleurs, Gédicus approuve ma proposition de reconstruction de ce que la domination détruit systématiquement. Eh bien, cette action pied à pied pour restaurer la société et les écosystèmes n'est-elle pas une "lutte" ? Evidemment, c'est une "lutte", mais une lutte plus complète, une lutte efficace celle-ci. La bonne question n'est pas "pour ou contre la lutte ?", mais : quelle lutte ou, plus exactement, quelle dynamique ? (Le débat sur l'Europe est pollué par un degré de confusion comparable (…) : là aussi, la bonne question n'est pas pour ou contre l'union… mais : quelle union ? Celle des peuples ou celle des dominants ? Celle des gens encore en intelligence avec eux-mêmes et leur environnement ? Ou celle des possédés du délire impérialiste ? Celle des institutions sous la coupe des partis, de la finance et de l'industrie qui subventionnent à tour de bras l'écrasement des hommes et la dévastation de leurs écosystèmes ? Ou celle d'une démocratie revitalisée consciente de l'économie de la nature ?)
Frère Gédicus, sois rassuré, ce dont tu me soupçonnes ne me ressemble pas tout à fait. Si je suis pacifiste, je ne suis pas passif. J'ai participé et pris l'initiative de maints combats, dont le lancement du mouvement écologiste, d'ailleurs. C'est ce qui m'a permis de découvrir les dangers de la lutte contre quand elle se spécialise en "opposition".
Même sincère, l'opposition conformiste souffre d'une faiblesse majeure : elle n'est pas structurée par la connaissance du projet de la vie et l'envie de s'y adapter. Se définissant par la négative plutôt que par une culture et des pratiques réellement alternatives, elle est grande ouverte au ressentiment, ce poison réactif qui reconduit sur les voies de la "lutte", certes, mais "pour le pouvoir". Amputée de l'évolution des rapports sociaux et des modes de vie, cette opposition n'emplit l'espace politique et la plupart des esprits que pour mieux réorienter vers le système et le renforcer. Quand elle dépasse le stade de la révolte pour s'encroûter dans l'institution où elle prête le flanc à toutes les manipulations, elle devient sclérose : le service de déminage de la révolte et de l'imagination créatrice sans lequel les dominations seraient en situation périlleuse (comme dirait Alain Accardo).
Là réside probablement l'origine de l'incompréhension chronique des dynamiques positives capables d'enfler en contaminant les cœurs et les volontés. Comme les gens de l'intérieur du système impérialiste, la plupart des "opposants" n'ont aucune compréhension des phénomènes holistiques et passent leur vie à les stériliser.
La lutte pour la reconstruction est plus qu'une lutte, c'est une dynamique. Elle commence en nous, contre les conditionnements inoculés par la domination pour que nous la reproduisions et la servions sans même nous en rendre compte : "Lorsque nous sommes ainsi bourrés de sentiments donnés, nous parvenons à la majorité et nous pouvons être "émancipés" (…) Les jeunes sont majeurs quand ils gazouillent comme les vieux" dit Max Stirner ("L'Unique et sa propriété"). "Une réforme des structures externes passe aussi par une réforme des mœurs" constate Accardo ("La confusion culturelle ou l'ennemi intérieur, source de la faiblesse du mouvement social", *S!lence* n°226/227, janvier 1998).
En nous permettant de renouer dès maintenant avec notre nature et la nature, la dynamique de reconstruction prend sa force dans les motivations soufflées par la mémoire de la vie, par le corps et la biosphère. Elle prive l'impérialisme de son socle : la servitude involontaire du fait de l'intériorisation du système.

Alain-Claude Galtié ■
Paris.

Textes disparus

Pour le n°318/319 sur les alternatives en Drôme-Ardèche, chic, participants et impliqués dans des pratiques de réseaux d'échanges de savoirs depuis plus de dix ans, nous allons avoir la parole.
Parution et déception, l'article écrit n'existe plus. A la place un texte dénaturant ce que nous essayons de faire vivre dans ces réseaux.
Le pire ? Le meilleur ? C'est que *S!lence* a déjà publié le même texte (aux références près dans le numéro spécial Poitou-Charentes.
(…) Rappelons quand même que les réseaux d'échanges réciproques de savoirs sont d'abord un mouvement pédagogique (certains fonctionnent dans des établissements scolaires) et qu'ils ne sont pas fait pour des personnes en particulier (marginalisées par exemple) (…)

Marie-Paule et Jean-René Montagnon ■
Drôme.

Silence : *certains textes prévus pour le numéro Drôme-Ardèche se sont malheureusement perdus (le vôtre n'est pas le seul !).*

Heureux autrement

J'ai eu l'occasion de découvrir le numéro Drôme-Ardèche il y a peu de temps et c'est avec un grand intérêt que j'ai lu ces articles.
Votre magazine me donne beaucoup d'espoir et les exemples de vie de gens "bizarres" prouvent bien que l'on peut vivre et être heureux autrement. J'ai 22 ans, des projets plein la tête, mais tout me semble compliqué pour le moment, voire irréalisable, et dans ces moments, je repense à ce que j'ai lu et alors je crois en mes projets.
Donc merci de réaliser ce genre de journaux et continuez à nous faire rêver.

Aurélie Aveline ■
Orne.

Ecologie du journal

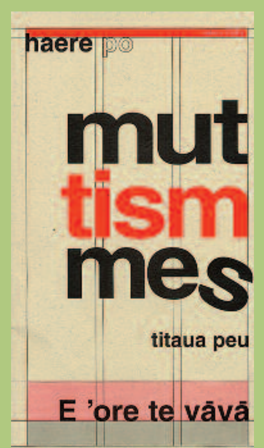
Vous venez de changer la façon d'expédier la revue, en la déléguant à une entreprise. J'espère que vous conserverez cependant la petite bandelette de papier et qu'elle ne sera pas remplacée par du plastique.
Dans le même ordre d'idées, j'aimerais savoir si vous utilisez des encres non-toxiques.

Françoise ■
Valence.

Silence : *pas de problème pour la bandelette et donc pas de plastique. Pour le papier, nous avons toujours été sur du papier 100 % recyclé. Pour l'encre, nous avons fait des essais avec des encres végétales, il y a quelques années. Celles que nous avons testées se sont vite effacées (notamment si on place la revue au soleil), ce qui ne serait guère gênant pour un quotidien, mais beaucoup plus pour un mensuel qui peut se lire des mois après. Notre imprimeur est toujours prêt à faire des essais avec de nouvelles encres si certains en connaissent (c'est lui qui s'intoxique le plus !).*



R O M A N S



Mutismes

Titaua Peu
Ed. Haere Po, BP 1958, Papeete, Tahiti, Polynésie
2003 - 150 p.

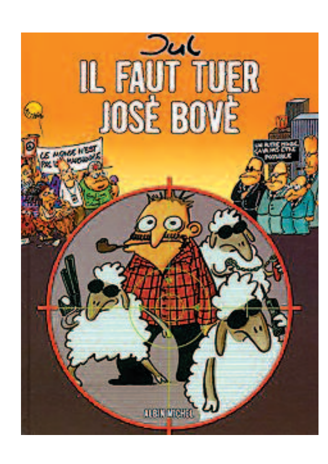
En 1995, le président Chirac décide de reprendre les essais nucléaires à Moruroa. L'émotion est mondiale, les manifestations se multiplient un peu partout. En Polynésie, des barrages sont dressés sur les routes et les affrontements avec les forces de l'ordre dégénèrent. Vue de l'hexagone, cette violence peut paraître disproportionnée. Ce roman (ou ce récit ?) raconte d'où vient cette violence. Elle est dans l'histoire de l'héroïne, dans le père qui bat sa femme, dans le racisme des blancs qui exploitent les Tahitiens, elle est dans une sorte d'apartheid invisible, les riches au paradis à l'Ouest, les Tahitiens dans le centre du pays et à l'Est. Comme l'avertit le livre "ceci est une fiction, rien ne s'est passé et pourtant tout est vrai". Et la tension monte, palpable jusqu'à l'embrasement final. Pour mieux comprendre les envies d'indépendance des habitants de nos dernières colonies. FV.

Robin des bois blancs

Vincent Valdelièvre
Ed. Sansonnet (Lille)
2005 - 96 p. - 7 €

A partir de l'itinéraire d'un habitant des Bois-Blancs, à Lille, un atelier d'écriture dans une maison de quartier débouche sur cette histoire. Toute ressemblance avec des personnages existants est là bien réelle. Belle exercice d'écriture. MB.

B . D



Il faut tuer José Bové

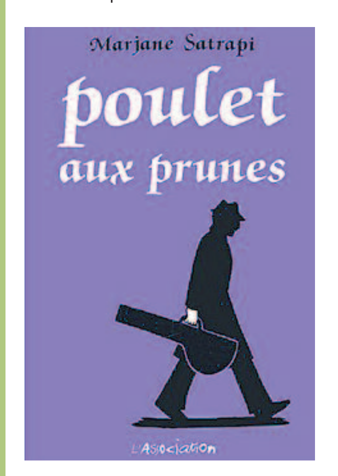
Jul
Ed. Albin Michel
2005 - 44 p. - 12,50 €

Un marchand de jouets lance la fabrication d'une poupée à l'effigie de José Bové. Les Chinois sont déjà à l'œuvre, mais le célèbre contestataire répond que son image n'est pas une marchandise. Peur du directeur de la firme qui ne voit d'autres solutions que de supprimer Bové pour s'assurer de ses ventes. Le tueur à gages essaie d'approcher le leader syndical et on le suit au Forum social européen avec toute une flopée de gags sur les stands associatifs, dans la manif de clôture (tousse tousse ensemble crient les marchands de tabac !), puis dans un fauchage d'OGM. Les gags pétillent dans un milieu que nous connaissons bien. Et José Bové résiste bien. Les patrons appelés à la rescousse lancent alors un contre-Forum alter-altermondialiste dont le slogan est "un autre monde, ça ne va pas être possible". Fou-rire garanti. MB.

Poulet aux prunes

Marjane Satrapi
Ed. L'Association
2004 - 84 p. - 14 €

Histoire du grand-oncle de Marjane Satrapi. A la suite d'une dispute avec sa femme, celle-ci brise son tar, une sorte de guitare iranienne. Il ne retrouve pas de tar d'aussi bonne qualité et tombe dans une violente dépression. Se laissant mourir de faim et de soif, l'auteure nous emmène dans la vie de cet artiste, avec de multiples digressions dans le passé et dans l'avenir, avec en toile de fond, l'évolution des mœurs dans le pays, avant et après la révolution islamique. Dessin sobre, en noir et blanc, mais une histoire racontée avec une extrême force narrative. Grand prix d'Angoulême en janvier, pour cette auteure qui accumule les récompenses. MB.

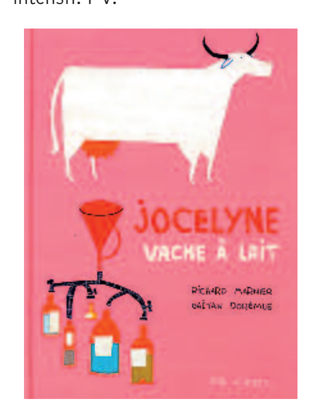


E N F A N T S

Jocelyne, vache à lait

Richard Marnier et Gaétan Dorémus
Ed. Seuil Jeunesse
2005 - 48 p. - 10 €

Un jour débarquent deux messieurs qui proposent à P'tit Raymond de transformer sa meilleure vache en grosse productrice de plein de liquides. C'est le succès rapide… sauf que rapidement la vache ne se sent pas très bien. Alors P'tit Raymond a une idée : il fait goûter du lait normal aux deux messieurs qui finissent par admettre que la nature est bien faite. Une allégorie de la dérive actuelle de l'élevage intensif. FV.



C . D .

Kanasuta

Richard Desjardins
Ed FIS
2003 - 14 titres - 22 €

Le chanteur québécois Richard Desjardins est un amoureux des arbres et de la nature. Il met cela en parole et en musique dans ses œuvres et commet même parfois des documentaires comme le spectaculaire *Erreur boréale* tourné en 1999 et qui dénonce la déforestation au Canada. Dans son CD *Kanasuta* (qui signifie "là où les diables vont danser" en algonquin), il raconte comment exploitation de la nature et exploitation des hommes sont intimement liés. FV.



Armagodon

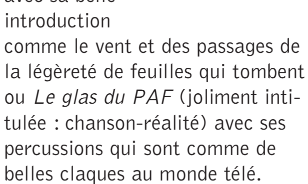
Godon, tél : 05 55 73 09 23
2004 - 10 titres
Chargement libre sur www.godon.org

Cet album au nom un tantinet millénariste et apocalyptique est celui du groupe Godon. Une originalité flagrante est qu'il est diffusé aussi en copie libre. Les textes en français — hélas pas toujours audibles, même si le groupe a choisi de proposer un disque volontairement non léché mais plutôt brut — sont de petits pamphlets critiques contre la consommation, pour le respect de la terre et des libertés. Et là encore, on voit la trace de l'Armagédon biblique, cette bataille quelque peu manichéenne sur fond de fin du monde entre le bon et le méchant qui rime avec la geste, les choix politiques de ce groupe du grand ouest. Ainsi, le titre inspiré par *Les racines du ciel* , ce merveilleux livre de Romain Gary (où il est question de l'épique du quotidien, des combats multiples du petit homme seul) n'est pas là par hasard.



Livres

Diable, il faut bien reconnaître à Godon une bonne cohérence ! Mais parlons musique… Avis aux amateurs d'ambiance électrifiée, de déluges (!) sonores et d'envolées percutantes, c'est tout de même du rock qui fonce en prenant aussi (mais trop rarement) les merveilleux sentiers de l'univers jazz, de la poésie et de la majesté musicale de Ferré (*Controverse).* De beaux titres encore, mais à l'énergie et à la magie irrégulière, comme *Soul Power* (force de la création), *Roots* (l'histoire d'un arbre) avec sa belle introduction comme le vent et des passages de la légèreté de feuilles qui tombent ou *Le glas du PAF* (joliment intitulée : chanson-réalité) avec ses percussions qui sont comme de belles claques au monde télé.



Et ici aussi, le texte plutôt dit, les sons bondissants de la guitare et basse, des textes durs et drôles (l'humour gagnerait pourtant à compléter la critique radicale) sont représentatifs de ces bons éléments qu'on arrive rarement à retrouver bien combinés sur la totalité d'un titre ou tout au long de cet album, qui reste bien prometteur. On s'approche toutefois d'une belle synthèse, d'un choix moins brouillon avec *Oil* (intro magnifique)… Un CD étant un petit objet complet, on regrettera le peu d'attention portée au livret (les textes si importants pour ce groupe n'y sont pas et l'illustration est bien pauvre). Enfin à vous de découvrir, maintenant ! L'image est un montage avec les documents envoyés par Godon. MM.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Le guide des métiers inconnus,** *Yves Frémion et Jeff Pourquié, éd. Fluide Glacial, 2004, 64 p. 9,95 €.* La cause du chômage, foi d'Ernest, c'est le manque d'adaptation de la population aux vrais besoins. Frémion nous emmène donc à la recherche des métiers de demain. De jeux de mots en contrepèteries, notre futur ministre du second degré s'élance dans un vibrant plaidoyer pour une trentaine de nouveaux métiers. Entre les péteurs de plomb et les criseuses de nerfs, entre les gaveuses d'autruche et les épouseurs de cause, une liste de métiers inconnus et improbables illustrés cette fois au troisième degré (au moins) par Jeff Pourquié. A lire avec votre conseiller d'orientation.

■ **L'art de ne rien faire,** *Catherine Laroze, éd. Aubanel, 2003, 140 p. 19,50 €.* La maquette de ce livre est tout à fait remarquable et invite clairement à prendre son temps, à flemmarder, à se laisser aller… Le texte, écrit par une philosophe est d'un autre niveau. Si les réflexions sont pertinentes, elles ne vous laissent plus tellement paresser. Cela aurait gagné à être un peu plus léger.

■ **Trésors du parc des Grands Causses,** *Richard André, éd. du Rouergue (Rodez), 2004, 192 p., 33 €.* Beau livre sur les Causses au sud du massif central.

■ **Paysages du Gers,** *Bruno Sirven, éd. du Rouergue (Rodez), 2004, 270 p. 35 €.* Beau livre richement illustré réalisé avec le CAUE. Chapitre intéressant sur la restauration du patrimoine et l'architecture d'aujourd'hui et comment intégrer cela dans le paysage.

■ **Homo sapiens**, *Loïc Maltani, Jacques Malaterre, éd. Bamboo (Charnay-lès-Mâcon), 2005, 48 p. 12,50 €.* Tentative de raconter l'évolution sur 45.000 ans de l'homme préhistorique en BD. Ennuyeux.

■ **Nourris ton corps,** *Henri-Charles Geffroy, éd. Aquarius (Paris), 2005, 148 p. 13 €.* L'auteur est le fondateur des magasins *La Vie claire.* Ce livre est une réédition d'un ouvrage régulièrement republié depuis 1941. Alors écrit en période de restriction alimentaire, il explique comment se nourrir simplement et sainement. Un classique.

■ **Qu'est-ce que la confédération paysanne ?** *éd. de l'Archipel (Paris), 2005, 144 p., 8,50 €.* Ce petit ouvrage alterne texte fondateurs, interviews et portraits de militants de la Confédération paysanne, pour mieux comprendre comment est né ce syndicat progressiste face à la puissance FNSEA.

■ **Le livre de cuisine des amis des animaux,** *éd. La Parole, BP326-SI, 75365 Paris cedex 08, 2005, 190 p. 28 €.* Livre de recettes végétariennes superbement présenté… mais en lien avec un mouvement "la vie universelle" que certains qualifient de secte.



› Courriers :
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ Diffusion - Comptabilité - Abonnements :
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
✆ Rédaction : 04 78 39 55 33 le mercredi
✆ Stands, correspondants :
04 78 39 55 33 le vendredi
✆ Dépositaires : 04 77 63 00 65
› Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON
› Distribution en Belgique :
Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54
› Distribution en Suisse :
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4
Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 2ème trimestre 2005
Tirage : 7 800 ex

Editeur : Association Silence
Président : Xavier Sérédine
Vice-président : Jacques Caclin
Trésorière : Myriam Cognard
Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette et publicité : Patrice Farine
Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler
Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Dorothée Fessler, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot
Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité
Et pour ce numéro : Audrey A., Christiane Bessenay, Florence De Luna, Marguerite Descamps, Thierry Folliard, Michel Guérin, Bruno Guillemin, Daniel Julien, Serge Latouche, Christian Maillebouis, Matt Mahlen, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Vincent Peyret, Reine Rosset, David Sterboul, Myriam Travostino, Bernard Valette.

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles.

Ils sont à commander uniquement en France (frais de port en sus).

Numéros régionaux

☐ **218 Alsace**
Fessenheim. Projet Alter Alsace. Lutterbach. Imagination au pouvoir. Alsace Nature. Steiner. Bilinguisme . . . . 3,8 €

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . 6 €

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage . . . . 6 €

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. . . . . 6 €

☐ **298-299 Franche-Comté**
Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Biolopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité . . . . 6 €

☐ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse**
Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords, Ballon rouge. CIRA. Longo Maï. GERES. Graines de vie. Pic Noir . . . . 6 €

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. . . . . 6 €

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires . . . . 6 €

Autres numéros

☐ **284 Jeûner et sortie du nucléaire**
Développement : de la pauvreté à la misère. Ecovillages . . . . 4 €

☐ **289 Un monde écolo possible ?**
Croissance des associations. Sud et pesticides. Mauvais garçons . . . . 4 €

☐ **290 Ne pas oublier le train**
Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. . . . . 4 €

☐ **294 Enfance en collectif**
Prostitution. Trucs bioclimatiques . . . . . 4 €

☐ **300 Nos lecteurs ont du talent**
40 pages réalisées par les lecteurs... . . 4 €

☐ **301 La face cachée des vaccins**
Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef . . . . 4 €

☐ **304 Toujours sexistes ?**
Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. . . . . 4 €

☐ **307 Ecocités**
Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. . . . . 4 €

☐ **310 Nature politique de l'écologie**
Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin . . . . 4 €

☐ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. . . . . 4 €

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . . 4 €

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires . . . . 4 €

☐ **316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio . . . . . 4 €

☐ **317 Vivre à la campagne sans voiture ?**
Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération . . . . . 4 €

☐ **320 Ecologie et cultures alternatives**
Décroissance : Pétrole et géologie politique. Finances : Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie . . . . 4 €

☐ **321 Est-ce paix l'espéranto ?**
Développement personnel : enrichissement pour qui ? Société : Autour des nanotechnologies. Energies : Atelier solidaire . . . . . . 4 €

Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

☐ **Annuaire de la presse alternative,** édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

☐ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
☐ Particulier	12 n°	40 €
☐ Institution	12 n°	80 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	65 €
☐ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
☐ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
☐ Petit budget	12 n°	25 €

Suisse

☐ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
☐ Particulier	12 n°	60 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
☐ Particulier	12 n°	45 €
☐ Institution	12 n°a	90 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	70 €
☐ Petit budget	12 n°	40 €

je règle un total de :

NOM ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Code postal ____________________

Ville ____________________

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

Livres

Pour en finir avec l'auto-centrisme



Stephen Kerchove
Ed. Agir pour l'environnement
97, rue Pelleport, 75020 Paris
2004 - 120 p. - 10 €

Condensé des problèmes que pose une société centrée sur la circulation automobile, avec une reprise des différents axes de lutte développée par l'association éditrice contre les multiples facettes de l'automobile : l'espace public privatisé, l'agression publicitaire, le réchauffement climatique, l'agressivité des 4x4, la fuite en avant avec la clim, le Paris-Dakar, et évidemment le massacre permanent des morts de la route. Pas mal de citations d'autres ouvrages fameux sur le sujet de l'*Hommauto* de Bernard Charbonneau au *Petit traité de vélosophie* de Didier Tronchet. Dans un style parfois un peu trop philosophique, de très nombreuses piques sur le mythe de notre soi-disant "liberté de circuler" et une proposition concrète : demain, vous commencez à agir et, si ce n'est fait, vous arrêtez de conduire "parce qu'en chaque automobiliste, un citoyen suffoque". MB.

Bâtir en paille

André de Bouter
Ed. Maison en paille, 16290 Champmillon
2004 - 106 p. - 22,50 €

Cet ouvrage se présente sous la forme d'un classeur accompagné d'un CD-Rom. Après un rapide rappel de la théorie, des fiches pratiques vous permettent de passer à la pratique. Ayant longuement voyagé, l'auteur raconte pour chaque étape de la construction les techniques adoptées. Ainsi si la plupart des maisons en paille possèdent une ossature bois, certaines tiennent toutes seules uniquement stabilisées



par le poids du toit sur les murs. Certains commencent même à faire des voûtes en bottes de paille ! Facile à mettre en œuvre, la maison en paille est une aubaine pour les autoconstructeurs pour qui ce livre sera précieux. MB.

Certains l'aiment cru

Kate Wood
Ed. Terre Vivante (38 Mens)
2005 - 160 p. - 19,50 €

Les nutritionnistes recommandent de manger plus cru que nous ne le faisons actuellement. Certains essaient même de manger totalement cru. Les 120 recettes de ce livre devraient vous inciter à découvrir de nouvelles saveurs. MB.



L'anarchie en société
Conversation avec Colin Ward

David Goodway
Ed. ACL (BP 1186, 69202 Lyon cedex 1)
2005 - 148 p. - 10 €

Colin Ward, britannique, est aujourd'hui âgé de 80 ans. Depuis les années 70, il a essayé de proposer des alternatives concrètes des théories anarchistes dans divers domaines de la société. En 1993, Silence avait publié avec les éditions ACL, une excellente analyse sur la question des transports *La liberté de circuler*. Cet ouvrage qui retrace la vie de Colin Ward, réalisé sous forme d'une très longue interview, a l'avantage d'être facile à lire, même si parfois le lecteur risque d'être égaré sur les distinctions que font les anarchistes entre eux.

Ce touche-à-tout, toujours pragmatique, a animé des revues, écrit une trentaine de livres, participé à des réflexions sur l'urbanisme avant de se plonger dans l'écologie très tôt puisqu'il s'interroge déjà sur le rôle des énergies renouvelables dans une société anarchiste dès la fin des années 50 ! A la même époque, il analyse déjà qu'une décroissance est nécessaire pour que la société retrouve un visage humain, mais que cela est incompatible avec le capitalisme. De quoi progresser dans sa réflexion. MB.

LE LIVRE DU MOIS

Un petit coin pour soulager la planète

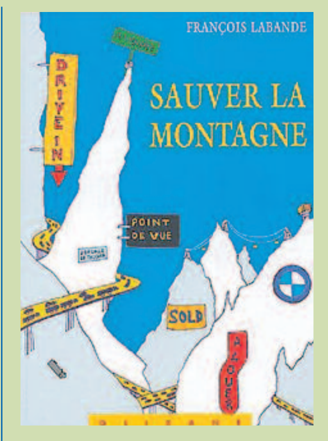
Christophe Elain
Ed. Goutte de sable
(La Roussière, 53400 Athée)
2005 - 288 p. - 10 €
(+3 € de port)



La question des toilettes, la plupart du temps, on en rit et on évite d'en parler. Pourtant, c'est une source importante de consommation d'eau (en moyenne 26 % de la consommation d'une famille), une consommation bien inutile dans la mesure où les techniques de toilettes sèches sont bien au point et permettent en plus — avec certaines précautions — de produire un engrais naturel après compostage. Le livre présente les techniques individuelles ou collectives existantes à l'aide de nombreuses photos et schémas explicatifs. Une technique rurale ? Pas du tout, de nombreux exemples dans le livre montre que cela se fait maintenant dans des bâtiments publics et des logements collectifs. Le livre fait également une présentation des systèmes de lagunages. Il présente la législation en vigueur en France et comment procéder pour avoir les autorisations. MB.

Sauver la montagne

François Labande
Ed. Olizane (Genève)
2004 - 400 p.



L'auteur, co-fondateur de l'association Moutain Wilderness, dresse un bilan des dégradations de la montagne au cours des quarante dernières années et rappelle les propositions faites par les amoureux de la nature. La naissance du parc de la Vanoise en 1963 marque le début de la prise de conscience que la montagne est en danger, menacée par différents aménagements visant à rendre les sommets toujours plus accessibles à l'homme. En 1987, ce sont des alpinistes italiens, suisses et français qui lancent Moutain Wilderness pour essayer de freiner et contrecarrer les projets de plus en plus fous qui grimpent en altitude. Après un tour d'horizon des luttes contre les stations de ski, le percement de nouvelles routes, l'invasion touristique, la construction d'habitats, l'utilisation d'hélicoptère... l'auteur présente les principaux animateurs de l'association, les recours possibles à la loi et les enjeux actuels : la protection du Mont Blanc, la protection des Calanques de Marseille, la lutte contre l'invasion des engins motorisés, la défense du statut des parcs naturels... La montagne est le seul paysage, avec le grand large, encore naturel, tous les autres ont été façonnés par l'homme, cela doit donc être une priorité de l'écologie d'essayer de la protéger contre la marchandisation de l'espace et l'auteur appelle à plus d'engagement en faveur de sa protection. Parfaitement documenté. FV.